

# programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

## SOMMAIRE

- La nouvelle Constitution soviétique : un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS 1
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV) ..... 19

### GRAMSCI, « L'ORDINE NUOVO » ET « IL SOVIET »

- Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (III) .... 37
- A. Gramsci : La révolution contre « Le Capital » ..... 52
- Articles de « Il Soviet » et de l'« Avanti ! », 1918-1920 55
- Thèses sur la constitution des Conseils ouvriers de la Fraction Communiste Abstentionniste du PSI, 1920 .. 80

- Parti révolutionnaire, ou cénacle de « marxologues » ? ..... 83

### CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

*la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.*

## La nouvelle Constitution soviétique

# Un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS

*« A supposer, écrit un de nos textes fondamentaux, que le prolétariat parvenu au pouvoir dans un pays capitaliste pleinement développé doit promulguer une Constitution, sans lui attribuer aucun caractère « éternel » même du point de vue juridique, elle ne parlera pas de Peuple, mais de Classe.*

*« Peut-être parlera-t-elle également de Droits, dans le sens où Marx envisage des droits, toujours éphémères, pour la période inférieure du socialisme : des dérivés du droit bourgeois servant de simples moyens d'administration sociale. Mais il s'agira de droits de classe, découlant du fait qu'une seule classe figure dans l'Etat, celle des prolétaires sans réserve, ne disposant ni de propriété ni de capital, à l'exclusion des petits possesseurs et producteurs, même si ces derniers peuvent être compris dans le terme général de travailleurs et d'exploités dans la mesure où, dans la société capitaliste, tout petit agent économique est exploité par les couches plus élevées, même le petit capitaliste par le grand ; et dans l'agriculture comme dans la manufacture subsistent des formes mixtes combinant le travail avec la propriété et le capital, et qui produisent souvent une exploitation plus intense que le salariat à l'état pur et l'exploitation subie par les grandes couches de purs salariés » (1).*

### **Grandeur de la Constitution de 1918**

En 1918, la dictature bolchévique n'était pas en mesure d'édicter une Constitution du type de celle qu'évoquait, en stricte conformité avec le marxisme, le passage que nous venons de citer. C'est que cette dictature, bien que *politiquement prolétarienne*, exerçait le pouvoir

---

(1) *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi*, publié dans notre bi-mensuel *Il Programma Comunista* en 1957 et réédité avec d'autres textes sur la Russie dans le volume du même nom paru aux éditions *Il Programma Comunista*, Milan, 1976. Cf. p. 327.

dans une zone arriérée du point de vue capitaliste, et même largement précapitaliste. Dans le domaine économique, elle devait donc réaliser non les tâches spécifiques du prolétariat victorieux « dans un pays capitaliste pleinement développé », mais celles du prolétariat à la tête d'une « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » ; des tâches qui, même menées « jusqu'au bout » comme aucune force bourgeoise, petite ou grande, ne pouvait le faire, n'en restaient pas moins *bourgeoises*.

Si néanmoins la Constitution du 10 Juillet 1918, que Lénine fit précéder de la célèbre « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité » rédigée de sa main, fut grandiose, c'est parce qu'elle était toute entière *projetée vers l'avenir* : c'était une *déclaration de guerre* non seulement au passé féodal et autocratique que l'Octobre rouge avait renversé (et que la dictature bolchévique détruisait pierre après pierre), mais aussi au présent capitaliste que la dictature ne pouvait éviter de construire, mais au *dépassement* duquel elle travaillait avec une audace incomparable et une clarté théorique souveraine. Bref, sa grandeur tenait à ce qu'elle n'était pas tant la codification (et encore moins l'idéalisation) de ce qui s'était produit, que la proclamation d'un *devenir* dont elle indiquait d'emblée les *butts ultimes les plus élevés*, en leur subordonnant tous les objectifs *immédiats*.

Certes, « le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond » (2). Mais la Constitution de 1918 parlait le langage d'un Parti qui se serait renié lui-même en tant que *fraction (et détachement avancé) du mouvement communiste mondial*, s'il ne s'était pas assigné — comme il le dit au point 3 de la « Déclaration » — comme « *tâches essentielles l'abolition de toute exploitation de l'homme par l'homme [exploitation qui n'avait donc pas cessé à l'époque], l'élimination définitive de la division de la société en classes [division qui n'avait donc pas encore été — et ne pouvait être immédiatement — éliminée], l'écrasement impitoyable de la résistance des exploités [dont on ne cache donc pas l'existence], l'organisation socialiste de la société [qui était donc encore éloignée] et la victoire du socialisme dans tous les pays [victoire non encore acquise et pour laquelle il s'agissait de lutter avec la plus grande détermination, car elle seule permettrait de « passer au socialisme » au sens propre]* ». Un Parti qui se serait renié lui-même s'il n'avait consacré toutes ses énergies de parti révolutionnaire de classe à rendre possible à l'avenir la réalisation de ces tâches inscrites dans ses principes, en dépit des limites objectives que des conditions *matérielles* astreignantes bien précises imposaient *pour le moment* à son action.

Ce Parti *savait et ne cachait pas* que la lutte qu'il menait dans son territoire (pour ne pas dire sa nation) pour les buts ultimes du communisme, il devait la conduire cependant que *persistaient* en Russie la

(2) Marx, *Critique du programme de Gotha*, point 1.3.

division de la société en classes, le salariat du prolétariat et l'exploitation de l'immense armée des petits et minuscules producteurs agricoles, cependant que *persistait* dans le reste du monde la domination de la bourgeoisie — alors que « l'organisation socialiste de la société » pour laquelle il se battait, et dont la vision le guidait tout au long de son chemin tourmenté, présuppose le *triomphe* non pas local ou national, mais *international*, de la révolution prolétarienne.

Il *savait et ne cachait pas* que même si la classe des exploiters, qui existait encore et était *économiquement active*, était privée de tout droit politique et tenue sous le pouvoir dictatorial du Parti communiste, l'objectif immédiat du prolétariat russe ne pouvait être « l'instauration du socialisme ». Il fallait d'abord construire ses conditions matérielles, en impulsant le passage *accélééré et généralisé* du pays, dans les villes et surtout dans les campagnes, de rapports de production précapitalistes sinon patriarcaux, à un capitalisme pleinement développé qui, même *contrôlé et dirigé*, n'en resterait pas moins du capitalisme. Il savait et ne cachait pas que sa dictature devait *nécessairement* s'appuyer sur deux classes, même si l'une avait un poids *politique* nettement inférieur à l'autre, comme le montre le fait qu'une voix d'ouvrier valait plusieurs voix de paysans ; et que par conséquent il devait aussi rédiger et promulguer un corps de lois, dont certaines allaient au-delà de la protection des conditions de vie et de travail des salariés pour pénétrer dans la sphère des *droits personnels*. Ceux-ci sont en effet inséparables de l'existence de la propriété *privée* ou, au moins, de la gestion privée des moyens de production, inséparables de la persistance sur une vaste échelle des *autres classes*, la classe paysanne que le prolétariat « entraîne derrière lui » et la classe des exploiters qu'il « réprime sans pitié ».

Mais le Parti considère cette nécessité comme *transitoire*. Elle découlait d'une situation qu'il fallait bien *subir*, mais qu'il n'était pas question *d'accepter*. Il fallait au contraire la *dépasser* — ce qui n'est possible que *sur un plan international* — d'abord en dissolvant le binôme ouvriers-paysans par la transformation de toutes ses composantes en *purs prolétaires*, puis en faisant des prolétaires de simples *producteurs*, non pas des « personnes privées » mais des membres d'une communauté, de la « société de l'espèce humaine ». Loin d'institutionnaliser l'état de fait en l'éternisant dans une quelconque « Table de la Loi » moderne, la Constitution de 1918 tend donc à dépasser ses limites nécessairement étroites. Elle ne proclame pas que l'état de fait est stable et éternel, au contraire ; elle le définit encore moins comme « socialiste ». Rédigée dans un esprit tout à fait conforme à la doctrine marxiste, révolutionnaire aussi bien dans les formulations *de principe* que dans la codification des tâches générales et des droits particuliers (les uns et les autres étant définis comme *provisaires*), cette Constitution ne pouvait cependant encore avoir comme sujet *une classe*. Son sujet est *le peuple*, ce qui l'apparente sur le plan formel aux Constitutions bourgeoises classiques.

A la différence de celles-ci, toutefois, elle ne parle pas du « peuple en général », mais du « peuple travailleur et exploité » — double qualificatif qui seul confère une citoyenneté pleine et entière dans la République des Soviets, et qui la refuse à ceux qui exploitent le travail d'autrui. Elle proclame que l'émancipation réelle et définitive du travail, et avec celle du travail celle du genre humain, exige l'abolition de *tout rapport* d'exploitation, tant du salarié pur que du paysan pauvre ; il ne s'agit donc pas seulement de transformer celui-ci en celui-là, mais d'abolir le salarié en tant que forme sociale. *C'est en fonction de cette lutte* qu'elle établit une série de « droits » — *provisoires*, comme est provisoire la première phase d'une révolution *double*, et *publics* — même si *formellement* ils se présentent comme des droits privés. Et elle ne les accorde, à des degrés divers d'ailleurs, *qu'aux protagonistes* urbains et ruraux de cette lutte historique.

Nulle part, dans ses paragraphes, on ne présente l'ensemble des interventions despotiques dans les rapports de propriété et dans l'économie que la dictature rouge a déjà effectuées ou se prépare à effectuer — la nationalisation de la terre, des grandes industries, des entreprises agricoles à travail associé, du système bancaire, ou le contrôle des entreprises encore aux mains des particuliers, etc. — comme du *socialisme déjà réalisé*. Ces mesures, il est vrai, sont à la fois des *instruments* de l'action *politique* menée par la dictature du parti communiste, de dimension et de portée *internationales*, et des *conditions matérielles* du futur passage au socialisme. Mais jamais on ne dit qu'elles vont au-delà du mode de production capitaliste : elles en sont au contraire l'expression — si on peut dire — *à l'état pur et achevé*. Cette clarté aussi fait sa grandeur, et c'est pourquoi nous, marxistes, qui nions *à quelque Constitution que ce soit* la capacité de déterminer le destin des classes et, à plus forte raison, de l'humanité, nous voyons dans la Constitution de 1918 *l'image fidèle* de la « révolution en permanence » marxiste, rigoureusement suivie, pas à pas, dans le pays qui la vit se réaliser pour la première fois dans l'histoire.

### Honte de la Constitution de 1936

La Constitution de 1936 (3) par rapport à celle de 1918, c'est la nuit et le jour, ou le stalinisme opposé au « léninisme ». Comme nous l'écrivions dans un autre de nos textes *« la différence dialectique entre les deux textes, c'est qu'en 1918 le socialisme est le but que l'Etat prolétarien doit atteindre ; et sa Constitution est celle de la dictature,*

---

(3) Nous pouvons négliger ici la Constitution du 31 janvier 1924. Elle appartient à une époque de transition et, si par certains aspects, elle annonce celle de 1936, elle ne renie pas celle de 1918. En particulier, elle assigne entre autres tâches à l'Etat ouvrier de « préparer l'union des travailleurs de tous les pays en une République socialiste mondiale », bien que — dans le style caractéristique des débuts du stalinisme — elle présente cette tâche dans l'optique d'un « front unique face à l'encerclement capitaliste de la Russie révolutionnaire ».

la Constitution véritablement révolutionnaire. En 1936, le « socialisme » est présenté comme une conquête réalisée ; la Constitution devient quelque chose de statique, elle se déclare définitivement démocratique et, contrairement à celle de 1918, elle est l'expression historique et juridique d'une situation conservatrice » (4). Ce triple aspect : caractère inamovible, stabilité démocratico-populaire et conservatisme, auquel s'ajoute l'étiquette mensongère de « socialisme » appliquée à un ordre indéniablement bourgeois, font de la Constitution de 1936 l'expression parfaite de la contre-révolution stalinienne, avec toute la grossière mystification qui la caractérise.

Que reste-t-il en 1936 des objectifs que le Parti affirmait ouvertement et sérieusement vouloir poursuivre en 1918, et dans la perspective desquels il avait défini dans les articles de la « Loi fondamentale de la RSFSR » les mesures économiques et politiques *immédiates* à prendre par la dictature du prolétariat, la structure du pouvoir central et local, les droits politiques civils et sociaux des citoyens de la République des Soviets en tant que membres du « peuple travailleur et exploité », etc. ? Parmi ces objectifs figurait avant tout celui-ci : « assurer la victoire du socialisme dans tous les pays » ; il est parfaitement logique qu'il ait disparu de la Constitution de 1936, puisque, selon la nouvelle doctrine lancée par Staline, le « socialisme » peut se construire « dans un seul pays », arriéré ou non, peu importe, et le destin de la « patrie socialiste » ne dépend donc plus du sort du mouvement communiste et ouvrier mondial, mais le sort du mouvement mondial dépend à l'inverse des succès de la « patrie du socialisme ».

Quant aux autres objectifs, ils sont atteints et dépassés, du moins si on en croit l'article 4 de la Constitution de 1936, qui affirme que « le système capitaliste est liquidé » et que « l'exploitation de l'homme par l'homme a pris fin ». Si dans cette horrible salade idéologique les mots ont encore gardé un sens, cela signifie qu'au moins le seuil de ce que Marx appelle le « communisme inférieur » a déjà été franchi. Or, cela n'empêche pas les Pères constituants du conclave stalinien de proclamer dans l'article 1 que « l'URSS est un Etat socialiste des ouvriers et des paysans », tombant ainsi dans une *absurdité théorique* complète : car on ne peut parler d'une société socialiste constituée de deux (sinon trois) classes ne serait-ce que formellement *distinctes* (mais nous verrons qu'elles le sont aussi en *substance*) ; ni non plus la déclarer compatible (mais ce n'est que le revers de la médaille pluri-classiste) avec l'existence d'une *machine politique coercitive* : l'Etat. La même contradiction se retrouve entre les articles 2 et 4 ; l'un vante le développement et le renforcement des « soviets des députés des travailleurs » advenu après « le renversement du pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes et la victoire de la dictature du prolétariat », ce qui pour un lecteur non prévenu voudrait dire que la

(4) *Le grandi questioni storiche della Rivoluzione in Russia*, dans le volume *Struttura...* op. cit.

« dictature du prolétariat » (en admettant qu'elle subsiste sous le stalinisme) a vaincu politiquement et renforcé les conquêtes d'Octobre, en attendant de pouvoir entreprendre la transition du capitalisme au socialisme et de compléter ainsi son cycle. Mais l'autre article affirme avec la bénédiction de Staline qu'on est déjà entré dans le « socialisme inférieur », puisque « la base économique de l'URSS est constituée par le système socialiste de l'économie », ce qui, en bonne théorie, implique qu'il n'y a plus de « dictature du prolétariat ». Voilà donc une société « socialiste », fondée sur une économie « socialiste » et pourvue d'un Etat complet, avec tous ses organes et tout son appareil coercitif !

D'ailleurs, la Constitution se garde bien de préciser ce qu'elle entend par « système socialiste de l'économie », et n'essaye même pas de concilier cette formule avec l'existence en URSS de ce qui pour Marx est la marque spécifique du mode de production capitaliste : le fait que l'ensemble de la production est production de marchandises et que, la force de travail étant elle-même une marchandise, le travail salarié y prédomine (5). Pour le marxisme, en effet, ce n'est pas dans les formes juridiques qu'il faut chercher les protagonistes, les forces agissantes et déterminantes du passage d'un mode de production à un autre : « Les rapports économiques sont-ils réglés par des concepts juridiques, écrit Marx, ou ne sont-ce pas plutôt les rapports économiques qui déterminent les rapports juridiques ? » (6).

Les ronds-de-cuir « tout-puissants » de l'ère stalinienne peuvent toujours s'amuser à qualifier de « socialiste » la « propriété des moyens et instruments de production » : le passage au socialisme ne se fait pas d'un coup de tampon. Quoi qu'on en pense au Kremlin, les formes de propriété ne suffisent pas pour définir un mode de production, il faut se référer aux rapports économiques sur lesquels ils reposent. Même si (ce qui est loin d'être le cas !) tous les moyens de production étaient propriété d'Etat en Russie, même si tous les moyens de production étaient étatisés, nationalisés ou, pour employer la terminologie mystificatrice de ces Messieurs, socialisés, cela ne nous apprendrait rien sur la nature des rapports de production. Car s'il est évident qu'il ne peut y avoir de socialisme sans passage préalable de la terre et de tous les moyens de production en général à l'Etat (puis à la société), la réciproque n'est pas vraie. La nationalisation, même complète, ne signifie pas *ipso facto* le socialisme ; le capitalisme ne nous a-t-il pas habitués à le voir nationaliser ou étatiser à tour de bras, sans changer le moins du monde de nature et en renforçant même l'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière ? Tant que les produits ont la forme de marchan-

(5) « Ce qui caractérise l'époque capitaliste, c'est que la force de travail prend pour le travailleur lui-même la forme d'une marchandise lui appartenant, et par conséquent, son travail, la forme du travail salarié. Par ailleurs, c'est seulement à partir de ce moment que se généralise la forme marchandise des produits du travail » (*Le Capital*, Livre I, chap. IV, note 41).

(6) *Critique du programme de Gotha*, I,3.

disent et que le travail a la forme du travail salarié, il n'y a pas de communisme, même « inférieur ».

Mais puisque les formes de propriété dérivent des rapports de production, la superstructure juridique raconte, dans sa langue et « en code », le roman de la structure économique. Il suffit de la faire parler.

### Quelle structure économique sous la superstructure juridique ?

Pour Marx, le socialisme (tant au stade « inférieur » que « supérieur » du communisme) est un mode de production social *unitaire* dans les villes et les campagnes, ce qui suppose que leur division, et à plus forte raison leur antagonisme, a disparu ; il lui correspond une forme *unique* d'usage social (expression préférable à « propriété sociale ») des moyens de production, et une forme *unique* d'appropriation et de distribution des produits. Le mode de production en vigueur en Russie se traduit, au contraire, par *deux* formes *différentes* de propriété des moyens de production *et* d'appropriation des produits. La première correspond à l'aire urbaine, la seconde, largement majoritaire, à l'aire rurale, les deux aires étant différentes et, comme on va le voir, *opposées*. La première forme est *publique* selon l'article 5 qui parle de « propriété d'Etat (bien public) » ; la deuxième, de toute évidence, n'est pas publique, donc elle est *privée*, ou, pour reprendre les termes du même article, « propriété coopérative et kolkhosienne (propriété des *différents* kolkhoses, propriété des associations coopératives) » ; c'est donc la propriété de « personnes juridiques » tout à fait analogues aux sociétés anonymes du système bourgeois. Accolée à celle-ci on trouve une troisième forme de propriété, elle aussi *privée* et non plus anonyme mais *personnelle* ou *familiale*, la « propriété *personnelle* de l'*entreprise* auxiliaire relative au lopin de terre attenant à la maison dont chaque noyau familial kolkhosien a la *jouissance personnelle*, de la maison d'habitation, du bétail, des animaux de basse-cour et des petits outils agricoles » (article 7).

Quant aux « biens et services », ceux qui sont fournis par les usines, les mines, les ateliers, les moyens de communication et les (peu nombreuses) grandes entreprises agricoles à travail associé (7) — biens et services qui, rappelons-le, sont des produits du travail salarié et ont la forme de marchandises — appartiennent à l'*Etat*, et non à la *société* comme ce sera le cas dans le socialisme, qui ne connaîtra ni marchandises ni cette marchandise particulière, la force de travail payée par

---

(7) L'article 6 ajoute « les banques ». Les banques « socialistes », sans doute !

le salaire. Les biens et services fournis par les entreprises agricoles kolkhosiennes appartiennent en propre aux « *différents kolkhoses* » (8) qui en disposent comme bon leur semble, partie les consommant, partie les offrant sur le *marché*. Et ceux qui sont fournis par les « *petits lopins en jouissance personnelle* » et les entreprises familiales, appartiennent aux *différentes* familles paysannes, qui elles aussi les consomment ou les échantent sur le marché contre les produits (marchandises) du secteur d'Etat, ou contre la marchandise-équivalent général, *l'argent*.

Théoriquement, la terre appartient intégralement à *l'Etat*, c'est un « *bien public* » dit l'article 6, ce qui, comme l'explique Marx, est parfaitement compatible avec l'existence du mode de production capitaliste ; c'est même le rêve jamais réalisé de la bourgeoisie industrielle. Mais si la terre appartient effectivement à l'Etat dans les villes et les domaines des sovkhoses, ce n'est pas vrai pour la partie largement prédominante de la terre cultivable : celle-ci a été remise « *en jouissance gratuite et pour une durée illimitée, c'est-à-dire à perpétuité* » aux kolkhoses et aux noyaux familiaux respectifs qui les composent. Quelle aubaine pour les grands et les petits bourgeois : une propriété qui ne s'appelle pas propriété, qui n'implique ni fermage, ni taxes, ni impôts fonciers, ni hypothèques, et que rien ne peut menacer, puisque le droit soviétique et l'Etat qui est son exécuteur la garantissent *perpétuelle* ! Ainsi, non seulement ce régime n'est pas socialiste du point de vue économique et social, puisqu'on produit des marchandises dans les champs et que l'Etat (au lieu de la société) veille sur eux, mais on n'est même plus sous le régime de la dictature du prolétariat, puisqu'une des grandes conquêtes d'Octobre, la nationalisation intégrale du sol, a disparu.

Dans le « *communisme inférieur* », selon Marx, *tous* les « *moyens et instruments de production* » et *tous* les produits du travail appartiennent à la société. Les uns et les autres sont des biens sociaux (l'adjectif « *public* » n'a plus de sens, puisque toute sphère « *privée* » a disparu). Seuls les « *biens de consommation* » sont mis, plutôt que de leur appartenir, à la *disposition personnelle* des individus — selon le temps de travail qu'ils ont fourni à la société dans le communisme inférieur, selon leurs besoins au stade supérieur — et les individus les *consomment* effectivement, un point c'est tout. Dans l'étrange socialisme soviétique, les moyens de production et le sol lui-même sont au contraire la propriété *soit* de l'Etat, *soit* d'entreprises agricoles « *collectives* », *soit* d'entreprises rurales personnelles et familiales. Les produits du travail sont des *marchandises* qui appartiennent *soit* à l'Etat, *soit* aux entreprises en question, qui en disposent à leur gré. Certes, les

---

(8) En effet, pour éviter toute équivoque, l'article 7 prend soin de définir comme « *propriété collective des kolkhoses et des organisations coopératives* » non seulement « *leurs entreprises collectives avec leurs réserves vives et mortes, ainsi que leurs bâtiments à usage collectif* », mais aussi « *la production qu'elles fournissent* ».

« citoyens » obtiennent en « propriété personnelle » (9) des « biens de consommation et services », mais seulement à travers l'échange d'équivalents sur le marché et contre argent ; et la loi protège le droit de ces citoyens sur les « produits de leur travail et de leur épargne » tout comme leur « droit d'héritage ». Imaginez un peu le « bon de travail » de Marx (10) déposé à la caisse d'épargne et rapportant des intérêts ! Ou encore, la transmission héréditaire du même « bon » dans le communisme inférieur, celle du saucisson ou des chaussures dans le communisme supérieur !

Enfin, de même que le territoire économique est divisé en villes et campagnes, les « citoyens de l'URSS » se divisent en salariés « des centres industriels » et des « grandes entreprises agricoles organisées par l'Etat », et en salariés-actionnaires-proprétaires dans la mosaïque des kolkhoses. En effet, les membres de ces kolkhoses reçoivent : 1) un salaire pour le temps de travail fourni sur les terres communes ; 2) une part du revenu annuel de l'entreprise « collective » ; 3) le fruit intégral du lopin personnel et de l'entreprise familiale qui le travaille ; ils réunissent ainsi en une seule les trois figures classiques de l'économie capitaliste.

Toutes les catégories de la société bourgeoise sont donc représentées ici — aucune de celles qui caractérisent la société socialiste (11).

---

(9) Parmi les biens qui sont « propriété personnelle » il y a — et l'insistance de la Constitution sur ce point est remarquable — « la maison d'habitation » avec les « objets de l'économie domestique » dont dispose tout « noyau familial kolkhozien » et même, *en théorie*, chaque citoyen. *Maison et famille*, telle est la nouvelle devise du socialisme stalinien, version modernisée de *my home, my castle*. C'est l'idéal de l'individualisme bourgeois, le symbole de l'enracinement dans sa coquille — prolongement de la personne dans l'espace et, grâce à l'héritage, dans le temps — face au déchaînement de la « guerre de tous contre tous » !

(10) Rappelons que selon Marx (cf. *Critique du programme de Gotha*) 1° « dans la société collectiviste les producteurs n'échangent pas leurs produits » comme on le fait dans la Russie « socialiste » ; 2° que « personne ne peut rien donner en dehors de son propre travail et rien ne peut devenir la propriété de l'individu en dehors des moyens de consommation individuels », alors qu'en Russie on a vu que beaucoup de choses peuvent devenir la propriété de l'individu.

Par ailleurs, il est évident que dans le socialisme l'épargne et l'héritage n'auraient aucun sens, puisque c'est la société elle-même qui prélève dans le « produit social total » tout ce qui est nécessaire à la « satisfaction des besoins collectifs, comme les écoles, les équipements sanitaires, etc. », à l'entretien de ceux qui pour une raison ou une autre sont « inaptes au travail », et à la constitution d'un « fonds de réserve ou d'assurance contre les accidents, les dommages causés par les catastrophes naturelles, etc. ».

(11) L'article 11 de la Constitution prétend que « la vie économique et sociale de l'URSS est déterminée et dirigée par un plan d'Etat de l'économie » ce qui, selon Staline, confirmerait la nature socialiste du mode de production « soviétique ». En réalité, le capitalisme planifie depuis longtemps, et Marx et Engels avaient d'ailleurs prévu la possibilité de cette planification — et ses limites. D'autre part la planification soviétique (Krouchtchev et Brejnev s'en sont aperçus !) se heurte

(Suite page 10.)

Ce qui n'empêche pas les juristes staliniens, venus péniblement à bout de la rédaction des onze premiers articles, de proclamer imperturbablement par le douzième que le communisme inférieur est désormais instauré en Russie : « En URSS est réalisé le principe du socialisme : De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail » !

Le couronnement de ce « socialisme » est donné par l'organisation politique. De l'aveu même de la Constitution de 1936, les citoyens de l'URSS ne se trouvent pas tous sur le même plan. Ni comme simples producteurs, dans une « société de l'espèce » réalisée par un socialisme effectif ; ni comme prolétaires et rien que prolétaires, dans une dictature du prolétariat à même de réaliser ses tâches économiques et sociales spécifiques en entreprenant la transition au socialisme. Ils sont divisés en classes *distinctes et antagoniques*, conformément à leurs places dans le processus de production. Quelle est donc la situation du prolétariat russe en 1936 ? En tant que travailleur, il est exploité par le grand capital industriel concentré dans les mains de l'Etat ; en tant que consommateur, il est berné et grugé par les entreprises agricoles, collectives ou familiales, qui produisent sa nourriture ; en tant que classe, il est noyé dans la gélatine informe du peuple dans laquelle tous les individus sont censés être égaux ; surtout, on lui a volé ses *finalités programmatiques, internationales et communistes*, sa mission historique de *fossoyeur du capitalisme*. Ce prolétariat n'est pas devenu le protagoniste d'une pure dictature du prolétariat, et il n'est plus le « guide » et la « classe hégémonique » d'une dictature démocratique des ouvriers et des paysans au sens où l'entendait Lénine : il est la dernière roue du carrosse dans un mode de production *capitaliste*, il est la classe sans-réserves d'une société *grande et petite-bourgeoise*.

Il est inévitable qu'un appareil d'oppression et de répression gigantesque et centralisé, l'Etat, veille féroce à la conservation de cet ordre *antisocialiste et contre-révolutionnaire*. Et que la défense de cet ordre-là soit le seul objectif que se propose et que puisse se proposer le parti prétendument communiste de l'URSS, le seul objectif qu'il puisse proposer et imposer — « dans le respect de leur souveraineté et autonomie » — aux partis-frères du monde entier, aussi peu communistes que lui.

Il était alors logique que la Constitution de 1936 supprime le « vote multiple » favorisant les salariés de l'industrie et de l'agriculture par rapport aux paysans qui, même pauvres, étaient propriétaires de quel-

---

à la production *par entreprises*, au fait que celles-ci planifient de façon autonome leur production et disposent de façon autonome de leurs produits. Sans parler de la « petite entreprise *privée* des paysans non associés et des artisans, fondée sur le travail personnel et excluant l'exploitation du travail d'autrui » dont la Constitution prévoit l'existence (article 9) « à côté du système socialiste de l'économie ». Même si celui-ci est « la forme dominante en URSS », la production de ces petites entreprises n'est nullement négligeable, et elle échappe à toute tentative de planification.

que chose. Non pas, comme on l'a prétendu, parce que la transformation sociale du pays était assez avancée, parce que l'exploitation de l'homme par l'homme avait cessé, parce que la société n'était plus divisée en classes, mais parce que l'abolition de cette prééminence, même formelle, du prolétariat, correspondait à la fonction de l'Etat stalinien. Sa Constitution reconnaît donc à *tous* les citoyens de l'URSS (par définition tous « travailleurs ») le droit au suffrage *universel, égalitaire, direct et secret*. Quoi qu'en pensent les philistins, le Père des Peuples avait raison : c'était vraiment « la Constitution la plus démocratique du monde » !

### **Cynisme et franchise de la nouvelle Constitution**

La Constitution de 1936 était l'envers dialectique de la Constitution de 1918 ; celle dont le secrétaire général superdécoré du PCUS, désormais aussi président du Présidium Suprême de l'URSS, annonce la ratification prochaine ne pouvait être que le prolongement de la Constitution stalinienne, sa mise à jour dans la même ligne. Entre les deux, 41 ans se sont écoulés, durant lesquels la structure économique et sociale reflétée par la Constitution de 1936 s'est progressivement consolidée et renforcée, et sa superstructure politique, étatique et juridique, a subi des réformes, que nous avons appelées « réformes à reculons » et qui visaient toutes à l'adapter à un *plein* capitalisme de plus en plus *généralisé*.

Les rapports juridiques suivent toujours avec retard la dynamique des rapports économiques. Si dans chacun de ses articles la Constitution de 1977 est *encore plus démocratique* que la « plus démocratique du monde » d'il y a 41 ans, c'est qu'entretemps a progressé à pas de géant ce que la terminologie krouchtchévo-brejnévienne appelle la « démocratisation de l'économie » : un processus — sans doute chaotique, mais dans l'ensemble, rectiligne — de renforcement dans l'industrie (comme autrefois dans l'agriculture) de « *l'entreprise-proprétaire*, responsable contractuelle, qui a un fonds propre qu'elle administre avec sa comptabilité en partie double, et qu'elle cherche à accroître de toutes ses forces » (12) ; parallèlement, un processus d'élargissement des « *autonomies* » régionales et provinciales, locales et personnelles, et de fragmentation du « plan central » de Staline en une myriade de plans centrifuges.

S'il fallait une mise à jour de la Constitution de 1936, ce n'est certainement pas parce que le « socialisme s'est transformé en un système mondial et [que] les positions du capitalisme se sont sensiblement affaiblies » comme Brejnev l'a prétendu dans son discours introductif, ni parce que « l'unité sociale et politique de la société soviétique, dont l'élément moteur est la classe ouvrière, s'est conso-

(12) Cf. *Struttura...*, op. cit., p. 673 et aussi pp. 675-680.

lidée », comme le proclame le Préambule du texte sacré. C'est au contraire parce que le « système mondial du capitalisme », loin de s'affaiblir, a de plus en plus attiré dans son orbite les pays prétendument socialistes, qui lui ressemblent désormais comme des frères ; parce que « l'unité sociale et politique » de l'URSS, cet immense pays dont le produit le plus achevé est censément « une communauté historiquement nouvelle : le peuple soviétique », n'est qu'un mythe même aux yeux des rédacteurs de la nouvelle Constitution. La preuve en est qu'ils s'épuisent à illustrer les progrès accomplis dans le processus de « rapprochement entre les classes et les groupes sociaux » ou (chapitre 3) le rôle joué par l'Etat pour « renforcer l'homogénéité sociale de la société [*belle formule pour dire que la division de la société en classes existe toujours !*], supprimer les disparités qui existent [*merci de l'avoir dit !*] entre ville et campagne, entre travail manuel et travail intellectuel ». Quant à nous, en lisant non tant entre les lignes des codes, statuts et lois fondamentales, que dans le livre ouvert de la structure économique et sociale de la Russie, nous voyons que le cours historique de l'URSS *sépare toujours plus* « les classes et groupes sociaux », *accroît toujours plus* les « disparités » naïvement avouées et exige cette *codification* de ce qui *s'est passé et se passe*, aussi bien que son *camouflage* sous un masque socialiste.

Le Préambule déclare : « Une fois achevées les tâches de la dictature du prolétariat, l'Etat soviétique est devenu l'Etat du peuple tout entier ». En bonne doctrine marxiste, quand s'est achevée « la période de transition » où « l'organisation politique de la société ne saurait être que la dictature révolutionnaire du prolétariat » (13), on est passé, précisément, de la société capitaliste à la société socialiste et on se trouve dans le « communisme inférieur » ou « socialisme » : alors il n'y a plus de classes ; alors il n'y a plus d'Etat, mais tout au plus (comme dit le Programme de Livourne du PC d'Italie - 1921) « un appareil » technique central « d'administration rationnelle des activités humaines ». Les Pères constituants décrètent pour leur part : « Article I. L'URSS est l'Etat socialiste du *peuple tout entier*, qui exprime la volonté et les intérêts de *la classe ouvrière, des paysans et des intellectuels* de tous les peuples et groupes ethniques du pays ». Ce faisant, ils renient trois fois le marxisme : ils affirment que dans le socialisme existe un Etat ; qu'il y existe des classes, *trois* même, et non plus seulement deux comme sous Staline, la troisième ne pouvant être évidemment que le fin du fin, la floraison suprême de l'humanité, les intellectuels ; enfin, à la place de la « société collective » de Marx, ils mettent « le peuple tout entier », cette bouillie diffuse et informe dans laquelle l'idéologie bourgeoise et la charité chrétienne voudraient que les groupes, les classes, les volontés et intérêts différents « se rapprochent » harmonieusement, deviennent « homogènes » et finalement se fondent. Si on la compare à celle de 1936, on voit que la Constitution de 1977 est

(13) Marx, toujours dans la *Critique du programme de Gotha*.

*plus nettement encore une profession de foi bourgeoise-démocratique, un pas en avant dans le reniement même formel du marxisme.*

La Constitution stalinienne déclarait cyniquement que « tout le pouvoir » appartenait « aux travailleurs des villes et des campagnes ». Obligée d'être à la fois cynique et sincère, celle de Brejnev l'attribue « à tout le peuple », à la manière des constitutions bourgeoises classiques. Il est logique que les Soviets changent de nom et deviennent les « Soviets des députés du peuple » (article 2). Il est tout aussi logique que le « Parti Communiste de l'Union soviétique » ne soit plus au service des buts historiques de la classe ouvrière, à laquelle on reconnaît une existence, une volonté et des intérêts propres, mais « existe pour le peuple et au service du peuple » (article 6), tout comme les partis de Carrillo, Berlinguer ou Marchais.

Quelle espèce de « système économique » peut-il y avoir à la base d'un tel Etat ? L'article 9 nous rappelle qu'avant tout la « propriété socialiste » se divise en deux grosses tranches : 1) la propriété de l'Etat qui devient, évidemment, propriété du « peuple tout entier » ; 2) celle qui n'appartient pas au « peuple tout entier » mais seulement aux kolkhoses et autres organisations coopératives. La seconde ne s'est pas contentée de dévorer depuis la fin des années cinquante un morceau de la première, les stations de machines et tracteurs (propriété d'Etat dans la Constitution de 1936), elle s'est gonflée maintenant de la « propriété des syndicats et autres organisations sociales » (appelées aussi « publiques » dans d'autres passages). A propos de ces syndicats, on se demande d'ailleurs, puisque « les tâches de la dictature du prolétariat sont achevées » et qu'on est dans le socialisme, *qui* ils peuvent bien défendre et *contre qui* ; et qu'on ne vienne pas nous dire qu'ils sont simplement chargés de l'assistance sociale au sein d'une « société collective » marxiste, car pourquoi disposeraient-ils alors d'une propriété *propre* et distincte de celle du « peuple tout entier » ? (14).

Inutile d'ajouter qu'au sein de la deuxième grosse tranche de propriété existe la jouissance gratuite et perpétuelle — sanctionnée à nouveau par la Constitution de 1977 — de la maison, du lopin et de l'entreprise auxiliaire, propriétés de la famille kolkhosienne ou du kolkhosien célibataire. L'article 12 a beau dire que « les biens appartenant en propre ou donnés en jouissance aux citoyens ne peuvent être utilisés pour en tirer des *revenus* ne provenant pas de leur travail ou au détriment de la société », le *hic* est que ces revenus d'origine et de destination non sociales mais personnelles *existent* : il est bien connu que les « lopins des kolkhosiens », jardins et autres, sont peut-être *petits*, mais très *productifs*, qu'ils nourrissent la famille et donnent lieu à un fructueux commerce de légume, volailles, etc.

---

(14) Il n'est pas besoin d'être très malveillant pour supposer que les syndicats soviétiques sont devenus la réplique exacte des syndicats occidentaux qui possèdent des banques, des compagnies d'assurance, des hôtels, des immeubles, etc., bref qui sont des *puissances financières*.

## Persistance des antagonismes et exaltation des autonomies

Un point intéressant se trouve à l'article 11, qui précise que « l'Etat contribue à *développer* la propriété kolkhosienne et à la *rapprocher* de la propriété d'Etat ». Cela montre qu'entre les deux propriétés *persiste* un antagonisme bien enraciné et que le grand capitalisme russe continue à se débattre entre le désir de réduire une forme économique aussi rétrograde que le kolkhose, et le besoin de maintenir en vie ce puissant moyen de *conservation sociale* (15) ; c'est ainsi que l'impulsion donnée ces dernières années aux sovkhoses a été compensée par d'importantes contributions financières à la rationalisation et la mécanisation des kolkhoses, qui s'étendent et se concentrent depuis des années, et l'abandon des meilleures terres à leur profit.

Nous sommes obligés de nous répéter, parce que c'est toujours la même chose : il faut bien faire remarquer que les entreprises constituées sur ou par ces deux grosses tranches de propriété « socialiste » produisent à l'aide du *travail salarié* (ou, dans les kolkhoses, une combinaison de travail salarié et de travail de cultivateur-proprétaire-actionnaire) *des marchandises*, et qu'on est donc là en plein capitalisme. Nous pouvons cependant relever une nouveauté intéressante ; codifiant un processus déjà ancien dont le stalinisme avait posé les bases, la nouvelle Constitution (chapitre 2, article 15) donne une forme stable à ce bijou moscovite dernier cri, l'entreprise industrielle *autonome*, y compris sous l'angle financier, avec sa brave comptabilité recettes-dépenses, ses coûts de production et ses *profits*. On se souvient d'ailleurs que récemment encore, au XXV<sup>e</sup> Congrès du PCUS, Kossyguine lui-même a défini l'objectif principal de la « restructuration de l'industrie » et de l'amélioration de la « compétitivité » des marchandises nationales : la « maximalisation » des dits profits. Faut-il vraiment rappeler que le communisme, même inférieur, ne connaît pas de profits ni de pertes comptables ; et que s'il tient une comptabilité — *générale*, jamais par entreprise — c'est uniquement celle des besoins de la collectivité humaine et des biens et services produits pour les satisfaire, biens et services mesurés en termes non monétaires, mais exclusivement *physiques* ou « moraux », parce qu'il ne connaît plus de valeurs d'échange, mais seulement des valeurs d'usage ?

Au centre du mode de production et donc de la société capitaliste se trouve *la personne*, qu'elle soit physique ou juridique, un individu (homme ou femme) ou une entreprise (industrielle ou agricole), qu'elle porte nom et prénom ou soit anonyme. Plus elle est reconnue et

(15) Ce thème est largement développé dans la troisième partie de *Struttura...*, et a été repris dans des études récentes du Parti : en particulier, *Le mythe de la planification socialiste en Russie* (paru dans le N° 69-70 de cette revue) et une série d'articles publiés dans notre journal en langue italienne *Il Programma Comunista* en 1976 ; deux de ces articles sont précisément intitulés *Le kolkhose, pilier de la conservation en Russie*.

glorifiée, plus le carrousel de ses *droits*, de ses *privilèges* et de son *autonomie* devient frénétique. Il est donc tout à fait naturel que la nouvelle Constitution soviétique élargisse la compétence et le rayon d'action de la « petite entreprise *privée* des paysans non associés et des artisans », en l'étendant au secteur « des services et autres types d'activité fondés exclusivement sur le travail individuel des citoyens et des membres de leurs familles » (article 17). On institutionnalise ainsi avec la bénédiction de la Loi la multitude des petits et minuscules ateliers de mécanique, de réparation et d'entretien, des petites entreprises d'installation d'appartement, etc., qui naissent comme d'inévitables champignons sur le terreau du marché, et dont l'existence est reconnue par la presse russe elle-même. Ainsi se renforce toujours plus la coquille dans laquelle le sacro-saint Moi bourgeois développe ses innombrables potentialités, épanouit son « imagination créatrice », « développe harmonieusement sa personnalité » (comme dit le chapitre 3 consacré au développement social et à la culture) et, surtout, s'isole de son semblable, se barricade contre le reste du monde pour tourner autour de lui-même et de son âme, en se moquant bien de la « collectivité historiquement nouvelle » de son pays — et plus encore de l'étranger.

Mais la morale bourgeoise, avec son idéalisme bien connu, exige que le « développement de la personnalité » et « l'expansion de la culture » reposent sur les intérêts matériels les plus mesquins, de préférence traduits en espèces sonnantes et trébuchantes. C'est pourquoi (article 13) « l'Etat, en combinant les *stimulants* matériels et moraux [*en particulier médailles de héros du travail, titres honorifiques et autres diplômes*], contribue à faire du travail le premier besoin vital de chaque Soviétique ». Il faut croire que ce Soviétique a un tel degré de conscience socialiste que, pour lui faire apprécier la « joie du travail », il faut lui offrir, en plus de son avoine quotidienne, des sucettes et des hochets ! Après quoi, cloîtré dans son royaume *domestique*, le dit citoyen « socialiste » de l'URSS n'a plus qu'à chanter les louanges d'un Etat qui lui promet (16) « la protection de la justice contre ce qui porte atteinte à sa vie et à sa santé, à ses *biens* [*faut-il dire que le droit à l'épargne et à l'héritage est solennellement confirmé ?*] et à sa liberté, à son honneur et à sa dignité ». *Maison et famille ; biens et honneur ; ajoutons-y la patrie*. Il ne manque que l'*Eglise* — mais ça viendra — pour qu'avec l'économie bourgeoise soit reconstruit tout le sanctuaire de son idéologie et de son éthique.

Avec tout cela, que pouvait-il rester du « plan central de l'économie » décidé par Staline et sa Constitution ? Après avoir été brisé par la réalité, le voilà même chassé des articles de la nouvelle Constitution. Qu'il s'agisse de la plus gigantesque entreprise d'Etat ou du plus minable *kolkhose*, de la plus riche entreprise agricole familiale ou du plus pauvre

(16) Cf. le chapitre 7, consacré aux « droits fondamentaux, libertés et devoirs des citoyens soviétiques ».

artisan, l'autonomie financière des entreprises est le pendant de leur autonomie de production et de disposition des produits. Chacun pour soi et Dieu pour tous — à la grande satisfaction, évidemment, des théoriciens immédiatistes (trotskistes, maoïstes, titistes et autres) de « l'autogestion ». Déjà Krouchtchev avait ouvert la voie à une planification non plus centrale mais par région, province et entreprise. Ses détracteurs et successeurs ont été encore plus réalistes que lui, si bien que le seul plan central qui subsiste n'a qu'une valeur d'*orientation* ou d'*indication*, et court péniblement derrière les mille plans particuliers, sans jamais les rattraper. Les bureaux de statistique, eux, malgré les « stimulants matériels et moraux » qu'on leur alloue, se noient dans le fouillis des plans quinquennaux, septennaux, décennaux ou annuels qui se chevauchent et se contredisent à qui mieux mieux, sont rendus caducs par la multitude des plans d'entreprise et des plans locaux, pour être finalement démentis.

La Constitution codifie donc simplement l'état de fait lorsqu'elle déclare que « la gestion de l'économie est fondée sur des plans d'Etat de développement économique, social et culturel [...] combinant la direction centralisée avec l'autonomie et l'initiative économique des entreprises, des groupes et autres organisations ». Et comme une « gestion de l'économie » de ce genre ne peut produire qu'un *désordre planifié* (17), les juristes russes sont bien obligés d'instituer (article 162) un « corps d'arbitres », et une cour suprême d'arbitrage, pour « régler les controverses économiques naissant entre organisations, administrations, entreprises ». L'ère stalinienne de l'accumulation primitive du capital en Russie est bel et bien terminée ! A cette époque de fer et de feu, l'Etat soi-disant socialiste était le premier moteur de l'économie, l'alpha et l'oméga de la production, *du moins* dans l'industrie. Maintenant il se borne au rôle de tout Etat bourgeois qui se respecte. En dehors des circonstances *critiques* où il doit gérer *directement* l'économie avant de la rendre, une fois la crise passée, aux personnes « privées », particuliers ou entreprises autonomes, ce rôle est celui d'un simple *arbitre* : arbitre entre les milliers de moteurs premiers et d'agents indépendants de la production, *conciliateur* et *médiateur* embarrassé entre des droits bien décidés à se faire valoir, des intérêts bien décidés à s'imposer en piétinant au besoin le « prochain » et en envoyant au diable la « collectivité socialiste » !

Même sur le terrain *économique*, la Constitution de 1977 est plus nettement bourgeoise et démocratique que celle de 1936, et représente un pas de géant vers le reniement total du marxisme.

---

(17) L'article déjà cité, *Le mythe de la planification socialiste en Russie*, illustre et développe cet aspect chiffres à l'appui.

## La plus parfaite des démocraties

Une Constitution ne doit pas être jugée sur la façon plus ou moins scrupuleuse dont elle est ou sera observée, mais d'après ce qu'elle reflète, annonce et enseigne, d'après les modèles qu'elle propose. Sinon, il ne serait que trop facile de se moquer — comme les observateurs occidentaux le font de la nouvelle Constitution russe — de Constitutions pourtant grandioses, telles la Constitution française de 1793, la Constitution américaine de 1776 ou bien l'ensemble de décrets pris (de manière informelle, à la britannique) par Cromwell. Or personne, ni Carter ni aucun plumitif stipendié, ne trouve ridicule et encore moins choquant qu'à l'aube de la société bourgeoise, les Tables de la Loi d'une société qui se voulait pluraliste aient été écrites, les armes à la main, par un « parti *unique* » (qu'il se soit appelé « comité de salut public », « armée parlementaire » ou autrement) ; que ce parti se soit moqué en fait de la réponse des urnes (quand il les consultait), qu'il ait dissous ou emprisonné le Parlement, alors qu'en théorie il prônait élections et Parlement ; qu'il ait foulé aux pieds tous les jours les « droits de l'homme et du citoyen », alors qu'il les proclamait sacrés et éternels.

Seul l'aveuglement des intellectuels bourgeois d'aujourd'hui peut voir un paradoxe absurde ou une farce atroce dans le fait que le *parti bourgeois dictatorial unique*, étouffeur de tous les droits démocratiques et pourvoyeur de la guillotine, ait été la *condition nécessaire de l'instauration* de la démocratie, de même qu'il deviendra plus tard, dans les années de crise grave, la condition de sa *conservation*. Evidemment, ils ne peuvent pas comprendre que, de façon analogue mais *inversée*, le parti communiste dictatorial unique à la tête d'une *seule classe* et aux commandes d'un *Etat* est la condition nécessaire du passage à une société *sans classes* et *sans Etat*, et par conséquent, Engels et Lénine l'ont assez répété, *sans démocratie*.

Prenons donc pour *argent comptant* tout ce qui est institué par la nouvelle Constitution soviétique, qu'il s'agisse des droits civils, politiques et « humains », ou bien des consultations démocratiques, référendums, contrôles populaires, débats publics, « prise en considération systématique de l'opinion publique », participation populaire à la gestion de l'Etat et de ses branches, droits d'expression, de vote, etc., bref tout l'arsenal des « structures » qui, à des degrés divers, font la joie des « radicaux », des tenants de la « démocratie prolétarienne » ou « ouvrière », des « gauchistes », des co-gestionnaires, etc. Et reconnaissons dans le « parti communiste de l'URSS », qui n'est plus le guide de la classe ouvrière mondiale, mais le serviteur zélé de l'accumulation capitaliste et de l'Etat bourgeois russe, *l'instrument* de l'installation de tout cet appareil de *démocratie parfaite*. *Il ne pouvait pas ne pas le devenir, puisque dans le domaine économique, il accomplit déjà ce rôle servile*. Saluez donc, ô bourgeois occidentaux et intellectuels à gages, la nais-

sance, au-delà du rideau de fer, de la plus jeune et de la plus démocratique de toutes les démocraties !

Son père et mentor ne rappelle même plus pour rire les *finalités révolutionnaires internationales* de la Constitution de 1918. Et pour cause ! La « *politique étrangère* » du PCUS n'a plus rien à voir avec celle de Lénine ; elle ne connaît que les principes mielleux de la démocratie la plus pure, la *social-démocratie* : rejet du recours à la menace et à la force, égalités des souverainetés, inviolabilité des frontières, intégrité territoriale de tous les Etats, règlement pacifique des différends, non-ingérence dans les affaires intérieures, respect des « *normes reconnues du droit international* », coopération entre les Etats, coexistence pacifique (même entre... partis « *communistes* », a déclaré un dirigeant du PC italien, Pajetta, au retour de Moscou), échange mutuel, liberté de la navigation, division internationale « *socialiste* » du travail, libre accès au marché mondial... Reconnaissez donc en lui, ô bourgeois de toute obédience, un « *parti-frère* » !

Les *aveux* progressifs des dirigeants de la Russie soi-disant soviétique et socialiste doivent bien vous amener à *reconnaître* sa nature capitaliste, à *reconnaître vos semblables* dans ses dirigeants. Quant à nous, aujourd'hui comme en 1957, ces gens-là nous répugnent « mille fois plus encore que les réformistes du XIX<sup>e</sup> siècle ».

# La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV)

*Les trois premières parties de cette étude ont paru dans Programme Communiste n° 68, 69-70 et 73.*

## Les conditions d'un véritable tournant

Les épigones de Trotsky aiment à présenter « Cours nouveau » (publié en 1923) comme une « Charte de la démocratie ouvrière » (1). En réalité, il n'y a pas de pire manière d'aborder et d'interpréter l'essentiel de l'ardente polémique de 1923-24.

Trotsky, il est vrai, utilise fréquemment le terme de « démocratie » (comme au demeurant tout le mouvement ouvrier de l'époque) pour désigner le régime interne qui permet un fonctionnement sain de l'organisme-parti, grâce à un échange organique intense et continu entre tous ses membres et la lymphe unique qui les irrigue, qui est la même pour le cœur, le cerveau, ou pour la dernière cellule de l'articulation la plus éloignée, la même pour les générations passées,

---

(1) L'expression est employée par Max Schachtman dans son commentaire de l'édition anglaise du livre de Trotsky (*The New Course*, New York, 1943, réédition The University of Michigan Press, 1972, p. 166). Et Schachtman d'ajouter : « Les principes organisatifs du bolchevisme étaient résumés dans les deux termes « centralisme démocratique ». Mais personne n'avait jamais fait un *manuel sur le centralisme démocratique*. Il n'y a aucun livre de règles sur la façon de procéder pour traiter la multitude de problèmes créés par les rapports entre direction et base, rapports qui changent sans cesse et qui sont toujours différents dans une situation qui n'est jamais la même le lendemain que la veille. [...] Trotsky a toutefois réussi à fixer avec son intelligence habituelle et sa profondeur peu ordinaire les critères qui devraient guider le communiste révolutionnaire, qu'il soit dirigeant ou militant de base, dans la défense de l'intégrité de classe de son parti ainsi que dans la défense (ou plutôt, en l'occurrence, la reconquête) et l'extension de la démocratie de parti » (*ibid.*).

présentes ou à venir (2). Il est vrai aussi que dans toute la série de ses articles de décembre 1923 et dans chaque chapitre du petit volume publié à la veille de la XIII<sup>e</sup> Conférence du Parti, Trotsky dénonce infatigablement la coupure entre les organes dirigeants du Parti (et de l'État) et les masses de prolétaires et de paysans pauvres ; la morgue de l'appareil enlisé dans la routine quotidienne et l'auto-satisfaction, face au malaise diffus et à l'inquiétude qui croît dans la société ; la manière étroitement administrative d'aborder et de résoudre (du moins le prétendait-on) « par en haut » les épineuses questions provoquées par l'isolement de la Russie soviétique aux prises avec la difficile transition de la NEP ; la pression exercée sur le Parti et le réseau de ses fonctionnaires, au moyen d'un arsenal allant du rappel à la discipline et de l'« intimidation antifractionnelle » au « terrorisme idéologique ». Mais tout ceci — qui correspond presque mot pour mot aux cris d'alarme lancés par la Gauche à propos de la vie et du régime interne du Komintern à partir de 1924 — n'a rien à voir ni avec la revendication du respect de statuts, ni avec celle de la consultation ou du décompte des voix, ni avec la défense des « droits » d'une minorité systématiquement opprimée.

Personne ne savait mieux que l'auteur de *Terrorisme et Communisme* que, surtout dans les tournants décisifs de l'histoire, ce n'est pas la *somme des opinions individuelles* qui fait la décision, mais une *ligne de force*, une *direction* de pensée et de volonté incarnée par un noyau, même restreint, de militants, dans lequel se condense une *continuité* de principes *stables*, d'orientations *sûres* dans l'action, une vision *claire* des buts à atteindre et de la voie à suivre, un noyau qui n'est pas un agrégat inerte et amorphe de molécules mais un *organe vivant*, une *énergie en mouvement*.

Personne ne savait mieux que Trotsky que la démocratie est la forme typique de domination de la classe bourgeoise et qu'elle l'est *par essence*, c'est-à-dire même en faisant abstraction des mille artifices — inséparables du reste de son fonctionnement *normal* — qui en « déforment » l'application. Personne ne savait mieux que lui que dans une situation de crise comme celle de 1923, le dénouement décisif ne pouvait dépendre d'un savant dosage de *consultation* et de *décision*. Il ne pouvait dépendre d'une *consultation* du Parti car la composition de celui-ci, sa structure non tant organisationnelle qu'« idéologique », son mode de fonctionnement, subissaient, comme on l'a vu, l'influence

---

(2) C'est pourquoi notre courant avait proposé de remplacer le terme équivoque de « centralisme démocratique », comme base de l'organisation du parti communiste, par celui de « centralisme organique », et ceci non pas pour des raisons... de vocabulaire, mais pour exprimer « la continuité dans le temps, c'est-à-dire la continuité du but vers lequel on tend et de la direction dans laquelle on avance à travers des obstacles successifs qui doivent être surmontés » (*Le principe démocratique*, 1921, reproduit dans notre brochure *Parti et classe*, Editions Programme Communiste, 1975, p. 88).

de facteurs *historiques* déformants : s'il avait été consulté, il n'aurait pu exprimer autre chose que son état contingent, caractérisé par une basse vitalité politique. Le dénouement ne pouvait non plus dépendre de *décisions* « d'en haut », car le centre de décision reflétait *mécaniquement* la situation du Parti et de l'Etat dans le jeu complexe des rapports de force entre les classes à l'échelle non seulement russe, mais surtout mondiale. Il pouvait donc encore moins dépendre d'une synthèse savamment dosée de l'une et de l'autre, qui n'aurait pu que sanctionner le poids des facteurs négatifs pesant sur le sommet et la base du parti et *l'aggraver*.

Le problème, comme le dira Trotsky lui-même, n'était ni sèchement administratif (sur ce plan, mille décisions en elles-mêmes louables furent *prises... et enterrées*) ni *pédagogique* (sur ce plan, on ne pouvait s'attendre qu'à une *déséducation* du Parti), mais *politique*. Il concernait en fait l'ensemble des *orientations* données à l'organe de la dictature prolétarienne en fonction d'une perspective de développement *internationale* et d'une perspective « nationale » *subordonnée* à celle-ci.

En d'autres termes, la solution de la crise du Parti et de l'Etat ne résidait pas dans l'institution d'un code de fonctionnement des mécanismes régulateurs du rapport dynamique entre « dirigeants » et « dirigés ». Ce qu'il fallait, c'était rechercher les *causes* du grippage de ces mécanismes, déterminer le *cours politique* qui seul permettrait de les remettre en route *réellement et non de façon purement formelle*. Là résidait en effet — là réside *toujours* — le facteur *subjectif déterminant* d'un fonctionnement sain ou au contraire pathologique du Parti, et donc aussi de son unité et de sa discipline ou au contraire de sa désunion et de son indiscipline, face à des conditions *objectives* dans une certaine mesure contraignantes. Comme l'écrit Trotsky, « le léninisme est orthodoxe, obstiné, irréductible, mais il n'implique ni formalisme, ni dogme, ni bureaucratisme. Dans la lutte, il prend le taureau par les cornes » (3). Et la situation de 1923 exigeait précisément qu'on prenne le taureau par les cornes, qu'on attaque le mal par la racine, non par les branches, par le cœur battant de l'organisme en crise, non par ses manifestations *périphériques*. Le malaise latent ou manifeste, la formation de groupes et la constitution (à la limite scandaleuse) de fractions, les revendications confuses de « démocratie », n'étaient, dans leurs aspects sains comme dans leurs manifestations aberrantes — fussent-elles naïves ou généreuses — que les *symptômes* du mal, non le mal lui-même. Il était urgent de remonter des « formes phénoménales » à la « substance », et de partir de cette dernière pour modifier les premières. La méthode démocratique à laquelle on voulait recourir n'était ni l'opposé, ni l'antidote de la pression administrative de l'appareil : elle se situait sur le même plan. *Elle ne pouvait constituer ni le point de départ, ni l'aboutissement d'un cours véritablement*

(3) Trotsky, *Cours nouveau*, Editions 10-18, Paris, 1972, p. 93.

*nouveau*. Certes, il importait de réaliser que « la véritable source du fractionnisme, c'est le bureaucratisme » (encore que cette formule *pût* suggérer le recours à la démocratie comme remède contre l'inflation fonctionnariste) ; mais il était *vital*, pour comprendre les faits et soigner les maux, de voir que la fièvre qui secouait le Parti avait pour origine d'une part une orientation politique oscillante, éclectique et indéchiffrable pour l'ensemble des militants, d'autre part l'aveuglement et la surdité des organes dirigeants devant la montée de forces sociales internes et externes menaçantes. Cet éclectisme et cette surdité ne pouvaient pas ne pas *imposer* l'étouffement de la vie même du Parti — et par vie du Parti nous entendons non pas un ensemble de *procédures* garantissant par elles-mêmes sa bonne santé, mais sa façon d'exister, de croître, de combattre, voire à certains moments de chuter (et de se relever) en tant qu'organisme réel.

La capacité de cet organisme à se défendre contre la pression des forces objectives n'était pas illimitée ; mais dans la mesure où elle existait, elle dépendait — comme du reste pour *tout* organisme, en tout temps et en tout lieu — du maintien de la ligne qui lui avait été assignée par *sa nature et sa fonction historique*, ainsi que de sa capacité à affronter les écueils qui se présentaient sur son chemin avec *ses armes propres* — en l'occurrence sa doctrine, ses buts, ses principes, son programme, son éventail de possibilités tactiques. C'est dans ces facteurs que se trouve la *source* de la discipline ; elle ne peut résider dans des mécanismes crées et détruits tour à tour sous la pression des circonstances, selon qu'ils constituent un appui ou un obstacle pour la force qui les crée (et pour laquelle ils n'ont pas de valeur absolue, mais seulement celle d'une enveloppe *nécessaire* pour un contenu qui seul relève des *principes*).

*Cours nouveau* rappelle au Parti qu'il doit faire face à des problèmes gigantesques, des problèmes qu'il ne s'agit pas d'éluder et encore moins de cacher, et qu'il a le devoir révolutionnaire de les affronter avec « la franchise et le sens des responsabilités » qui sont inséparables du militantisme communiste. Telle est la condition *sine qua non* de la renaissance du centralisme organique ou de l'action organique et centralisée du Parti. Eriger ce rappel en « Charte de la démocratie » (ou pire, d'une démocratie qualifiée par rhétorique d'« ouvrière »), cela signifie en renverser le sens, en faire, sous d'autres couleurs, une caricature d'un ordre contre-révolutionnaire qui se targue d'afficher tous les brevets de la légalité, voire de l'unanimité démocratique.

### Prélude   « Cours Nouveau »

C'est le 8 octobre 1923 que Trotsky avait envoyé au Politburo sa lettre tant décriée sur l'« extrême gravité de la situation » et les « terribles désastres qu'une poursuite de la politique de la majorité

du Comité Central fait peser sur l'ensemble du Parti » et donc sur « l'ensemble de la classe ouvrière ». Mais il n'avait pas attendu cette date pour attirer l'attention sur les dangers qui hérissaient précisément à ce moment-là le chemin du mouvement communiste autant (et même plus peut-être) en Russie que dans le monde. Dans la préface de *Grundfragen der Revolution*, datée du 4 mai 1923, il écrivait :

*« Le même danger (le même que celui qui menace les partis occidentaux, engagés dans une tactique essentiellement défensive, c'est-à-dire le danger de se vider et, à la longue, de subir une dégénérescence complète, si « la période préparatoire traîne trop longtemps et si, d'autre part, le travail quotidien du Parti n'est pas fécondé par une pensée théorique active, qui embrasse dans sa totalité la dynamique des forces historiques fondamentales »), le même danger se dresse également, dans une certaine mesure, devant notre Parti, dans le pays de la dictature prolétarienne. Notre travail, par la force des choses, se spécialise et entre dans les détails. Le problème de l'élimination des dépenses improductives de l'Etat, de l'organisation scientifique du travail, de la réduction des coûts de production dans l'industrie et donc du prix des produits industriels, du profit et de l'accumulation, doivent aujourd'hui être au centre de la vie du parti. Sans un travail juste, systématique, sans succès réels et durables dans ce domaine, tout le reste n'est qu'agitation stérile, c'est-à-dire bavardage banal et pitoyable. D'autre part, même nos indiscutables succès menaceraient d'affaiblir et d'épuiser le parti s'ils engendraient dans ses rangs un praticisme mesquin, une étroitesse de vues de fonctionnaire professionnel, une mentalité routinière ; si la pensée théorique du Parti ne continuait pas à prendre des positions toujours nouvelles dans la lutte, en fécondant notre travail grâce à une juste orientation internationale et intérieure. Praticisme myope à un pôle, agitation restant à la surface des problèmes à l'autre : tels sont les deux dangers incontestables, ou les deux formes pôlaires d'expression d'un même danger, qui constituent pour nous un avertissement sur notre difficile chemin.*

*« Ce danger deviendrait fatal si nous consentions à ce que la tradition historique du parti se brise. Dans le domaine de la culture matérielle, nous avons vu combien il est difficile, si la continuité du travail se rompt, de la rétablir — mais là l'interruption était inévitable parce qu'elle naissait de la nature même de la lutte de classe et de son couronnement révolutionnaire. Sur le plan idéologique, nous, en tant que parti, ayant fait la révolution et n'ayant plus à attendre son couronnement, nous avons aujourd'hui comme tâche impérative le maintien de la continuité de la pensée révolutionnaire ».*

---

(4) *Grundfragen der Revolution*, Hamburg, 1923, pp. XI-XII.

Sans exagérations, mais avec une grande franchise, Trotsky mettait le doigt sur un problème *de fond*. Ce problème était mondial et pas seulement russe, mais il était exacerbé dans le pays de la dictature par la complexité et le caractère *contradictoire* des tâches que le parti avait dû assumer, ainsi que par le bas niveau culturel des grandes masses, surtout rurales. Avec le ralentissement du rythme de la révolution internationale, avec le repli de la dictature du prolétariat sur elle-même, avec l'immersion du parti dans le travail quotidien aux exigences objectives de minutie bureaucratique, de rigueur comptable, de calcul des gains et des pertes, d'escarmouches quotidiennes contre les pressions capricieuses mais têtues du marché, avec l'absorption des meilleures énergies du *parti* par les tâches et les responsabilités *d'Etat*, et la routine administrative occupant de plus en plus la place de l'*initiative* révolutionnaire, les grandes perspectives et, surtout, les perspectives *internationales* du mouvement, avec tous les problèmes théoriques et programmatiques liés, tendaient à s'estomper. Au même moment, elles perdaient (ou risquaient de perdre) de leur importance aux yeux des partis « étrangers » et de l'Internationale Communiste elle-même, confrontés aux tâches et aux responsabilités immédiates de la lutte de défense. Il y avait là un facteur d'étroitesse de vues politique et idéologique ; comme le remarquait justement Trotsky, les victoires d'une « guerre de positions » épuisante et terne, loin de renverser cette tendance, l'alimentaient et la renforçaient ; tout en stérilisant la « pensée théorique révolutionnaire », elle favorisait la diffusion d'une dangereuse mentalité de « repli sur soi *national* » et d'un état d'esprit conservateur, content de soi, paresseusement installé dans la possession soi-disant garantie de la « tradition » du léninisme — un « léninisme » dégradé au rang de fétiche pour les grandes masses et d'alibi à un mépris fondamental du noyau dirigeant du parti pour la théorie. Le danger avait été ressenti de façon aiguë par Lénine, qui était contraint de rappeler continuellement à ses camarades l'urgente nécessité de se transformer en bons *administrateurs*, voire en bons *commerçants*, mais qui en même temps reprenait constamment, même devant le plus modeste problème « d'Etat », le fil de la *grande théorie* pour préserver le parti du risque mortel de tomber dans un « praticisme obtus » (tout comme il était contraint d'élargir les mailles de la soudure avec les paysans et les demi-classes [la *smytchka*] au niveau du gouvernement, et en même temps de resserrer la *sélection* politique et idéologique au niveau du parti).

La mise en garde de Trotsky partait de la même appréhension, et son rappel à la grandiose tradition du bolchévisme était exactement à l'opposé de la morgue bureaucratique qui se répandait peu à peu : c'était le rappel de la *fécondité* de la théorie, *seule* lumière capable d'éclairer le chemin du militantisme révolutionnaire, dans les dures tâches de la vie de tous les jours comme lors du sommet exaltant de l'assaut au pouvoir. C'était le rappel de l'*actualité* permanente des *principes* qui *seuls* justifient les inévitables compromis de la lutte

quotidienne ; du caractère *offensif* du programme communiste à l'échelle mondiale, qui seul donne un sens et une valeur à la *défensive*. Ce rappel était d'autant plus urgent dans la phase qui s'ouvrait pour le parti d'Octobre. Ce n'était pas seulement la phase de la NEP, avec ses graves problèmes de rapports de force entre les classes, qui transformaient la plus petite question, le moindre fait d'administration courante, en problèmes *cruciaux* si on les envisageait, comme il fallait le faire, dans la perspective *socialiste*. C'était aussi la phase qui voyait l'épuisement *physique* de la vieille génération, fauchée en partie par la guerre civile, usée par les tâches de la reconstruction économique — reconstruction ou même construction du capitalisme ! — et de la transmission de son héritage à la nouvelle génération, une génération qui avait grandi au cours d'un cycle de conquête prosaïque et graduelle de la terre et non d'assaut héroïque du ciel.

Dans un article de 1925 sur *Le danger opportuniste et l'Internationale*, notre courant fera une mise en garde tout aussi sévère sur l'urgente nécessité de combattre, au sein des partis nationaux et de l'I.C., le praticisme éclectique et le traditionnalisme stérile alimentés par le repli sur soi imposé par l'éloignement de la perspective de la révolution mondiale, pour rétablir « *la façon physiologique de fonctionner et de travailler d'un parti révolutionnaire, qui doit conquérir et veiller sur les conquêtes du passé, envahir les territoires de l'adversaire et non fermer les siens par des tranchées et des cordons sanitaires* » (5). La mise en garde contenue dans les *Grundfragen der Revolution* et développée dans *Cours nouveau* ne disait pas autre chose quand elle rappelait la nécessité de se rattacher à la « continuité théorique » du mouvement entendue comme *force vive* ; la bataille avait beau se déplacer sur un autre terrain, elle restait ardue et difficile (elle l'était même plus à certains égards), et exigeait *cent fois plus* d'efforts, non seulement de vigilance mais d'élaboration théorique, non seulement de réaffirmation de la doctrine mais de raccordement constant de la pratique à la théorie.

Sans cela, le rappel des « deux points déterminants de la ligne de notre développement théorique ultérieur, Marx et Lénine », le rappel de la « vision synthétique des situations sur la base d'une analyse matérialiste en profondeur de leurs éléments fondamentaux », qui constituent « l'essence du marxisme (qui met l'accent sur la *prévision historique*) et du léninisme (qui met l'accent sur l'aspect des déductions *pratiques*) » (6), ce rappel n'aurait été que *liturgie* creuse, pur *bavardage*.

Quand, en décembre, le Politburo se réunit pour rédiger la *Résolution sur la réorganisation interne du Parti* (publiée le 5 du même mois), on y inséra le passage suivant, dû sans aucun doute à la plume de Trotsky :

---

(5) *Stato Operaio*, 15 juillet 1925.

(6) *Grundfragen der Revolution*, *op. cit.*, p. XII.

« Les contradictions objectives du stade actuel de la période de transition, contradictions découlant de la coexistence des formes économiques les plus diverses, des rapports du marché, de la nécessité pour les institutions étatiques d'appliquer les formes et les méthodes capitalistes de travail avec un personnel étranger à l'idéologie prolétarienne, etc., se font sentir par une série de tendances et de phénomènes négatifs au premier chef, qui doivent être combattus sans retard. Tels sont : l'extrême inégalité de conditions matérielles où se trouvent placés les membres du Parti, selon les fonctions qu'ils remplissent ; le « luxe » ; la promiscuité forcée du milieu bourgeois avec son influence désagréable [qu'on ne sous-estime pas ces aspects apparemment superficiels du problème, qui étaient en fait symptomatiques de l'évolution de la société sous la NEP et qui heurtaient et démoralisaient en particulier les ouvriers] ; l'étroitesse bureaucratique, qu'il ne faut pas confondre avec la spécialisation nécessaire, et qui engendre un relâchement de la liaison entre les communistes affectés aux différentes branches de l'économie ; le danger de perdre de vue les grandes perspectives de l'idéal socialiste et de la révolution mondiale ; le danger, déjà signalé par le Congrès, de la démoralisation des militants les plus en contact par leur fonction avec le milieu bourgeois, la bureaucratization des appareils du Parti et, partant, le danger pour ce dernier de se détacher des masses » (7).

On voit déjà indiqués dans ce court paragraphe certains des thèmes que Trotsky développera peu après, et qui déplacent la question du plan purement organisationnel au plan *politique*, considéré comme fondamental (ce qui n'empêche évidemment pas de prendre des mesures organisationnelles pour débarrasser le terrain des obstacles qui entravaient l'intensité et

---

(7) Cette résolution est reproduite dans *Le Parti Bolchévik restera Bolchévik (La discussion dans le PC russe, décembre 1923-janvier 1924)*, Paris, 1924, pp. 234-235. Elle était l'aboutissement d'une pénible série d'étapes : en septembre, réunion du comité central et nomination de trois commissions (!) pour étudier le problème des « ciseaux », celui des salaires et des conditions de vie des ouvriers en général, et celui de la vie interne du Parti ; lettre de Trotsky du 8 octobre, après que la troisième commission n'ait su indiquer d'autre remède à la crise interne du PC russe que de recommander aux membres de ses instances supérieures de signaler les groupes dont ils auraient appris la formation (ce qui représentait une reconnaissance implicite du grave malaise interne jusqu'alors nié ou considéré comme négligeable, et affronté maintenant sur un plan étroitement disciplinaire et formaliste) ; déclaration de Trotsky selon laquelle, s'il avait pris soin jusqu'à ce jour de ne pas faire connaître ses appréhensions en dehors d'un cercle restreint, il considérerait maintenant comme étant « non seulement de son droit mais de son devoir de faire connaître la véritable situation à chaque membre du Parti considéré comme assez préparé, mûr et maître de soi, et donc capable d'aider le Parti à sortir de cette impasse sans convulsions fractionnelles » ; divulgation de la Plateforme des 46 le 15 octobre ; article de Trotsky sur *Le fonctionnarisme dans l'Armée et ailleurs*, le 4 décembre ; deuxième article *Sur la soudure [smytchka] entre la ville et la campagne*, deux jours plus tard (*Cours nouveau, op. cit.*, pp. 163-174 et 175-188) ; décision enfin de donner vie à un « cours nouveau » dans le sens de « démocratie de Parti ».

la vigueur de la circulation sanguine dans le Parti) (8). Trotsky, d'autre part, voyait très bien qu'il n'y avait rien de plus facile que d'accepter un diagnostic sévère des maux dont souffraient le Parti et la société elle-même, en indiquant les remèdes dans un document solennel, pour ensuite les laisser lettre morte *dans la pratique* : d'où la série d'articles, et finalement le petit volume sur le *Cours nouveau*, destinés à tirer le Parti du sommeil de l'inertie historique ou du philistinisme — et *en premier lieu*, ses organes dirigeants, Vieille Garde et jeunes couches rassemblées autour d'elle (ici aussi, donc, d'un point de vue qui n'avait rien de formellement démocratique).

Le problème, déjà abordé dans les deux textes cités ci-dessus, est un problème *général*, dans la mesure où une dictature de parti (et la dictature du prolétariat ne peut se concevoir que comme dictature de parti) implique nécessairement un lien étroit entre organe-guide et Etat-instrument. Mais en Russie à ce moment-là, le problème était particulièrement aigu, et les dangers encourus particulièrement graves, en raison de la situation du Parti, qui avait « *derrière lui une grande victoire révolutionnaire, mais a perdu son élite ouvrière dans la guerre civile et se trouve placé devant des tâches auxquelles non seulement il n'était pas préparé, mais pour lesquelles, à vrai dire, il n'était pas fait, puisqu'il s'agissait de gérer selon des sains principes bourgeois une économie désorganisée par le sabotage et la fuite des bourgeois* » (9) ; un parti qui était contraint de reverser dans l'administration de l'Etat le meilleur de ses maigres forces, avec à peine une mince couche de prolétaires pour contrebalancer la masse des fonctionnaires, techniciens, etc., d'extraction bourgeoise, fortement appuyés par une classe qui montait de façon rapide et insolente.

Ces facteurs *matériels* agissaient sur le Parti d'une manière *doublement négative* : d'une part ils exacerbèrent la spécialisation de détail (et donc l'étroitesse de vues) chez ceux-là mêmes dont le Parti utilisait, voire développait les capacités personnelles tout en les intégrant dans un corps collectif aux horizons vastes et impersonnels (10) ; d'autre part ils altéraient les rapports *normaux* et *naturels* entre militants en les modelant sur une hiérarchie tout à fait différente de celle du Parti.

Dans une des pages les plus pénétrantes de *Cours nouveau*, Trotsky illustre ainsi le phénomène :

---

(8) Le fait que le poids de l'appareil empoisonnait et étouffait la vie du Parti, y compris au niveau des sections, saute aux yeux à la lecture non seulement de la lettre de Trotsky du 8 décembre et de la Plate-forme des 46, mais aussi d'un discours prononcé à Moscou quelques mois auparavant par Boukharine et reproduit largement dans le commentaire de Schachtman (*op. cit.*, pp. 172-173).

(9) Comme le dit justement notre texte *Bilan d'une révolution*, p. 83.

(10) C'est en ce sens, mais en ce sens seulement, que l'on peut dire que le Parti préfigure, dans une certaine mesure, la société communiste, en contrebalançant au moins en partie les effets de la division sociale du travail !

« Le prolétariat réalise sa dictature par l'Etat soviétique. Le Parti communiste est le parti dirigeant du prolétariat, et, par conséquent, de son Etat. Toute la question est de réaliser ce pouvoir dans l'action sans le fondre dans l'appareil bureaucratique de l'Etat. [...] Les communistes se trouvent groupés d'une manière différente suivant qu'ils sont dans le parti ou dans l'appareil de l'Etat. Dans ce dernier, ils sont disposés hiérarchiquement les uns par rapport aux autres et aux sans-parti. Dans le parti, ils sont tous égaux en ce qui concerne la détermination des tâches et des méthodes de travail fondamentales. [...] Dans la direction qu'il exerce sur l'économie, le parti doit tenir compte de l'expérience, des observations, de l'opinion de tous ses membres installés aux différents degrés de l'échelle de l'administration économique. L'avantage essentiel, incomparable, de notre parti, consiste en ce qu'il peut, à chaque instant, regarder l'industrie avec les yeux du tourneur communiste, du spécialiste communiste, du directeur communiste, du commerçant communiste, réunir l'expérience de ces travailleurs qui se complètent les uns les autres, en dégager les résultats et déterminer ainsi sa ligne de direction de l'économie en général et de chaque entreprise en particulier.

« Il est clair que cette direction n'est réalisable que sur la base de la démocratie vivante et active à l'intérieur du parti (11). Quand, au contraire, les méthodes de l'« appareil » prévalent, la direction par le parti fait place à l'administration par ses organes exécutifs (comité, bureau, secrétaire, etc.).

« Dans une telle conception de la direction, la principale supériorité du parti, son expérience collective multiple, passe à l'arrière-plan. La direction prend un caractère d'organisation pure et dégénère fréquemment en commandement et en tâtilonage. L'appareil du parti entre de plus en plus dans les détails des tâches de l'appareil soviétique, vit de ses soucis journaliers, se laisse de plus en plus influencer par lui et, devant les détails, perd de vue les grandes lignes. [...] Toute la pratique bureaucratique journalière de l'Etat soviétique s'infiltré ainsi dans l'appareil du parti et y introduit le bureaucratisme. Le parti, en tant que collectivité, ne sent pas son pouvoir, car il ne le réalise pas. Il en résulte du mécontentement ou de l'incompréhension, même dans les cas où, justement, ce pouvoir s'exerce. Mais ce pouvoir ne peut se maintenir dans la ligne droite que s'il ne s'émiette pas dans les détails mesquins et revêt un caractère systématique, rationnel et collectif.

(11) Le terme sert ici à désigner des rapports opposés à ceux qui, dans la société, dérivent de la division sociale du travail et de l'antagonisme de classe : contrainte bureaucratique d'une part, passivité ou sourde résistance de l'autre ; commandement et obéissance ; « science administrative » et ignorance, etc., toutes choses qui, dans le parti de classe, tendent à disparaître dans la mesure où, s'il ne peut complètement s'abstraire des conditions bourgeoises ambiantes, il est néanmoins une association volontaire d'individus tendant à un but commun et où ce but est précisément la société sans classe, sans division sociale du travail et donc sans contrainte politique ou même administrative (Ndr).

*Ainsi donc, le bureaucratisme non seulement détruit la cohésion intérieure du parti, mais affaiblit l'action nécessaire de ce dernier sur l'appareil étatique. C'est ce que ne remarquent pas la plupart du temps ceux qui sont les plus ardents à réclamer pour le parti le rôle de dirigeant dans l'Etat soviétique » (12).*

Il ne s'agissait pas de mettre en cause, à la façon des anarchistes, l'exercice du « pouvoir en général » mais de comprendre comment, en l'absence, nous ne disons pas d'une victoire révolutionnaire en Occident (le rythme de maturation de la révolution en Occident ne pouvait pas ne pas être ralenti par la défaite catastrophique en Allemagne quelques mois plus tôt), mais d'un mouvement communiste mondial solide et vigoureux, les « contradictions sociales intérieures de la révolution qui, du temps du communisme de guerre, étaient automatiquement comprimées, mais qui, sous la NEP, se développent fatalement et cherchent à trouver une expression politique » (13), allaient se refléter sur l'exercice du pouvoir dans une société profondément hétérogène. Celle-ci était en effet caractérisée par le conflit historique d'intérêts entre prolétariat et classe paysanne (ainsi qu'entre les différentes couches de cette dernière), conflit qu'une « soudure » temporaire ne faisait que voiler ; d'autre part, elle était aussi marquée par la naissance et le développement rapide d'une « nouvelle bourgeoisie, avec la couche d'intellectuels bourgeois qui la recouvre », parallèlement — et c'était le nœud de la question — à la renaissance de la grande industrie, matrice de la classe ouvrière, et de l'agriculture, matrice du spectre ultra-différencié de la paysannerie ; et cette bourgeoisie agissait non seulement comme « intermédiaire entre l'industrie soviétique et l'agriculture, ainsi qu'entre les différentes parties de l'industrie soviétique et les différents domaines de l'économie rurale », mais également comme « organisateur de la production ». C'est dans ces contradictions matérielles que les voies *politiques possibles*, indiquées par Trotsky, d'un triomphe de la contre-révolution, plongeaient leurs racines (14) ; mais, cette hypothèse extrême mise à part, c'est aussi dans ces contradictions qu'il fallait rechercher la cause objective de la bureaucratisation de l'appareil d'Etat et de l'appareil de Parti, avec toutes les anomalies et les déformations qui en résultaient. « Il est indigne d'un marxiste, notait Trotsky, de considérer que le bureaucratisme n'est que l'ensemble des mauvaises habitudes des employés de bureau. Le bureaucratisme est un phénomène social en tant que système déterminé d'administration des hommes et des choses. Il a pour causes profondes l'hétérogénéité de la société, la différence des intérêts quotidiens et fondamentaux des différents groupes de la population. Le bureaucratisme est compliqué du fait du manque de culture des masses. Chez nous, la source essentielle du bureaucratisme

(12) *Cours nouveau, op. cit.*, pp. 36-39.

(13) *Op. cit.*, p. 61.

(14) Cf. *Programme Communiste* n° 73, p. 44.

*réside dans la nécessité de créer et de soutenir un appareil d'Etat alliant les intérêts du prolétariat et ceux de la paysannerie dans une harmonie économique parfaite dont nous sommes encore très loin. La nécessité d'entretenir une armée permanente est également une autre source importante de bureaucratisme » (15).*

Les difficiles épreuves et les graves périls qu'un concours de causes sociales objectives faisait peser sur la dictature prolétarienne n'impliquaient pas qu'il fût impossible de « diminuer, éloigner, ajourner » la menace d'un effondrement final ou d'une dégénérescence préalable de la dictature. Mais si c'était possible, ce n'était pas une question d'expédients de pure forme ou de recettes administratives mais, comme cela avait toujours été le cas dans les moments les plus dramatiques de l'époque d'après la révolution, une question de « politique juste adaptée à la situation réelle », de « justesse d'une ligne politique tracée selon les méthodes du marxisme ». Mais cela supposait que les dangers inhérents à la phase historique en cours soient envisagés avec toute l'audace, le courage, la lucidité qui avaient été les qualités inestimables du bolchevisme, et dénoncés avec la franchise et l'honnêteté politique qui sont les « vertus » cardinales des révolutionnaires (et même leur *seul* « impératif moral ») (16). C'est à la hauteur de cette tâche que devait s'élever le Parti, à commencer par le sommet, faute de quoi le cours catastrophique ne pourrait être évité — et encore moins inversé — par aucune « résolution » :

*« L'instrument historique le plus important pour l'accomplissement de [nos] tâches est le parti. Evidemment, le parti ne peut s'arracher aux conditions sociales et culturelles du pays. Mais, organisation volontaire de l'avant-garde, des éléments les meilleurs, les plus actifs, les plus conscients de la classe ouvrière, il peut, beaucoup plus que l'appareil d'Etat, se préserver contre les tendances du bureaucratisme. Pour cela, il doit voir clairement le danger et le combattre sans relâche » (17).*

Ce n'est qu'à ces conditions — c'est-à-dire en observant une ligne politique marxiste correcte, courageusement proclamée et soutenue par un retour décidé aux traditions de lutte idéologique et de rigueur doctrinale — que le Parti pouvait agir de nouveau en tant que collectivité organique. Ce n'est qu'à ces conditions qu'on pouvait rétablir une unité non pas apparente et rituelle mais réelle et dynamique, une unité dont l'absence provoquait inévitablement la naissance de groupes et de « fractions ». Dans le cas contraire, rien n'empêcherait les déchirures redoutées par Lénine de se produire, parce qu'elles tenaient au caractère

(15) *Cours nouveau, op. cit.*, pp. 72-73.

(16) Nous renvoyons tous les militants au passage magnifique — que nous ne pouvons reproduire ici — dans lequel Trotsky se dresse contre la « transformation du léninisme, méthode réclamant dans son application initiative, pensée critique et courage idéologique, en un dogme qui n'exige que des interprétateurs désignés une fois pour toutes », et rappelle les traits dominants du « léninisme » par opposition à ses misérables déformations (*op. cit.*, pp. 89-91).

(17) *Op. cit.*, pp. 74-75.

contradictoire des bases sur lesquelles reposaient la dictature et son organe dirigeant :

*« Le parti est essentiellement [...] une collectivité dont l'orientation dépend de la pensée et de la volonté de tous. Il est clair que, dans la situation compliquée de la période immédiatement consécutive à Octobre, le parti se frayait sa voie d'autant mieux qu'il utilisait plus complètement l'expérience accumulée par l'ancienne génération, aux représentants de laquelle il confiait les postes les plus importants dans l'organisation.*

*« Le résultat de cet état de choses a été que, jouant le rôle de directeur du parti et absorbée par les questions d'administration, l'ancienne génération [...] instaure de préférence pour la masse communiste des méthodes purement scolaires, pédagogiques, de participation à la vie politique : cours d'instruction politique élémentaire, vérification des connaissances, écoles du parti, etc. De là le bureaucratisme de l'appareil, son isolement par rapport à la masse, son existence à part. [...] Le fait que le parti vit à deux étages distincts comporte de nombreux dangers [...]*

*« Le danger capital de l'« ancien cours », résultant de causes historiques générales ainsi que de nos fautes particulières, est que l'appareil manifeste une tendance progressive à opposer quelques milliers de camarades formant les cadres dirigeants au reste de la masse, qui n'est pour eux qu'un moyen d'action. Si ce régime persistait, il risquerait de provoquer à la longue une dégénérescence du parti à ses deux pôles, c'est-à-dire parmi les jeunes et parmi les cadres. [...] Dans son développement graduel, la bureaucratisation menace de détacher les dirigeants de la masse, de les amener à concentrer uniquement leur attention sur les questions d'administration, de nomination, menace aussi de rétrécir leur horizon, d'affaiblir leur sens révolutionnaire, c'est-à-dire de provoquer une dégénérescence plus ou moins opportuniste de la vieille garde ou du moins d'une partie considérable de celle-ci » (18).*

Dans un tel cadre, qui renversait les termes de toute solution « démocratique » en fondant le « nouveau cours » non sur la consultation des individus et de leurs « opinions », mais sur la doctrine en tant que stratégie et tactique, et sur la vitalité du parti en tant qu'organisme collectif et impersonnel, le passage de l'ancienne génération à la nouvelle (qui ne faisait d'ailleurs qu'un avec le problème du maintien d'une continuité réelle du parti) cessait d'être un problème inquiétant. Que les forces du parti russe aient été insuffisantes pour mener à bien cette tâche n'est que trop évident, et Trotsky était le premier à le savoir : bien que sous-entendue, la question de l'« édification du socialisme dans la seule Russie » était déjà posée. Ce que ne vit pas le grand révolutionnaire, c'est que sa bataille était parallèle et tout à fait analogue à celle que notre courant menait au sein de l'Internationale et que, si on ne résolvait pas les problèmes fondamentaux de l'orientation révolu-

(18) *Op. cit.*, pp. 21-25.

tionnaire de classe du mouvement mondial, non seulement il serait impossible de résoudre les problèmes qui avaient pris à la gorge de façon dramatique la révolution en Russie, mais on assisterait impuissant à leur transformation en un enchevêtrement inextricable. *Cours nouveau* n'ouvrait, pour soulager la Russie révolutionnaire de la chappe de plomb sous laquelle son isolement l'avait condamnée à souffrir, et dont se ressentait particulièrement son parti-guide, qu'une seule voie, et ce n'était pas la voie décisive : c'est dans ce cercle vicieux que Trotsky se débattrait jusqu'à la fin. Est-il besoin de répéter que sa tragédie (et celle de la future Opposition Unifiée) était, sur le plan mondial, une tragédie collective, et donc également notre tragédie, et que son issue était inévitable ?

### Les questions de politique économique

Le « nouveau cours » politique — en réalité le retour au cours politique sain des années passées — impliquait en même temps une orientation correcte de la politique économique.

Il ne s'agissait pas pour Trotsky de « réviser » la NEP sur la base de théorèmes abstraits et de perspectives ignorées, mais de refaire la clarté, tant sur les objectifs politiques qui avaient présidé à son lancement, que sur les forces sociales libérées par son développement même, et dont il fallait garder — ou reprendre — le contrôle. Il s'agissait de sortir de l'improvisation, de l'empirisme et des concessions à des idéologies propres à la pensée économique bourgeoise, pour affronter avec courage et franchise les graves problèmes de la « construction des bases du socialisme » dans un pays où la paysannerie était largement majoritaire. La dynamique du développement économique disloquait nécessairement — c'était prévu — la structure sociale du pays, et cela posait des questions angoissantes sur le sort de la Russie révolutionnaire considérée non seulement en soi, mais dans le cadre de la révolution mondiale dont elle était et devait être le rempart ; mais c'était précisément là qu'il fallait faire jouer le levier du Parti :

*« Si le danger contre-révolutionnaire surgit [...] de certains rapports sociaux, cela ne veut nullement dire que, par une politique rationnelle, on ne puisse parer à ce danger [...], le diminuer, l'éloigner, l'ajourner. Or, un tel ajournement à son tour est capable de sauver la révolution en lui assurant, soit un revirement économique favorable à l'intérieur, soit le contact avec la révolution victorieuse en Europe.*

*« Voilà pourquoi [...] il nous faut une politique déterminée de l'Etat et du parti (y compris une politique déterminée à l'intérieur du parti) ayant pour objet de contrecarrer l'accumulation et le renforcement des tendances dirigées contre la dictature de la classe ouvrière et alimentées par les difficultés et les échecs du développement économique » (19).*

(19) *Op. cit.*, p. 67.

Il ne s'agissait pas du tout de sous-estimer le rôle de la classe paysanne : c'était là une donnée de fait inévitable du cours historique que la Russie était condamnée à suivre, et rien n'aurait été plus stupide que de ne pas tenir compte du caractère extrêmement délicat de l'équilibre instable sur lequel reposait tout l'édifice de la dictature. Mais il était urgent de se rendre compte que si l'on voulait *maintenir* cet équilibre, il ne fallait pas l'abandonner aux forces purement *spontanées* du marché ; il fallait affronter lucidement les problèmes complexes qui en découlaient, afin de faire en sorte que cet équilibre serve à consolider les positions du prolétariat et de sa dictature, au lieu d'en miner les bases — et avec elles les « bases du socialisme » (20). Les indications de Trotsky étaient, dans ce cadre, à la fois courageuses et mesurées :

*« La tâche économique capitale du présent consiste à établir entre l'industrie et l'agriculture, et, par suite, à l'intérieur de l'industrie, une corrélation permettant à l'industrie de se développer avec le minimum de crises, de heurts et de bouleversements, et assurant à l'industrie et au commerce étatiques une prépondérance croissante sur le capital privé. [...] Quelles sont les méthodes à suivre pour l'établissement d'une harmonisation rationnelle entre la ville et la campagne ? entre les transports, les finances et l'industrie ? entre l'industrie et le commerce ? Quelles sont les institutions appelées à appliquer ces méthodes ? Quelles sont enfin les données statistiques concrètes permettant à chaque moment d'établir les plans et les calculs économiques les mieux appropriés à la situation ? Toutes questions, évidemment, dont la solution ne saurait être prédéterminée par une formule politique générale quelconque. [...] Ces questions ont-elles un caractère de principe, de programme ? Non, car ni le programme ni la tradition théorique du parti ne nous ont liés et ne pouvaient nous lier à ce sujet, puisque nous manquons de l'expérience même à partir de quoi nous aurions pu généraliser.*

*« L'importance pratique de ces questions est-elle grande ? Incommensurable. De leur solution dépend le sort de la révolution. [...] Il faut cesser de bavarder sur la sous-estimation du rôle de la paysannerie. Ce qu'il faut, c'est abaisser le prix des marchandises destinées aux paysans » (21).*

Il était urgent de sortir du règne de l'éclectisme et de la routine quotidienne, pour s'efforcer d'élaborer un plan de développement de la production industrielle qui ne soit pas rigide mais suffisamment arti-

---

(20) « Par économie étatique, nous entendons évidemment, outre l'industrie, les transports, le commerce étatique extérieur et intérieur et les finances. Tout ce complexe — dans son ensemble et dans ses parties — s'adapte au marché paysan, et au paysan isolé en tant que contribuable. Mais cette adaptation a pour objet fondamental de renforcer et de développer l'industrie étatique, pierre angulaire de la dictature du prolétariat et base du socialisme » (op. cit., p. 138).

(21) *Op. cit.*, pp. 112-114.

culé, en ayant clairement à l'esprit qu'aucune prévision *absolue* n'était possible étant donnée la difficulté du raccordement avec la production agricole et avec les vicissitudes du marché — un marché qu'il n'était pas question d'ignorer, et duquel il fallait bien partir. Le maximum auquel on pouvait espérer arriver, c'était d'adapter au fur et à mesure le plan central au mouvement des différentes parties de l'économie, en corrigeant les déphasages et en *s'approchant* le plus possible de la réalisation d'un équilibre dynamique. Plus qu'aux *rythmes* de ce mouvement complexe et largement contradictoire, il fallait être attentif à sa *direction*, en surveillant les déséquilibres provoqués par le retard de l'industrie (et du réseau étatique de distribution des produits) dans la satisfaction des besoins des paysans, retard qui alimentait l'essor de la nouvelle bourgeoisie mercantile et petite-industrielle des intermédiaires ; le rattrapage de ce retard dépendait surtout d'une réorganisation de la grande industrie d'Etat réduisant les dépenses improductives et accroissant la productivité. Les erreurs seraient inévitables, ajoutait Trotsky, mais la possibilité de les corriger et de les dépasser dépendait de la souplesse avec laquelle on procéderait à une *planification progressive mais non forcée*.

L'industrie restait la clé de voûte de tout l'édifice. C'était d'elle, bien plus que des ressources du crédit et des mécanismes financiers, que dépendait l'aide à l'économie paysanne moyenne et surtout petite... C'était elle qui forgeait la classe ouvrière, classe *hégémonique* aussi bien dans la perspective finale que dans la perspective immédiate (22). Mais dans *Cours Nouveau*, Trotsky ne force absolument pas dans le sens de l'opposition des deux « moitiés économiques » du pays — socialiste d'une part, capitaliste de l'autre — ou dans le sens d'une identification mécanique des succès économiques de la première à des succès politiques sur le plan de la direction de l'« Etat ouvrier » et du Parti.

Bien que courageux, les discours de Piatakov et de Préobrajensky à la XIII<sup>e</sup> Conférence du Parti (23) n'atteindront pas une vision aussi

---

(22) C'est ici que s'insère le passage cité sur le « menchévisme » dont on commençait à accuser Trotsky. « Est-il vrai [...] que le trait fondamental de l'opportunisme international soit la sous-estimation du rôle de la paysannerie ? » se demandait Trotsky au chapitre VI. « Non, ce n'est pas vrai. Le trait essentiel de l'opportunisme, y compris de notre menchévisme russe, est la sous-estimation du rôle *du prolétariat* ou, plus exactement, le manque de confiance dans sa force révolutionnaire », et essentiellement la sous-estimation « du rôle du prolétariat par rapport à celui de la paysannerie » et des classes moyennes en général. La question décisive pour la dictature prolétarienne est d'évaluer le rôle des diverses classes non *dans l'absolu*, mais *dans leurs rapports réciproques*, et donc de savoir « si, dans la période révolutionnaire, le prolétariat attirera à lui la paysannerie et dans quelle proportion » (*op. cit.*, pp. 107-110 ; souligné par nous). C'est ainsi qu'avait toujours été posé le problème, et c'est ainsi qu'il fallait le poser si l'on voulait sauver la révolution !

(23) Cf. *Documents of the 1923 Opposition*, New Park Publications, Londres, 1975, pp. 53-57. Nous aurons l'occasion de revenir sur ces discours dans la suite de cette étude.

globale, complexe et équilibrée des problèmes de stratégie politique. D'ailleurs, les jeux étaient faits désormais. L'assemblée ne pouvait pas ne pas refléter l'état d'esprit dominant, et aucune amélioration de la « représentativité » n'aurait pu inverser un cours sur lequel pesaient de trop nombreux facteurs objectifs. Il faut seulement noter que ce qui l'emporta dans cette assemblée ce fut précisément la démocratie, la consultation des idées et le décompte des voix, avec tout l'arsenal des trafics louches en coulisse inséparables de *tout* mécanisme démocratique. Trotsky, malade, était absent, et se tut encore pendant une longue période, se refusant à participer à un affrontement où — très démocratiquement — les questions de théorie et de pratique étaient de plus en plus noyées sous une avalanche d'attaques personnelles, de décomptes des mérites et des erreurs passés, la soumission aux rituels de la *forme* servant à masquer le mépris effronté du *contenu*. Les mesures organisationnelles et disciplinaires elles-mêmes jouaient en faveur de l'appareil (admission dans le parti d'un nombre plus élevé d'ouvriers ; élévation de son niveau culturel au moyen d'une éducation « léniniste » intense, etc.), tandis que l'amélioration graduelle des conditions de vie de la classe ouvrière et un certain degré d'intervention planificatrice de l'Etat (24) émoussaient les pointes du mécontentement interne, en fournissant en même temps un alibi politique et une arme de propagande à la direction. Les manifestations bruyantes d'unanimité du Parti auraient pu faire croire que la crise des ciseaux était désormais close et que les critiques et les avertissements dénoncés comme l'expression d'une mentalité... petite-bourgeoise n'avaient pas de raison d'être.

En réalité, il en allait tout autrement.

(A suivre.)

---

(24) Comme il l'avait déjà fait et comme il le refera, le « centre » stalinien prendra habilement appui sur l'acceptation de divers points énoncés par la gauche pour mieux démolir sa vision d'ensemble et l'utiliser pour ses propres fins.

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste International (programme communiste)

Dans ses numéros les plus récents, « Le Prolétaire » a notamment publié des articles sur les sujets suivants (le chiffre entre parenthèses indique le numéro du journal) :

- **La méthode de la lutte de classe**
  - Une seule politique : celle que commandent nos intérêts de classe (243)
  - Combattre l'opportunisme (245)
  - La démocratie au poteau (247)
  
- **Luttes revendicatives et syndicales**
  - La grève des loyers dans les foyers SONACOTRA (242, 243, 245)
  - La grève des nettoyeurs du métro (246, 247)
  - APC/Toulouse : une grève sabotée (249)
  - « Unité sereine » des directions CGT-CFDT contre les intérêts de la lutte prolétarienne (249)
  
- **Solidarité avec les luttes anti-impérialistes**
  - Impérialisme français hors d'Afrique ! (242)
  - L'intervention criminelle de la France au Zaïre (242)
  - L'impérialisme français a les mains libres (243)
  - Prouesses de la France impérialiste (244)
  - L'impérialisme français, pilleur de l'Afrique (245)
  
- **Dans le monde**
  - La question des nationalités en Espagne (242)
  - En Algérie, « révolution agraire » et volontariat (242)
  - Vicissitudes de l'Italie d'après-guerre (245, 246)
  - En Suisse, 40 ans d'ignoble « paix du travail » (248)
  
- **Critique politique et théorique**
  - La gauche mûre pour gouverner (244)
  - Les aveux de l'eurocommunisme (248)
  - PC-PS : une querelle sur mesure (249)
  - Phrase activiste ou préparation révolutionnaire ? (A propos du groupe « Le Bolchévik ») (248)

Le numéro : 2 F. Abonnement annuel : 40 F ; pli fermé : 60 F. Commandes aux Editions Programme, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12<sup>e</sup>. Distribué par les NMPP.

# Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet »

*Le début de ce chapitre de notre « Histoire de la Gauche communiste » a paru dans Programme communiste n° 71 et 72.*

## 6. Parti et « préparation révolutionnaire » vus par l'ordinovisme

Dans la série d'articles publiés en appendice, le lecteur attentif trouvera une critique développée des théorisations confuses des « conseils » faites par les ordinovistes comme par les maximalistes, et, surtout dans la conclusion du dernier article, une synthèse de la position marxiste sur ce problème, qui converge totalement avec les thèses ultérieures de la III<sup>e</sup> Internationale.

Nous avons déjà mentionné dans le chapitre V de cette « Histoire de la Gauche communiste » les manifestations les plus caractéristiques du groupe ordinoviste au cours de la période janvier-mars 1920 ; celles de la période avril-juin seront évoquées au chapitre VII (1). Il faut nous arrêter ici sur la tentative de Tasca, qui voulut « revoir » les positions ordinovistes en les rapprochant du maximalisme et même du réformisme déclaré, en accentuant leur côté « syndicalo-unioniste » et en atténuant — ne fût-ce que pour se défendre contre la critique marxiste de la Gauche — l'aspect par trop anarchiste de leurs formu-

---

(1) Le chapitre V (« Le maximalisme à la dérive et la bataille de la Gauche ») et le chapitre VII (« Vers le Parti communiste ») de cette *Histoire de la Gauche communiste* n'ont pas encore été publiés en français. Rappelons en revanche au lecteur qu'il peut trouver dans les n° 58, 59 et 60 de cette revue les chapitres VIII (« La Gauche communiste d'Italie et le mouvement communiste international ») et IX (« Le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste : un sommet et une croisée des chemins »).

lations. L'entreprise, menée avec un éclectisme des plus désinvoltes, n'apporta en fait aucune vision cohérente ni fondamentalement différente de celle des Turinois. Cependant, soucieux des conséquences platement réformistes (à savoir la collaboration avec l'extrême-droite de la CGIL) de ses propres positions « productivistes » poussées jusqu'au bout, soucieux aussi de ne pas prêter le flanc aux critiques de la Gauche par des formulations ouvertement maximalistes, Gramsci a accentué dans sa polémique avec Tasca ces aspects « libéralo-libertaires » contre lesquels celui-ci s'élevait en paroles, mais que, faute de leur opposer des affirmations précises, il reprenait également. La discussion — d'un « niveau théorique » très bas, ne serait-ce qu'à cause de l'inconséquence des interlocuteurs — ressemble à certains débats de la « gauche » allemande, où des groupes reprochèrent au KAPD lui-même d'être un « parti de chefs ».

Dans l'article *Gradualisme et révolutionnarisme dans les conseils d'usine* de *L'Ordine Nuovo* du 17-1-1920, Tasca avait écrit :

*« Les syndicats et les fédérations [...] conduisent directement l'ouvrier au communisme, à travers la lutte de résistance et pour des améliorations ; les Conseils d'usine se proposent de conduire également les ouvriers au communisme, à travers la lutte pour le contrôle de la production [...]. Il est vrai que la dictature du prolétariat sera « la dictature consciente du Parti socialiste » [c'est là une tirade caractéristique du maximalisme, qui rejoint celle de Léon Blum disant au Congrès de Tours : « dictature d'un parti comme le nôtre », c'est-à-dire style II<sup>e</sup> Internationale, organisé pour la démocratie parlementaire, « et non comme le vôtre », c'est-à-dire bolchévique, véritablement communiste] ; mais cette dictature ne doit pas s'exercer du dehors, en imposant un réseau de clubs de nouveaux jacobins déclamant et légiférant [si on pense que c'est Tasca qui parle et non Gramsci, on voit que la différence entre eux, en admettant qu'elle existe, est difficile à trouver !], mais du dedans, faisant en sorte que toutes les formes de la vie prolétarienne : Conseils d'usine, Conseils agricoles, syndicats, coopératives, coopératives de production, etc., soient dans les mains des communistes. Il n'y a pas lieu de discuter ici du mode d'élection des soviets ; nous considérons que leur noyau peut surgir dès à présent et être ainsi constitué par les Conseils économiques dans lesquels le parti, les organisations syndicales, les Conseils de producteurs industriels et agricoles, les coopératives, enverraient leurs représentants pour discuter des problèmes de la vie ouvrière, vidant ainsi dès aujourd'hui les institutions de la démocratie bourgeoise de tout contenu. [...] Même si les ouvriers ne le demandaient pas et si les organisations y étaient opposées, les communistes qui veulent que toute la vie prolétarienne s'oriente vers le communisme devraient créer des Conseils de producteurs, et s'en servir pour former la conscience politique des ouvriers et des paysans. A Turin, ces Conseils se sont révélés des instruments précieux pour la formation d'une psychologie révolutionnaire des masses, pour accroître leurs capacités de lutte, pour établir une discipline d'idées efficace. »*

Au Congrès de la Bourse du Travail de Turin, fin mai, Tasca affirme qu'« aucune conquête ne peut être faite avec la prétention d'arracher des « bribes » de pouvoir au capitaliste » ; ce qui ne l'empêche pas de déclarer que « le conseil est l'organe de pouvoir [!] prolétarien sur le lieu de travail et tend à donner au salarié une conscience de producteur [quelle différence avec Gramsci ?] et donc à porter la lutte de classe du plan de la résistance à celui de la conquête ». Il présente par conséquent le « terrain de la révolution » comme « celui du pouvoir prolétarien communiste qui veut se substituer au pouvoir anarchique de la bourgeoisie ».

L'Ordine Nuovo du 5-6-1920 publie deux textes de Gramsci : l'éditorial *Le Conseil d'usine* et *Le rapport Tasca et le congrès de Turin des Bourses du Travail*, ainsi qu'un texte de Tasca, qui affirme que si Gramsci revendique bien la théorie de l'impérialisme (défini par Tasca comme « un vice contracté durant la guerre »), il en déduit à tort l'identité Conseil d'usine = Soviet. Tasca, lui, en propose une autre : Syndicat = Conseil d'usine ; il s'agirait « d'un organisme unique, puisque le conseil n'est que l'expression de l'activité syndicale sur le lieu de travail, et le syndicat, l'organe d'ensemble qui regroupe les conseils par branche de production en coordonnant et disciplinant leur action ». Le 15-6, critiquant l'éditorial de Gramsci du numéro précédent, Tasca affirme (non sans raison) :

« Cet article développe un concept proudhonien, celui de « l'atelier qui se substitue au gouvernement », et la conception de l'Etat qui y est exposée est anarchiste et syndicaliste, non marxiste... L'Etat communiste est formé par les Soviets, les Conseils ouvriers et paysans, qui sont des organismes de type « volontaire » et qui seuls, de par leur nature volontaire, peuvent se donner un Etat. Le Conseil d'usine n'est que l'antithèse du pouvoir capitaliste tel qu'il se trouve organisé sur le lieu de travail, il est son négatif et, en tant que tel, incapable de le dépasser. »

Il est cependant tout à fait évident que, pour Tasca, la synthèse qui confère à la classe l'existence de *classe pour soi* est le Soviet et non le Parti ; il fait ainsi rentrer par la fenêtre l'immédiatisme qu'il chasse par la porte. De même, tout en niant que l'Etat ouvrier représente un retour à l'économie libérale, il définit le prolétariat (dans un texte du 19-6) comme « la seule classe capable aujourd'hui de ramener le capital à la production, de former le monde de l'économie suivant les rapports de production... de modeler les rapports de propriété en fonction des rapports de production ». Et il observe :

« La conception abstraite et anti-historique que — selon moi — le camarade Gramsci se fait des Conseils d'usine, dérive [...] du fait qu'il les considère essentiellement comme l'amorce de l'Etat ouvrier, dont Parti et Syndicats doivent s'efforcer d'assurer le développement [...]. Gramsci a refait l'erreur des syndicalistes, en l'aggravant, parce que les

*Syndicats d'industrie sont plus aptes que les Conseils d'usine à gérer directement la production [De Léon !] selon ses exigences propres, telle que nous l'héritons de la bourgeoisie et telle que nous la voyons se développer [et non, par conséquent, selon les besoins de l'espèce, ni suivant le plan qui les exprime !], et parce que le programme syndicaliste avait sa méthode propre, ce qu'on appelle « l'action directe », méthode qui manque totalement dans le « programme » du camarade Gramsci» [Jusqu'à la grève qui y manque — sans même parler de la grève générale !]*

Malgré sa nature *contradictoire* et *fallacieuse*, la critique de Tasca dénonce des aberrations ordinovistes réelles. Il est remarquable qu'à la même époque ou en réponse directe aux articles de Tasca, Gramsci accentue l'orientation fondamentalement immédiate de sa pensée, et ceci juste au moment où se prépare le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale et où mûrit en Italie la question du parti. Les citations qui suivent montrent à l'évidence que l'ordinovisme ou, si on préfère, le gramscisme, est *étranger* au courant marxiste. Dans *Parti de gouvernement et Classe de gouvernement* (28-2, 6-3) on lit :

*« Il ne peut exister de gouvernement ouvrier si la classe ouvrière n'est pas en mesure de devenir, dans sa totalité [dans ses moments de grâce l'ouvriérisme peut parfois comprendre des phénomènes comme Makhno, mais jamais un Kronstadt !] le pouvoir exécutif de l'Etat ouvrier. Les lois de l'Etat ouvrier doivent être exécutées par les ouvriers eux-mêmes : c'est seulement ainsi que l'Etat ouvrier ne court pas le risque de tomber entre les mains d'aventuriers et de politiciens, ne court pas le risque de devenir une imitation de l'Etat bourgeois. C'est pourquoi la classe ouvrière doit s'habituer [sic] à la gestion sociale, doit acquérir la culture et la psychologie d'une classe dominante (2), les acquérir avec ses moyens et ses systèmes, à travers les meetings, les congrès, les discussions et l'éducation mutuelle. Les Conseils d'usine ont été une des premières formes de cette expérience historique de la classe ouvrière italienne qui tend à l'auto-gouvernement [sic] dans l'Etat ouvrier. Un second pas, et des plus importants, sera le premier Congrès des Conseils d'usine : toutes les usines italiennes y seront conviées : ce sera un congrès de toute la classe prolétarienne italienne, représentée par ses délégués expressément élus et non par des fonctionnaires syndicaux. »*

En somme, un « informe parlement ouvrier », comme dira Trotsky. Même chose dans *Le Conseil d'usine* (5-6-1920) :

---

(2) Avant même la prise du pouvoir ! A cette fin l'*Ordine Nuovo* du 12-7-1919 proposait la constitution de « Soviets de culture prolétarienne » comme « foyers de propagande communiste concrète et réalisatrice ». Et dans un article du 6-3-1920, le rôle du parti est réduit, exactement comme par le KAPD ou Pannekoek, à un travail de « culture et éclaircissement ».

« Le processus réel de la révolution prolétarienne ne peut être identifié au développement et à l'action des organisations de type volontaire et contractuel que sont le parti politique et les syndicats de métier [...]; toute la classe ouvrière est devenue révolutionnaire [...]; la période actuelle est révolutionnaire parce que la classe ouvrière tend de toutes ses forces, de toute sa volonté, à fonder son Etat. Voilà pourquoi nous disons que la naissance des Conseils ouvriers d'usine représente un événement historique grandiose, représente le début d'une nouvelle ère de l'histoire de l'espèce humaine : elle fait venir au jour le processus révolutionnaire, elle le fait entrer dans la phase où il peut être contrôlé et informé [...]. La classe ouvrière affirme ainsi que le pouvoir industriel, que la source du pouvoir industriel doit retourner à l'usine; elle pose à nouveau l'usine, du point de vue ouvrier (?), comme la forme sous laquelle la classe ouvrière se constitue en corps organique déterminé, comme cellule d'un nouvel Etat [Tasca avait beau jeu de dénoncer l'inspiration « proudhonienne »], comme base d'un nouveau système représentatif, le système des Conseils. Puisqu'il naît suivant une configuration productive, l'Etat ouvrier crée d'emblée les conditions de son développement, de sa dissolution en tant qu'Etat [mais, pour le marxisme, cette « extinction » de l'Etat est subordonnée à la destruction des classes], de son incorporation organique dans un système mondial, l'Internationale communiste ».

Dans la polémique *Le rapport Tasca et le Congrès de Turin des Bourses du Travail* (même numéro) on peut relever quelques déformations grossières du « modèle » russe. A commencer par une référence totalement incorrecte au *Programme des communistes* de Boukharine, qui parle bien de « contrôle », mais après la prise du pouvoir, dans le cadre des « interventions despotiques » dans l'économie. Ou encore une interprétation inepte de la « militarisation du travail »; selon Gramsci, elle découlerait de l'introduction dans la production industrielle de « masses paysannes arriérées », pour qui le Conseil n'aurait pas de « signification [...] dans le domaine industriel » et pour qui « l'unique forme adéquate de discipline collective est la discipline de l'armée révolutionnaire, avec sa phraséologie et son enthousiasme guerriers ». Si Tasca se fait une idée carrément erronée de l'impérialisme, Gramsci en déduit, lui, une « ligne » (absolument imaginaire) de la III<sup>e</sup> Internationale, ligne correspondant à la doctrine d'un seul des « théoriciens » qu'il cite, Anton Pannekoek, puisqu'elle implique le fait de « reconnaître dans le Conseil et le système des Conseils la forme, spécifique dans toute l'Internationale, de l'Etat prolétarien, qui surgit spontanément [*sic*] de la situation économique et politique faite au prolétariat par la phase de développement du capitalisme à l'époque actuelle ». On voit affleurer ici, avec la confusion entre Soviet et Conseil d'usine, ce *spontanéisme* que toutes les thèses du Komintern combattaient alors de front et taillaient en pièces.

L'analogie profonde avec les conceptions du « socialisme des

conseils » se retrouve dans *Syndicats et Conseils* (12-6), qui oppose *spontanéité* à *bureaucratie*, action de masse à domination de chefs :

*« De par sa personnalité révolutionnaire, le Conseil tend à déchaîner à tout moment la guerre des classes ; de par sa forme bureaucratique, le syndicat tend à ce que la guerre de classe ne soit jamais déchaînée [...]. La force du Conseil réside dans le fait qu'il adhère à la conscience de la masse ouvrière, qu'il est la conscience même de la masse ouvrière qui veut s'émanciper de façon autonome, qui veut affirmer sa liberté d'initiative dans la création de l'histoire : toute la masse participe à la vie du Conseil et, de par cette activité, se sent quelque chose. »*

Peu de temps avant le II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale, le 3-7-1920, paraît un article très important, *Deux révolutions*, dirigé surtout contre la Gauche. Il débute en assimilant la révolution communiste à la révolution bourgeoise, le pouvoir prolétarien au pouvoir capitaliste, c'est-à-dire à l'« appareil juridique d'un pouvoir économique réel ». Par conséquent, « 1) la révolution n'est pas nécessairement prolétarienne et communiste parce qu'elle se propose et obtient le renversement du gouvernement politique de l'Etat bourgeois ; 2) elle n'est pas non plus prolétarienne ni communiste parce qu'elle se propose et obtient l'anéantissement des institutions représentatives et de la machine administrative à travers laquelle le gouvernement central exerce le pouvoir politique de la bourgeoisie ; 3) elle n'est pas prolétarienne ni communiste même si la vague de l'insurrection populaire [*sic* !] met le pouvoir aux mains d'hommes qui se disent (et sont sincèrement) communistes » ; elle est prolétarienne et communiste *seulement dans la mesure où les conditions suivantes* sont réalisées : « existence de forces productives tendant au développement et à l'expansion, mouvement conscient [*sic*] des masses prolétariennes visant à soutenir le pouvoir politique par le pouvoir économique [*comme s'il pouvait exister une « économie prolétarienne » !*], volonté des masses prolétariennes d'introduire l'ordre prolétarien dans l'usine, de faire de l'usine la cellule du nouvel Etat, de construire le nouvel Etat comme reflet du rapport industriel du système des fabriques ». On ne saurait exposer plus clairement la *mystique de l'usine*, censée incarner à la fois le « pouvoir économique prolétarien » et un « ordre nouveau » qui rend impossible « l'existence de la société divisée en classes », qui conduit à l'extinction de l'Etat par la dissolution du prolétariat en tant que classe pour « devenir l'humanité » — tout cela dans une économie qui reste fondée sur *l'échange* ! (3)

*« Voilà pourquoi nous avons toujours considéré que le devoir des noyaux communistes existant dans le Parti était de ne pas tomber dans les hallucinations particularistes (problème de l'abstentionnisme électoral, problème de la constitution d'un parti « vraiment » communiste), mais de travailler à créer les conditions de masses dans lesquelles*

---

(3) D'ailleurs, dans *l'Ordine Nuovo* du 27-6-1919, Gramsci identifie « le développement de l'Etat communiste » à « une démocratie dans laquelle s'absorbe la dictature du prolétariat », définition tout à fait semblable à celle de Kautsky.

*il soit possible de résoudre tous les problèmes particuliers comme problèmes du développement organique de la révolution communiste. Peut-il, en effet, exister un Parti communiste (qui soit un parti d'action et non une académie de purs doctrinaires et politiciens qui pensent « bien » et s'expriment « bien » en matière de communisme) s'il n'existe pas au sein des masses un esprit [et voilà « l'esprit des masses » cher au KAPD !] d'initiative historique et une aspiration à l'autonomie industrielle qui doivent trouver leur reflet et leur synthèse dans le Parti communiste ? [...] La tâche principale des forces communistes [...] est précisément de donner une conscience et une organisation aux forces productives, essentiellement communistes [?!], qui devront se développer et, en s'élargissant, créer la base sûre et permanente du pouvoir politique dans les mains du prolétariat. »*

En même temps qu'il revendique la fonction *national-populaire* du parti communiste (4), qui « devient le parti de confiance « démocratique » de toutes les classes opprimées », Gramsci ajoute :

*« Pour les communistes qui ne se contentent pas de remâcher de façon monotone les rudiments du communisme et du matérialisme historique, mais qui vivent dans la réalité de la lutte et comprennent la réalité, telle qu'elle est, du point de vue du matérialisme historique et du communisme, la révolution en tant que conquête du pouvoir social par le prolétariat ne peut être comprise que comme un processus dialectique dans lequel le pouvoir politique rend possible le pouvoir industriel et le pouvoir industriel rend possible le pouvoir politique. »*

Dans cette formule aussi fautive que « suggestive », on en revient à l'hypothèse de la *simultanéité* de la prise du pouvoir politique et écono-

---

(4) Deux autres citations suffiront à montrer que nous ne nous livrons pas *a posteriori* à une interprétation abusive. Dans l'*Ordine Nuovo* du 4-10-1919, Gramsci écrit : « Aujourd'hui, la classe « nationale » c'est le prolétariat, c'est la multitude des ouvriers et des paysans, des travailleurs italiens qui ne peuvent permettre la désagrégation de la nation, parce que l'unité de l'Etat est la forme de l'organisme de production et d'échange construit par le travail italien, est le patrimoine de richesses sociales que les prolétaires veulent apporter dans l'Internationale communiste : seul l'Etat prolétarien, la dictature prolétarienne, peut aujourd'hui arrêter le processus de dissolution de l'unité nationale, parce qu'il est le seul pouvoir réel qui puisse contraindre les bourgeois factieux à ne pas troubler l'ordre public, en leur imposant de travailler s'ils veulent manger. »

L'autre texte, du 19-7-1919, montre que la parenté avec le « socialisme des conseils » impliquait aussi un certain « national-bolchévisme » : « Dans l'Internationale socialiste, les Italiens sont à la tête d'un mouvement de rébellion contre la tyrannie des nations qui possèdent le capital international et l'utilisent dans un but de domination politique et d'exploitation économique ; ils entraînent les masses de France et d'Angleterre à combattre pour la libération du monde ; ils sont les seuls à penser à un avenir où l'Italie ne sera plus la Chine de l'Europe, mais aura la possibilité d'un développement plein et libre. » Rappelons aussi que dans l'*Avanti* piémontais du 13-10-1919, Gramsci définissait « la classe ouvrière qui s'identifie, dans sa respiration, avec le monde » comme la « jeunesse de la société italienne ». Sans commentaire !

mique, en supposant toutefois que certaines formes au moins de *pouvoir économique* doivent *entamer* le processus. On sait que Gramsci fait tout de même une distinction entre *soviet* et *conseil d'usine*. Mais s'il a cru voir le soviét réalisé (ne fût-ce que temporairement) en Allemagne, en Autriche, en Bavière ou en Hongrie, il le voyait comme une organisation politique incapable de « *toucher aux rapports économiques* » ; pour lui, ce n'est donc pas le soviét qui *caractérise* la révolution communiste : c'est le réseau des conseils d'usine qui « *réussit à supprimer la concurrence capitaliste* » (*et la concurrence entre les entreprises ? et les catégories capitalistes, parmi lesquelles l'entreprise, justement ?!*) et « *crée les conditions où la société divisée en classes est supprimée et toute nouvelle division en classes rendue impossible* ».

On oppose ainsi une révolution « *politique* », faite par le parti et le soviét, à la révolution « *sociale* » qui s'exprime à travers la construction des conseils. Loin que la révolution politique y précède la révolution sociale (économique), cette vision n'admet *qu'une* révolution : la sociale-conseilliste. Position qui constitue le fond de la critique non seulement ouvriériste, mais anarchiste (5) du marxisme. Ainsi, Gramsci soutient (c'est nous qui soulignons) :

*« Il est nécessaire de promouvoir la constitution organique d'un parti communiste qui ne soit pas un ramassis de doctrinaires ou de petits Machiavels, mais un parti d'action communiste révolutionnaire, un parti qui ait une conscience exacte de la mission historique du prolétariat et sache guider le prolétariat dans l'accomplissement de sa mission, qui soit donc le parti des masses qui veulent se libérer par leurs propres moyens, de façon autonome, et non un parti qui se sert des masses pour s'essayer à des imitations héroïques des jacobins français. »*

On ne saurait être plus explicitement *antibolchévik* — à la veille du II<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. ! — et Gramsci, polémiquant courtoisement avec les anarchistes courtisés, aura beau écrire le 29-8 dans l'*Avanti* piémontais que « *l'Etat ouvrier est le Comité de salut public de la révolution prolétarienne* », cette hirondelle ne fera pas le printemps ! Quant à la solidité historique des « *arguments concrets* » de notre *Realpolitiker* improvisé, elle est attestée par le fait que pour lui, les « *conditions externes* » [?] de la révolution, c'est-à-dire « *le Parti communiste, la destruction de l'Etat bourgeois, de fortes organisations syndicales, l'armement du prolétariat* » existaient alors « *en Allemagne, en Autriche, en Bavière, en Ukraine, en Hongrie* », où cependant « *la révolution comme acte destructif n'a pas été suivie par la révolution comme processus reconstructif dans le sens communiste* » parce que manquait

(5) « *L'idée libertaire*, écrit Gramsci dans l'*Ordine Nuovo* des 28-6 et 5-7-1919, *aura encore pendant un moment une tâche à accomplir : elle continuera la tradition libérale dans le sens où celle-ci a imposé et réalisé des conquêtes humaines qui ne doivent pas mourir avec le capitalisme* ».

« la volonté [...] de faire de l'usine la cellule du nouvel Etat ». Et voilà pourquoi ce furent des révolutions au sens *jacobin* !

L'article du 17-7 sur *Les groupes communistes* n'est pas moins important ; il contient une série de thèses proprement KAPDistes : « Dans la période historique dominée par la classe bourgeoise, toutes les formes d'association (même celles que la classe ouvrière a constituées pour soutenir ses luttes), étant donné qu'elles naissent et se développent sur le terrain de la démocratie libérale, ne peuvent qu'être inhérentes au système bourgeois et à la structure capitaliste ». Cela vaut donc pour le *parti* et le *syndicat*, tandis que le conseil (qui est pourtant, par définition, sinon « inhérent » du moins « adhérent » à la structure capitaliste d'entreprise !) « représente l'effort de libération constant que la classe ouvrière accomplit par elle-même, avec ses propres moyens et systèmes, pour des fins qui ne peuvent être que les siennes propres, sans intermédiaires, sans délégation de pouvoir à des fonctionnaires ni à des politiciens de carrière ». N'est-ce pas l'écho de l'ouvriérisme et du conseilisme allemand ? On va voir où conduit la distinction entre soviets et conseil. Les soviets sont des assemblées territoriales, comme les sections du parti ; de ce fait Gramsci tire d'abord une critique métaphysique du soviets, considéré comme une sorte de « sous-produit » du parlement bourgeois, ensuite une préfiguration de l'organisation par cellules d'usine, qui sera le noyau de la pseudo-bolchévisation de l'Internationale en 1925 (ce n'est pas par hasard que celle-ci trouvera ses plus ardents zéloteurs parmi les ex-ordinovistes de la nouvelle direction *centriste* du P.C. d'Italie.) Même abstraction faite de leur ton, ces passages, qui invoquent une « noblesse des producteurs » à la Sorel, sont à faire dresser les cheveux sur la tête :

*« L'assemblée est la forme d'association politique qui correspond à l'Etat basé sur la circonscription territoriale. Elle prolonge l'organisation des populations barbares qui exprimaient leur souveraineté en frappant le sol de leurs lances et en hululant. La psychologie des assemblées qui expriment la souveraineté en régime démocratique est la « psychologie des foules », c'est-à-dire la prédominance des instincts animaux et de l'irresponsabilité anonyme sur la rationalité et la spiritualité ; elle produit les lynchages quand les sentiments les moins élevés dominent, et dans les moments d'exaltation lyrique, elle pousse à se substituer aux chevaux pour tirer en triomphe le char de la danseuse à la mode. C'est pourquoi le député le plus intelligent et le plus avisé de l'assemblée nationale italienne a déclaré que le Parlement est au Soviet ce que la Cité est à la horde barbare.*

*« Puisque l'Etat ouvrier est un moment du processus de développement de la société humaine qui tend à identifier ses rapports de convi-  
vance politique avec les rapports techniques de la production industrielle, l'Etat ouvrier ne repose pas sur des circonscriptions territoriales, mais sur les structures organiques de la production : les usines, les chantiers, les arsenaux, les mines, les manufactures. Dans la mesure où*

*le Parti socialiste s'organise sur les lieux de travail, il s'affirme comme parti de gouvernement de la classe ouvrière dans les nouvelles institutions que la classe ouvrière est en train d'élaborer pour réaliser son autonomie historique, pour devenir classe dominante. La substance historique de l'association politique prolétarienne n'est plus uniquement la volonté de conquérir la majorité dans les assemblées populaires de l'Etat bourgeois ; c'est aussi la volonté d'aider concrètement la classe ouvrière dans son pénible travail d'élaboration. Il devient possible de prévoir une transformation radicale de la forme d'organisation du Parti : l'assemblée des adhérents, atomes individuels, responsables seulement devant leur conscience troublée et engourdie par le vacarme, par les improvisations démagogiques et la peur de ne pas être à la hauteur des assises politiques du prolétariat, sera remplacée par des assemblées de délégués à mandat impératif, qui voudront remplacer les discussions générales et confuses par des discussions sur des problèmes concrets qui intéressent le personnel des usines ; qui, poussés par les besoins de la propagande et de la lutte dans les usines, voudront que les assemblées de parti deviennent finalement une préparation à la conquête réelle du pouvoir économique et politique par les masses prolétariennes. Il devient possible de prévoir la transformation du Parti socialiste, d'association qui est née et s'est développée sur le terrain de la démocratie libérale, en un type nouveau d'organisation qui n'appartient qu'à la civilisation prolétarienne. »*

Le pouvoir politique de la classe ouvrière, écrivait Marx dans *La guerre civile en France*, ne peut coexister avec la perpétuation de son asservissement social. Cela signifie « seulement » que le pouvoir prolétarien doit tendre à briser les rapports de production capitalistes par une série d'interventions despotiques, tout en maintenant et en élargissant le travail associé. Si dans un premier temps « tous deviennent ouvriers », dans le communisme personne n'est ouvrier, parce que le communisme résulte de l'autosuppression du prolétariat, qui implique la suppression de toute classe, de la séparation entre ville et campagne et de la division du travail en général. Manifestement, Gramsci renverse cette vision-prévision marxiste, et il la remplace par une perspective analogue à celle de l'anarchisme, en voulant que le Parti préfigure ce qu'il croit devoir être la « cité future » (pour employer cette expression « utopiste » qu'il chérit). Il retombe ainsi au niveau de l'« Internationale de Sonvilliers », qu'Engels, en plein accord avec Marx, a ridiculisée et assimilée à l'Eglise-Cité de Dieu du christianisme primitif.

Pour le marxisme, « le parti est à la fois un facteur et un produit du développement historique des situations et, à moins de retomber dans un nouvel utopisme plus lamentable encore que le précédent, on ne pourra jamais le considérer comme un élément extérieur et abstrait, capable de dominer le milieu ambiant. Que dans le parti on puisse tendre à créer un milieu farouchement antibourgeois, qui annonce dans une large mesure les caractères de la société communiste, cela a été affirmé depuis longtemps, par exemple par les jeunes communistes

italiens dès 1912. Mais cette juste aspiration ne peut nous amener à considérer le parti idéal comme un phalanstère entouré de murs infranchissables » (6) et donc imperméables à l'influence idéologique et aux agents de la classe dominante. Et que signifie donc « ambiance féroce-ment antibourgeoise », sinon ambiance *militante* opposée au révolutionnarisme de salon, illuministe et culturaliste, cherchant à former de « bons producteurs » ou des « ouvriers autodidactes » ; une ambiance dans laquelle la discipline de fer, « de type militaire », résulte non d'une contrainte extérieure comme à la caserne ou d'un carriérisme servile, mais de l'engagement volontaire et de l'esprit de sacrifice. Le fait que tous les membres du parti déclarent adhérer à son programme ne suffit pourtant pas à en faire un mystique « Ordre du Saint Graal » ; et si on le fait coller à l'appareil productif (en oubliant, simple « détail », que la société communiste ne peut être calquée sur la structure industrielle, sur les entreprises), on obtiendra le résultat inverse. En effet, même le parti le plus « véritablement communiste » doit exercer en son sein une vigilance révolutionnaire permanente, et la structuration *par usine* est celle qui la rend le plus difficile : elle donne au parti une configuration *labouriste*, et réserve la préparation et l'élaboration *politiques* à des cadres fonctionnaires, seul lien entre centre et base.

Marx dans sa polémique contre les proudhoniens français, et Lénine dans sa polémique contre les menchéviks, ont montré que le parti communiste n'est pas un parti formé « d'ouvriers » mais de *militants*, de « révolutionnaires professionnels ». La prétendue bolchévisation de l'Internationale rejetait l'ABC du marxisme et la leçon de 1902-1904 : elle imposait une formule organisationnelle étrangère à la fonction du parti révolutionnaire, une des méthodes organisationnelles à *éliminer* de l'éventail des solutions *possibles*, déterminables dans le domaine de l'organisation comme dans celui de la tactique. Un mouvement communiste *peut*, dans sa phase embryonnaire, être réduit à un cercle de propagande ; un parti *peut*, selon les circonstances, être entièrement ou partiellement clandestin, etc. ; mais, de même qu'il *ne peut pas* tolérer la « liberté de critique » en son sein, le parti *ne peut pas* être construit sur des groupes d'usine, préoccupés essentiellement de problèmes d'usine, particuliers et locaux.

Une note du 17-7 sur la constitution de « groupes d'amis de l'Ordine Nuovo » précise la conception gramscienne de la « préfiguration », en anticipant les *Cahiers* et en confirmant la vocation culturaliste de l'ordinovisme :

« Nous n'imposons aucun programme : le mot « culture » a une signification suffisamment large, propre à justifier toute liberté d'esprit,

---

(6) Cf. Thèses de Naples (1965) dans *Défense de la continuité du Programme Communiste*, p. 215.

*mais il a par ailleurs un contenu précis, dans lequel on ne peut faire entrer qu'une activité ayant en elle-même la capacité de se donner une discipline. Nous ne nous sommes jamais éloignés de la poursuite de ce but, la culture, mais elle nous a conduit à développer un programme précis. Pour nous, culture signifie sérieux des attitudes mentales et de la vie, et nos « amis » trouveront sûrement dans ces quelques concepts une base convenable pour la constitution de noyaux homogènes. Ils contiennent quelque chose de moins, mais infiniment plus qu'un programme. Et ainsi nos groupes, trop différents d'une association politique, recèleront en eux une capacité plus modeste mais neuve, celle d'être, à un moment où tous les liens désintéressés semblent se défaire et disparaître, de petits centres autour desquels se regroupent des jeunes, des gens qui savent encore être désintéressés, qui accordent encore une valeur à ce qui ne rapporte rien, ni argent, ni situation. Qui donc a dit que la rénovation prolétarienne du monde ne doit pas coïncider avec un retour à des vertus individuelles, qui ne se préparent et ne s'affirment que dans le contact immédiat, permanent, fraternel, de ceux qui ont foi en un principe et trouvent en lui ce qui peut les guider aussi pour s'améliorer eux-mêmes ? »*

La dernière phrase est très intéressante parce qu'elle donne la clé de la conception gramscienne de la... préparation révolutionnaire : tout se ramène finalement à l'affinage de vertus individuelles. A la place du « révolutionnaire professionnel » on met le « bon producteur » et même le « bon lecteur » ; on en arrive ainsi à prêcher l'élévation des individus prolétaires, à l'instar du « socialisme évangélique » de Prampolino, que Gramsci dénonce dans « Les gardes blancs de Reggio Emilia », à juste titre, mais avec des arguments *méridionalistes* et non communistes. Cela explique aussi l'amour de Gramsci pour les pacifistes, les néo-tolstoïens, les « grands noms » du pseudo-communisme français, Romain Rolland, Barbusse, etc.

De son côté, celui qui deviendra le Meilleur [*Il Migliore*, surnom donné par ses courtisans], le chef bien aimé, le maître, le dirigeant éclairé, synthèse de... Mazzini, Cavour et Garibaldi — nous avons nommé Togliatti — avait formulé très clairement cette orientation éducationniste, qui condensait les traditions culturalistes du groupe, les suggestions littéraires surtout françaises et les inspirations libertaires de marque spartaco-tribuniste. Dans l'éditorial de l'*Ordine Nuovo* du 13-3-1920, *Nouvelle tactique*, il soutient que les communistes doivent être des « éducateurs qui se proposent de mettre les masses en mesure d'agir par elles-mêmes ». Gramsci développera cette formule dans les *Cahiers*, définissant le parti comme *nouveau Prince*, mais aussi comme *intellectuel (organique) collectif*. Dans les termes mêmes il ne reste donc rien de la conception réaffirmée et précisée par Lénine, et c'est à bon droit que ledit Togliatti pourra, dans le second après-guerre, parler de parti « d'un type nouveau ».

## 7. Conclusion

Ce parti « d'un type nouveau » était bien « préfiguré » par l'*Ordine Nuovo*, dont l'immédiatisme paré de couleurs plus ou moins gauchisantes représentait un développement organique dans une direction ouvertement démo-labouriste. L'hypothèse de Giorgio Amendola selon laquelle il deviendrait un « parti du travail », n'avait rien d'absurde. Les stalino-déstalinisateurs du national-communisme italien s'affirment donc à bon droit les successeurs légitimes du « parti de Gramsci et Togliatti » ; on ne peut leur dénier cet atavisme. Mais, évidemment, le « parti de Gramsci et Togliatti » n'est pas le « parti de Livourne ». Il faut plutôt l'identifier comme ce groupe qui, à la veille du II<sup>e</sup> congrès de l'I.C., tenait encore le langage que nous avons lu, en dépit de la déclaration (diamétralement opposée !) sur la « Rénovation du Parti socialiste » (cf. chapitre VII), signée et peut-être rédigée par Gramsci, mais très éloignée de la *réalité concrète* du groupe et du « programme » ordinoviste.

Nous avons utilisé le mot « programme », parce que même le refus de programme, le *problémisme* et le *pragmatisme* du groupe constituent une orientation programmatique. Même le situationnisme, le contingentisme, etc., forment un programme, dans la mesure où des forces et des regroupements privés d'une vaste *perspective historique*, et donc enfermés dans le cercle des rapports et des catégories existants, parviennent à s'en donner un. La constance dans l'inconstance est (qu'on nous passe le jeu de mots) une *constante* de la petite bourgeoisie bien plus que de la grande, plus conséquemment conservatrice. Alors que le fascisme, avec toute sa démagogie populiste et sa prétention à être un *antiparti*, fut toujours le parti unique et centralisateur de la grande bourgeoisie impérialiste, industrielle et financière — même lorsque, pour racoler les petits bourgeois exaspérés, il agitait le mythe d'un « socialisme national » — des courants authentiquement petits-bourgeois comme l'ordinovisme peuvent au contraire suivre, dans certains moments, l'avant-garde prolétarienne et se soumettre à elle. Mais cette confluence et cette subordination sont historiquement transitoires : dès que la vague reflue, ces courants abandonnent la cause du prolétariat, lui nuisant d'autant plus qu'ils ont assumé de plus hautes « responsabilités », et, se ralliant à la bourgeoisie stabilisée, ils lui apportent alors le soutien de secteurs plus ou moins importants du prolétariat. De là la tragédie de la III<sup>e</sup> Internationale, la puissance d'expansion de la contre-révolution stalinienne, la garantie de la conservation du capitalisme.

Sans vouloir effacer ou nier les *erreurs* du Komintern, on peut les expliquer et les justifier en se rappelant que même la Gauche, qui avait été la première à les prédire et à les dénoncer, a dû accepter les ordinovistes dans le P.C. d'Italie en train de se former (« trop tard »

objectivement, et subjectivement « trop tôt » !) alors que ce groupe, bien que poussé en avant par les convulsions sociales, était comme on l'a vu, à la veille même de la scission du P.S.I., très loin encore des bases du marxisme révolutionnaire. L'approfondissement des luttes de classe à l'échelle internationale aurait permis une sélection ultérieure ; leur repli l'a empêchée. Bien plus : il a conduit à une situation où ce furent justement ces groupes, que la *formation bolchévique* des partis occidentaux aurait dû éliminer des rangs de l'Internationale, qui menèrent les « sélections » et les « exclusions ».

La Gauche ne se faisait aucune illusion sur la capacité intrinsèque de l'*Ordine Nuovo* à se fondre organiquement dans un parti communiste orthodoxe. C'est le cours des événements qui a rendu impossible l'épuration organique du parti, tout comme il a rendu vaine la lutte engagée à l'époque par Moscou contre le centrisme au sein même de l'Internationale (7). La récession objective du mouvement ouvrier révolutionnaire s'est traduite par un renforcement des tendances opportunistes ; celles-ci, à leur tour, ont d'abord paralysé et ensuite inversé le processus de sélection, qu'on aurait pu réaliser même en battant en retraite. Le dévoiement de la direction internationale transforma ensuite la retraite en honteuse débandade, en fuite éperdue au cours de laquelle furent abandonnés armes et bagages théorico-pratiques.

Il est évident — mais il faut le rappeler face aux « découvertes » stratégiques rétrospectives de certains extrémistes actuels, pires qu'infantiles — que la Gauche n'aurait pu contrer la prédominance des idéologies et des méthodes ordinovistes due au stalinisme en soutenant... les immédiatistes, ceux qui en étaient restés à l'ordinovisme « première manière » ou « première phase », ceux de « l'Internationale communiste ouvrière » ou autres regroupements du même genre, plus éloignés encore du marxisme révolutionnaire que l'*Opposition internationale* qu'inspira par la suite un Trotsky qui n'était plus le « Carnot prolétarien » auteur de *Terrorisme et Communisme*.

Cet exposé des principaux thèmes ordinovistes, qui ne se prétend ni complet ni exhaustif, cette esquisse de chronique des polémiques les plus significatives tendent aussi, et peut-être surtout, à montrer la complète concordance entre la Gauche et le bolchévisme dans la revendication et la restauration intégrales de la doctrine marxiste, et en même temps leur complet isolement à l'échelle internationale. C'est pourquoi nous avons insisté sur les liens multiples et complexes qui rattachent l'ordinovisme au « marxisme européen ». Et ce rappel montre que la reconstitution de l'Internationale communiste — infiniment plus difficile aujourd'hui, où, après la contre-révolution stalinienne, les noyaux marxistes sont infiniment plus réduits qu'à l'époque de la révolution

---

(7) Voir, à ce propos, les chapitres VIII et IX, *Programme Communiste* n° 58, 59 et 60.

d'Octobre — ne peut se réaliser que sur la ligne qui va « de Marx à Lénine, à Livourne 1921, à la lutte de la Gauche contre la dégénérescence de Moscou, au refus des blocs partisans », et qui implique « le dur travail de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, en dehors de la politique personnelle et électoraliste ».

Toute critique de l'ordinovisme qui ne se fonde pas sur ces principes est équivoque ou, dans le meilleur des cas, inconséquente. Car l'ordinovisme, comme toutes les variétés du *marxisme créatif*, consistait justement à fuir cette ligne, à la refuser, à la combattre. Le conflit qui oppose Marx à Proudhon, Lénine aux économistes, la Gauche à l'ordinovisme est fondamentalement le même : c'est « la locomotive de l'histoire » contre le sabotage du petit-bourgeois rêvant de « la charrette paysanne » et du « figuier » chéri de Proudhon ; c'est « la défense, au sein du présent, de l'avenir de la classe », contre « l'adaptation à l'atmosphère du moment, l'incapacité de lutter contre la mode du jour, la myopie politique et le manque de caractère », lesquels constituent selon Lénine (octobre 1906) « le trait typique et caractéristique de l'opportunisme ». Tout en étant invariant, l'opportunisme se distingue par « le manque de précision et de clarté, il est insaisissable » (*Un pas en avant, deux pas en arrière*, 1904). Aussi « il est difficile de prendre un opportuniste au piège d'une formule quelconque : il souscrit facilement à *n'importe quelle* formule, et la reniera avec autant de facilité, car l'opportunisme, c'est précisément le manque de principes définis et solides » (*Que faire ?* 1902) qui conduit à adopter les principes libéraux bourgeois.

Le programme de Livourne figurait une des innombrables formules auxquelles l'opportunisme est prêt à souscrire : il y souscrivit, et il le renia, naturellement. Contingentisme, situationnisme, présentation multiforme de positions petites-bourgeoises, adoption superficielle et momentanée de mots d'ordre révolutionnaires aussitôt rejetés ou interprétés tendancieusement, tout cela, on le retrouve dans l'ordinovisme comme dans *toutes les formes d'opportunisme*. Car, comme écrivait Lénine dans *Marxisme et révisionnisme* (avril 1908), « de l'essence même de cette politique il résulte clairement qu'elle peut prendre une infinité de formes, et que n'importe quel problème plus ou moins « nouveau », n'importe quel changement plus ou moins inattendu et imprévu — même s'ils affectent dans une mesure infime et pour un laps de temps très bref le cours principal des événements — doivent toujours et inévitablement engendrer telle ou telle variété de révisionnisme [...]. Même ce « révisionnisme de gauche » qui est apparu aujourd'hui dans les pays latins sous la forme de « syndicalisme révolutionnaire » s'adapte lui aussi au marxisme en le « corrigeant » : Labriola en Italie, Lagardelle en France font continuellement appel d'un Marx qui aurait été mal compris, à un Marx bien compris [...]. Le socialisme pré-marxiste a été battu. Il continue la lutte, non plus sur son propre terrain, mais

sur le terrain général du marxisme, en tant que révisionnisme ». Révisionnisme *de droite ou de gauche*, ajouterons-nous, et éventuellement « mille fois plus à gauche » comme Gramsci, comme la majeure partie de l'ouvriérisme actuel, qui, même lorsqu'il snobe le père spirituel du PC italien, ne fait que répéter sa vieille rengaine proudhonienne.

---

## Textes annexes

*Le manque de place nous interdit de reproduire intégralement les documents cités dans l'édition italienne de la Storia della Sinistra Comunista, qui constituaient pourtant déjà une sélection. Nous sommes obligés de ne garder que les passages les plus significatifs et les plus directement en rapport avec notre propos.*

*Nous citerons cependant sans coupures l'article de Gramsci paru dans l'Avanti! du 24-11-1917. Le plus énorme, peut-être, est que la rédaction ait fait paraître sans le moindre commentaire ni la moindre critique ce texte qui montre à quel point Gramsci était encore loin du marxisme.*

### **La révolution contre « Le Capital » (A. Gramsci)**

La révolution des bolchéviks s'est définitivement greffée sur la révolution générale du peuple russe. Les maximalistes (1), qui ont été jusqu'à il y a deux mois le ferment nécessaire pour empêcher les événements de stagner, pour que la marche vers l'avenir ne s'arrête pas en donnant naissance à un arrangement sous une forme définitive — qui aurait été un arrangement bourgeois — se sont emparés du pouvoir, ont établi leur dictature, et sont en train d'élaborer les formes socialistes dans lesquelles la révolution devra finalement s'installer pour continuer à se développer harmonieusement, sans de trop grandes secousses, à partir des grandes conquêtes désormais réalisées.

La révolution des bolchéviks est faite d'idéologie plus que de faits. (C'est pourquoi il nous importe peu, au fond, d'en savoir plus que ce

---

(1) Dans ce texte, maximaliste est synonyme de *communiste*.

que nous en savons.) C'est la révolution contre *Le Capital* de Karl Marx. En Russie, *Le Capital* de Marx était le livre des bourgeois plus que des prolétaires. C'était la démonstration critique de la nécessité inéluctable qu'une bourgeoisie se forme en Russie, qu'une ère capitaliste y commence, qu'une civilisation de type occidental s'y instaure, avant que le prolétariat puisse ne serait-ce que songer à son propre soulèvement, à ses revendications de classe, à sa révolution. Les faits ont dépassé les idéologies. Les faits ont fait éclater les schémas critiques à l'intérieur desquels, selon les canons du matérialisme historique, l'histoire de la Russie aurait dû se dérouler. En reniant Karl Marx, les bolchéviks prouvent par l'action qu'ils ont menée, par les conquêtes qu'ils ont réalisées, que les canons du matérialisme historique ne sont pas aussi rigides qu'on pouvait le croire et qu'on l'a cru.

Il y a cependant une nécessité même dans ces événements, et si les bolchéviks nient certaines affirmations du *Capital*, ils ne renient pas la pensée qu'il contient et qui l'anime. Ils ne sont pas « marxistes », voilà tout ; ils n'ont pas cherché dans les œuvres du Maître une doctrine extérieure, des affirmations dogmatiques et indiscutables. Ils vivent la pensée marxiste, celle qui ne meurt jamais, qui est la continuation de la pensée idéaliste italienne et allemande, et qui, chez Marx, s'était entachée d'incrustations positivistes et naturalistes. Cette pensée considère toujours comme facteur essentiel de l'histoire non les faits économiques, bruts, mais l'homme, la société des hommes, des hommes qui sont en contact les uns avec les autres, qui se comprennent, qui développent à travers ces contacts (civilisation) une volonté sociale, collective ; qui comprennent et jugent les faits économiques et les adaptent à leur volonté, jusqu'à ce que celle-ci devienne le moteur de l'économie, la force façonnant la réalité objective qui vit, et bouge, et devient comme de la matière tellurique en ébullition — pouvant être canalisée où il plaît à la volonté, comme il plaît à la volonté.

Marx a prévu ce qui était prévisible. Il ne pouvait pas prévoir la guerre européenne, ou plutôt, il ne pouvait prévoir que cette guerre aurait la durée et les effets qu'elle a eus. Il ne pouvait prévoir que cette guerre, par trois années de souffrances indicibles, de misères indicibles, susciterait en Russie la volonté populaire collective qu'elle a suscitée. *Normalement*, une telle volonté a besoin pour se former d'un long processus d'infiltrations capillaires, d'une série d'expériences de classe. Les hommes sont paresseux ; pour s'organiser, d'abord extérieurement en corporations, ligues, puis intérieurement dans la pensée, dans les volontés, ils ont besoin de stimulations extérieures incessantes, continues et multiples. Voilà pourquoi, *normalement*, les canons de la critique marxiste de l'histoire collent à la réalité, la saisissent, la rendent évidente et nette. *Normalement*, c'est à travers la lutte de classe toujours plus intense que les deux classes du monde capitaliste créent l'histoire. Le prolétariat sent sa misère présente, il est continuellement dans un état de gêne, il exerce une pression sur la bourgeoisie pour améliorer ses

conditions. Il lutte, il oblige la bourgeoisie à améliorer la technique de la production, à rendre la production plus utile afin de rendre possible la satisfaction de ses besoins les plus pressants. C'est une course haletante vers le mieux-être, qui accélère le rythme de la production, qui fait croître constamment la quantité de biens qui serviront à la collectivité. Dans cette course il y en a beaucoup qui tombent et rendent plus pressantes les aspirations de ceux qui restent ; et la masse est toujours en effervescence, et de peuple-chaos devient toujours plus ordre dans la pensée, devient toujours plus consciente de sa propre puissance, de sa propre capacité à assumer la responsabilité de la société, à devenir l'arbitre de son propre destin.

Tout ceci, normalement. Quand les événements se déroulent à un certain rythme. Quand l'histoire se développe par une succession de moments toujours plus complexes et riches de signification et de valeur, mais de même qualité. Mais en Russie, la guerre a servi à secouer les volontés. Celles-ci, à travers les souffrances accumulées en trois années, se sont trouvées très rapidement à l'unisson. La famine était imminente, la faim, la mort par inanition pouvait frapper tout le monde, massacrer d'un coup des dizaines de milliers d'hommes. Les volontés se sont mises à l'unisson, mécaniquement d'abord, puis activement, spirituellement, après la première révolution.

La prédication socialiste a mis le peuple russe en contact avec les expériences des autres prolétariats. La prédication socialiste fait vivre dramatiquement en un instant l'histoire du prolétariat, ses luttes contre le capitalisme, la longue série des efforts qu'il doit faire pour s'émanciper idéalement des liens de la servilité qui le rendent abject, pour devenir une conscience neuve, témoignant aujourd'hui d'un monde à venir. La prédication socialiste a créé la volonté sociale du peuple russe. Pourquoi devrait-il attendre que l'histoire de l'Angleterre se répète en Russie, qu'une bourgeoisie se forme en Russie, que la lutte des classes y soit suscitée, pour que naisse la conscience de classe et qu'on arrive finalement à la catastrophe du monde capitaliste ? Le peuple russe est passé par ces expériences en pensée, même si c'est seulement la pensée d'une minorité. Il a dépassé ces expériences. Il s'en sert pour s'affirmer maintenant, comme il se servira des expériences capitalistes occidentales pour se mettre en un court laps de temps au niveau de la production du monde occidental. Le capitalisme est plus avancé en Amérique du Nord qu'en Angleterre, parce que en Amérique du Nord les Anglo-saxons sont partis d'emblée du niveau que l'Angleterre avait atteint après une longue évolution. Le prolétariat russe, ayant reçu une éducation socialiste, commencera son histoire à partir du niveau le plus élevé de production atteint par l'Angleterre aujourd'hui ; car, devant commencer au début, il partira de ce qui a déjà été perfectionné ailleurs, et cette base perfectionnée lui donnera l'impulsion pour atteindre cette maturité économique qui est selon Marx la condition nécessaire du collectivisme. Les révolutionnaires créeront ainsi eux-mêmes les condi-

tions nécessaires pour la réalisation *complète et entière* de leur idéal. Ils les créeront en moins de temps qu'il n'en a fallu au capitalisme.

Les critiques que les socialistes ont adressées au système bourgeois, mettant en évidence son gaspillage de richesses, ses imperfections, serviront aux révolutionnaires pour faire mieux, pour éviter ces gaspillages, ne pas tomber dans ces défauts.

Ce sera au début le collectivisme de la misère, de la souffrance. Mais un régime bourgeois hériterait des mêmes conditions de misère et de souffrance. En Russie, le capitalisme ne pourrait immédiatement faire plus que le collectivisme. Aujourd'hui il ferait beaucoup moins, parce qu'il aurait *immédiatement* contre lui un prolétariat mécontent, agité, incapable désormais de supporter d'autres années encore les douleurs et les amertumes que provoqueraient les restrictions économiques.

Même d'un point de vue absolu, humain, le socialisme immédiat est justifié en Russie. Les souffrances qui viendront avec la paix ne pourront être supportées que si les prolétaires sentent qu'il dépend de leur volonté, de leur acharnement au travail, de les supprimer le plus rapidement possible.

On a l'impression que les maximalistes ont été en ce moment l'expression spontanée, *biologiquement* nécessaire pour que l'humanité russe ne tombe pas dans la ruine la plus horrible, pour que l'humanité russe, se consacrant au travail gigantesque, autonome, de sa propre régénération, sente moins les impulsions de loup affamé, et que la Russie ne devienne pas un énorme charnier de fauves se dévorant l'un l'autre.

## Les leçons de l'histoire récente

*Cet article, écrit par un camarade de la Gauche alors mobilisé, a paru dans l'Avanti! du 16-2-1918 dans une version littéralement charcutée par la censure. Fort heureusement, le camarade chargé de le transmettre à l'Avanti! avait conservé l'original, et l'article complet a pu paraître dans Stato Operaio, organe du PC d'Italie, le 3-4-1924.*

*La première partie de l'article traite surtout de la question de la guerre, de la rupture du front impérialiste par la révolution d'Octobre, de la signification de la paix de Brest-Litovsk. Ici, c'est la deuxième partie qui nous intéresse plus particulièrement.*

[...] Il a semblé à certains que la consolidation de la révolution socialiste précisément dans le pays d'Europe où l'évolution des conditions sociales était la plus arriérée constituait un grave démenti aux prévisions et aux schémas du marxisme. Cela a donné l'occasion à A.G.

[Antonio Gramsci] d'écrire [...] un article qui présente la révolution russe comme une défaite de la méthode du matérialisme historique et, par contre, une affirmation de valeurs « idéalistes ». La *Critica Sociale*, de son côté, s'en est pris aux révolutionnaires qui applaudissent Lénine et les siens, les accusant les uns et les autres de « volontarisme », et... ordonnant à la révolution russe de s'arrêter ; ainsi l'exigerait cette caricature du déterminisme économique qu'est le réformisme, évolutionniste et bourgeois jusqu'à la moëlle. Rappelons les opportunes réfutations de ces thèses respectivement par le camarade Belloni dans *l'Avanti!* des 2 et 16 janvier, et par Enrico Leone dans *Guerra di classe*, bien que pour ce dernier nous ferons plus loin quelques réserves. De notre côté, ajoutons quelques remarques polémiques.

Même si on voulait limiter tout le « communisme critique », doctrine de l'émancipation du prolétariat que le prolétariat lui-même élabore continuellement et « représente » dans l'histoire, aux résultats atteints par Marx et Engels à l'époque du *Manifeste*, nous pourrions rappeler qu'ils considéraient la révolution communiste comme possible dans l'Allemagne de 1847, socialement et politiquement quasi-féodale et attendant encore une révolution bourgeoise. Les conditions *techniques* de l'économie socialiste, représentées par un certain degré de développement des moyens de production, existaient donc d'après le marxisme classique dans l'Europe de 1848 ; ce qui manquait, c'était le développement politique des énergies de classe du prolétariat que, selon les schémas bien connus, l'évolution du capitalisme devait provoquer toujours plus. Pourquoi donc dénier à la Russie de 1917 les conditions technico-économiques de l'Allemagne de 1848, et pourquoi discuter sur les conditions politiques de la conquête du pouvoir par le prolétariat, alors que le succès a montré à l'évidence leur maturité ?

Le *Manifeste* affirme de la façon la plus claire — et le passage est aussi élémentaire que décisif :

« Les communistes tournent leur attention principale vers l'Allemagne, parce qu'elle est à la veille d'une révolution bourgeoise et qu'elle accomplit cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne en général, et avec un prolétariat bien plus développé que l'Angleterre au XVII<sup>e</sup> et la France au XVIII<sup>e</sup> siècles ; la révolution bourgeoise en Allemagne ne peut donc être que le *prélude immédiat* d'une révolution prolétarienne.

« En un mot, les communistes soutiennent partout tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique établi. Dans tous ces mouvements, ils mettent en évidence comme le problème fondamental du mouvement, la question de la propriété, *quel que soit le degré de développement qu'elle ait pu atteindre.* »

Ce qui, pour des raisons complexes, ne s'est pas produit en Allemagne en 1848, s'est par contre produit en Russie en 1917. On n'a donc

pas le droit de déclarer antimarxiste le fait que la révolution socialiste commence précisément dans le pays où la révolution bourgeoise n'avait pas encore été accomplie.

\*  
\*\*

Mais le système du communisme critique doit naturellement être compris comme intégrant l'expérience historique postérieure au *Manifeste* et à Marx, et parfois même en un sens opposé à certaines attitudes tactiques de Marx et Engels qui se sont montrées erronées.

Primitivement, le schéma de l'œuvre colossale de Marx, restée malheureusement inachevée, était le suivant : *Capital ; propriété foncière ; salaire ; Etat ; commerce extérieur ; marché mondial*.

Les derniers stades de cette étude et du développement de la critique historique mènent au seuil de la grande conflagration de 1914. La catastrophe de la bourgeoisie, dont Marx voyait l'imminence dans la répétition des crises commerciales, a été retardée par la politique consciente des Etats bourgeois et par l'extension des marchés. De là est né l'impérialisme militaire, voie fatale dans laquelle la bourgeoisie s'est précipitée pour échapper à la catastrophe de la production capitaliste. Le socialisme international d'aujourd'hui, qui a assisté à l'énorme tragédie de la guerre, doit analyser collectivement ce formidable développement historique.

Cependant, la solution préparée par la guerre n'est pas moins catastrophique que celle entrevue par Marx, et tout aussi opposée aux aberrations optimistes, progressistes, évolutionnistes, du réformisme socialiste, cette doctrine avancée par la classe bourgeoise à la veille de sa mort, cette falsification éhontée du communisme critique, qui a culminé dans le national-socialisme (2).

Il y a quelqu'un qui au début de la guerre a senti que les faits confirmaient la thèse selon laquelle, même dans le domaine de l'histoire, la nature procède « par bonds » ; mais il a perdu ensuite la boussole de la dialectique marxiste et s'est mis à dérailler : la guerre me donne raison, donc je m'associe à la bourgeoisie qui fait la guerre. Alors que le marxisme conduit à une solution toute différente, celle appelée « défaitisme ». La guerre, c'est la « crise », puisqu'elle condense tragiquement tout le processus d'exploitation et de misère des classes laborieuses, et elle est l'occasion pour que celles-ci s'insurgent contre celui qui mène la guerre ; et le succès d'un tel soulèvement est d'autant

---

(2) A l'époque, le NSDAP (Nazional Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei) n'existait pas encore. En parlant de « national-socialisme », l'auteur fustige les partis *socialistes* tombés dans le nationalisme. C'est de la même façon que nous qualifions aujourd'hui les PC de *national-communistes*.

plus probable que l'opposition du mouvement socialiste à la politique de guerre de la bourgeoisie a été plus intransigeante.

Les réformistes ont le droit de condamner le « volontarisme » du guignol évoqué plus haut, mais la *Critica Sociale* ne devrait pas confondre le mouvement d'idées et la tendance dont dérive l'attitude actuelle de notre parti avec les lubies d'un imbécile et vendu. La thèse d'un développement graduel, sans heurts ni secousses, de la société bourgeoise vers le collectivisme est désormais si bien liquidée par les faits, qu'il est dérisoire de s'y référer pour diffamer, sur la foi de documents qu'un enfant reconnaîtrait pour apocryphes, l'avancée révolutionnaire du socialisme russe.

\*  
\*\*

Un autre point particulièrement intéressant, et sur lequel nous n'avons que des renseignements incomplets et peu nombreux, est la dissolution de l'Assemblée constituante par le gouvernement des Commissaires du peuple. Les réformistes protestent au nom de la *démocratie* violée, et soutiennent que la révolution sociale doit être un processus électif et majoritaire ; le plus curieux c'est que même les anarchistes (voir un article de *Quand-même* dans *l'Avvenire* du 25 janvier) s'inquiètent de la dictature « léniniste » en assimilant le socialisme à un principe de *liberté*... C'est énorme, mais les uns et les autres ont tendance à voir dans la révolution maximaliste non pas une consciente affirmation de classe du prolétariat russe, mais la révolte informelle d'une soldatesque fatiguée de la guerre, la domination d'une espèce de dictature militaire.

Du point de vue du marxisme intransigeant par contre, les choses apparaissent très claires et limpides. Les Commissaires du peuple détiennent le pouvoir par délégation du Congrès des Soviets, représentant les classes prolétariennes russes, qui les désigne, suit et contrôle toute leur action. Au cours de neuf mois de propagande politique assidue les Soviets ont été gagnés aux directives maximalistes, et ont réussi à conquérir le pouvoir politique dans la révolution de novembre. Ce pouvoir est passé dans les mains de la classe prolétarienne socialiste, qui l'utilise pour procéder à la réalisation du programme communiste, donc à la suppression de la propriété privée des moyens de production et d'échange. Ce processus ne pouvait pas ne pas être *autoritaire* — d'où les critiques libertaires.

La conquête du pouvoir politique peut être obtenue rapidement par une guerre de classe — qui aujourd'hui n'est pas encore terminée en Russie — mais la transformation effective des institutions sociales exige une longue période d'exercice d'une véritable dictature de classe, qui supprime par la violence les obstacles contre-révolutionnaires, de même que c'est par la violence qu'elle a abattu les défenses de l'ancien

pouvoir. La transformation de l'économie bourgeoise en économie communiste conduit — c'est là le couronnement du grandiose édifice marxiste — à la suppression des antagonismes de classe, à la véritable égalité, à la complète liberté sociale de l'individu. Du point de vue du résultat final, la révolution socialiste est donc faite par une classe qui est la majorité de l'humanité, dans l'intérêt de l'humanité entière. Mais le processus de la conquête révolutionnaire du pouvoir, et l'expropriation de la bourgeoisie qui s'ensuit, se déroulent à travers une opposition permanente des classes possédantes, et aussi de la partie du prolétariat qui n'adhère pas encore à la politique de classe.

En Russie, la classe ouvrière avait déjà réussi à conquérir et à exercer le pouvoir, alors que dans l'Assemblée constituante, convoquée avant la révolution maximaliste, risquaient de prévaloir des courants plus ou moins consciemment contre-révolutionnaires. Au nom de la *démocratie*, les réformistes auraient voulu que les Soviets renoncent au pouvoir conquis par le prolétariat au prix de son sang, et le remettent aux manœuvres de couloir d'une caricature du parlementarisme occidental.

Il est indéniable que Marx et Engels, tout en démolissant toute l'idéologie démocratique bourgeoise, attribuaient encore une importance excessive à la *démocratie*, et croyaient le suffrage universel riche de potentialités non encore discréditées.

Mais le *Manifeste* parle clairement de « prolétariat organisé en classe dominante », d'« interventions despotiques dans le droit de propriété et dans les rapports de production bourgeois », et décrit ensuite de façon lapidaire comment la domination du prolétariat conduira « au cours de l'évolution » à l'abolition de tout pouvoir politique, jusqu'à la nouvelle association sociale dans laquelle « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

Le déroulement de la révolution en Russie balaye l'illusion d'une pacifique révolution démocratique, et dément en même temps de la façon la plus criante les schémas utopistes de la révolution, l'illusion des syndicalistes et des anarchistes qui croient qu'il suffit d'abattre l'Etat pour que la nouvelle économie, basée sur une libre et automatique « association des producteurs », apparaisse par enchantement, et que cesse la nécessité de tout « pouvoir » et de toute violence.

Dire comme *Quand-même* que le socialisme est un problème de liberté, pour en tirer une condamnation indignée des fusillades et arrestations de Petrograd, c'est donner dans la métaphysique de l'utopisme ; alors que le socialisme, qui ignore les impératifs moraux, est un problème historique de forces réelles : la dynamique de l'action prolétarienne de classe, qui ne connaît ni préjugés ni fétiches mais tend par tous les moyens à la victoire de classe, à la conquête du pouvoir politique, et qui est animée par la conscience historique de préparer

l'avènement, fût-ce après quelques générations, de la société des hommes libres et égaux.

\*  
\*\*

Enrico Leone veut voir dans la révolution russe et dans les organes qu'elle a créés un principe syndicaliste ; nous ne partageons pas cette opinion. Les *Soviets* ont bien peu de choses à voir avec le syndicalisme — ce sont des organismes politiques et non syndicaux ; les ouvriers y sont représentés selon un critère numérique et indépendant de leur profession. Les soldats, ouvriers retirés de la vie de salariés, y sont représentés aussi. Il est par ailleurs certain que les syndicats de métiers continuent à exister indépendamment et à agir dans leur domaine spécifique, en s'occupant des rapports de travail avec les capitalistes non encore expropriés mais déjà soumis au contrôle du pouvoir politique ouvrier. Les schémas syndicalistes de l'émancipation du prolétariat et de l'organisation de la nouvelle société sont donc très loin de se refléter dans la réalité de la situation russe.

[...] Les nouvelles qui — malgré tout — nous arrivent de Russie, sont comme des rayons de lumière éblouissante au milieu des profondes ténèbres. Les socialistes de tous les coins du monde qui n'ont ni désespéré ni abjuré, mais qui ont tenu tête à la tempête sans remettre en doute la force grandiose de la critique et de la prévision socialistes, voient maintenant avec une joie indicible monter à l'Est les lueurs de cette radieuse aurore.

Les philistins, ceux qui se croyaient les fossoyeurs du socialisme, ceux qui font profession de défendre l'ordre constitué, sentent la terre trembler sous leurs pieds, car de la libre Russie les avant-gardes victorieuses du prolétariat proclament : *La Révolution Sociale Internationale est à l'ordre du jour de l'Histoire.*

### Le système de représentation communiste

(*Il Soviet*, II<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 38, 13-11-1919)

[...]

Nous sommes [...] heureux de constater que l'*Ordine Nuovo* de Turin demande des explications à propos du point du programme communiste qui déclare : « les élections des Conseils locaux des ouvriers sont organisées *indépendamment des catégories professionnelles auxquelles ils appartiennent, suivant des circonscriptions délimitées par villes et provinces* ».

L'auteur de l'article [cf. *Verso nuove istituzioni*, n<sup>o</sup> 16 du 30-8-1919 de l'*Ordine Nuovo*], le camarade Andrea Viglongo se demande si on

a voulu ainsi nier que le pouvoir des Soviets doit provenir de la masse consultée et votant *sur les lieux mêmes du travail* : dans les usines, les ateliers, les mines, les villages.

Voici quelle était l'idée des rédacteurs du programme. Le système des Soviets est une représentation *politique* de la classe ouvrière, dont la caractéristique fondamentale est l'exclusion du droit de vote de tous ceux qui n'appartiennent pas au prolétariat.

On a cru que le Soviet était la même chose que le syndicat économique : rien de plus faux. Il a pu arriver que, dans les premiers moments de la révolution, les organismes soviétiques aient été constitués dans divers pays à partir d'une représentation des organisations de métiers, mais ceci ne fut qu'un repli momentané.

Alors que le syndicat économique a pour objectif la défense des intérêts de catégorie du travailleur en tant que membre d'une profession ou d'une industrie donnée, dans le Soviet le prolétaire figure comme membre d'une classe sociale qui conquiert et exerce le pouvoir politique et la direction de la société, dans la mesure où il défend des intérêts communs à tous les travailleurs de tous les métiers. Dans le Soviet central, nous avons une représentation politique de la classe ouvrière par les députés des circonscriptions locales. Il n'y figure absolument pas de représentants nationaux des diverses catégories professionnelles ; ceci rejette aussi bien les interprétations dans le sens syndicaliste, que la parodie réformiste qui présente d'hypothétiques regroupements professionnels comme des institutions ayant quelque chose de soviétiste.

[...] Le mécanisme des Soviets a indubitablement une double nature : politique, révolutionnaire, d'une part ; et économique, constructive, de l'autre.

Dans les premiers moments c'est la première fonction qui est prédominante, et avec le développement de l'expropriation de la bourgeoisie elle cèdera progressivement la place à la seconde.

Les organismes techniquement adaptés à cette deuxième tâche se préciseront progressivement à l'école de la nécessité, et dans ce domaine surgiront et s'entrecroiseront des formes de délégation des catégories de syndiqués et des unités de production, en particulier en ce qui concerne la technique et la discipline du travail.

Mais la fonction fondamentale, politique, du réseau des Conseils découle du concept historique de la dictature : ce qui doit avoir libre jeu, ce sont les intérêts prolétariens qui concernent *toute la classe par-delà les catégories, et tout le développement historique de son mouvement d'émancipation*.

Les conditions qui le permettent sont en substance l'exclusion des bourgeois de toute participation à l'activité politique, et la répartition

convenable des électeurs dans les circonscriptions locales dont partent les délégations au Congrès des Soviets, qui nomme le Comité Exécutif Central et a pour tâche de promulguer les décisions de socialisation progressive des diverses branches de l'économie.

Il nous semble que, face à cette définition historique du système représentatif communiste, l'*Ordine Nuovo* insiste un peu trop sur la définition *formelle* du mécanisme de cette représentation.

Savoir où et dans quels regroupements auront lieu les votes n'est pas un problème fondamental : il pourra trouver des solutions nationales et régionales diverses.

C'est seulement jusqu'à un certain point qu'on peut reconnaître des germes de Soviets dans les commissions internes d'usine : plus exactement, nous pensons que ces dernières sont destinées à engendrer les Conseils d'usine, chargés d'attributions techniques et disciplinaires pendant et après la socialisation de l'usine ; et il reste entendu que le Soviet politique local pourra être élu là où ce sera le plus commode, et probablement sur la base de divisions pas tellement différentes des actuelles circonscriptions électorales.

Les listes électorales elles-mêmes devront être différentes de celles des Conseils d'usine [...], les chômeurs et ceux qui sont inaptes au travail devront voter eux aussi.

Ce qui caractérise le système communiste est donc la définition du droit à être électeur, qui ne dépend pas de l'appartenance à une catégorie professionnelle, mais de savoir si un individu est de par l'ensemble de ses rapports sociaux intéressé à la réalisation rapide du communisme, ou un non-prolétaire lié d'une façon ou d'une autre à la conservation des rapports économiques de la propriété privée. [...]

### **Formons les « soviets » ?**

(*Il Soviet*, II<sup>e</sup> année, n° 39 du 21-9-1919)

[...]

Dans le précédent numéro nous avons éclairci la distinction entre les tâches technico-économiques et la tâche politique de la représentation soviétique, en montrant que les véritables organes de la dictature prolétarienne sont les Soviets politiques locaux et centraux dans lesquels les ouvriers ne figurent pas d'après des divisions en catégories professionnelles.

A côté de ces organes [...] se place tout l'entrelac des organes économiques fondés sur les conseils d'usine et les syndicats professionnels [...].

En Russie, répétons-le, alors qu'il n'y a pas de représentants des professions au CCE et au Soviet Suprême, mais seulement ceux des districts territoriaux, les fédérations de métiers et les conseils économiques locaux figurent au Conseil de l'Economie nationale qui applique techniquement les décisions de socialisation adoptées par l'assemblée politique.

[...] Si nous nous tournons vers le mouvement communiste allemand, nous voyons que dans le programme de la Ligue Spartacus les COS (Conseils d'ouvriers et soldats), organes qui se substituent aux parlements et conseils communaux bourgeois, sont quelque chose de tout à fait différent des conseils d'usine qui (article 7 du chapitre III) *d'accord avec les Conseils ouvriers règlent les conditions de travail et contrôlent la production pour assumer finalement la direction de l'entreprise.*

Dans la pratique russe, la direction des usines a été ensuite constituée seulement pour un tiers par les représentants du conseil d'usine, un tiers revenant à la représentation du Conseil de l'Economie nationale et un tiers à la Fédération centrale d'industrie (intérêts du personnel — intérêts généraux de la société — intérêts de la technique industrielle de la branche).

[...] Il nous semble que cela suffit pour revendiquer un système de représentation nettement séparé en deux réseaux : économique et politique.

Pour les fonctions économiques, chaque usine aura son conseil d'usine élu par les ouvriers et qui, selon des critères convenables, interviendra dans la socialisation et ensuite dans la gestion de l'entreprise.

Pour la fonction politique, c'est-à-dire pour la formation des organes locaux et centraux du pouvoir, les élections des Conseils prolétariens seront faites à partir de listes où — les bourgeois, c'est-à-dire ceux qui d'une façon ou d'une autre vivent du travail d'autrui, étant rigoureusement exclus — tous les prolétaires figurent au même titre, quelle que soit leur profession, et même si, pour des raisons valables, ils sont chômeurs ou inaptes au travail.

Ceci bien établi, peut-on, doit-on former les Soviets ?

En ce qui concerne les conseils d'usine, ils sont déjà en train de se répandre sous la forme de commissions internes, du système anglais des *Shop Stewards* ; et, puisque ce sont des organismes qui représentent les intérêts du personnel, ils peuvent se former alors même que l'usine appartient encore au capital privé ; il sera même certainement utile d'encourager la constitution de ces conseils d'usine, sans cependant se faire des illusions excessives sur leur capacité révolutionnaire intrinsèque.

Venons-en alors au problème plus important : celui des Soviets politiques.

Le Soviet politique représente les intérêts collectifs de la classe travailleuse, dans la mesure où elle ne partage pas le pouvoir avec la classe bourgeoise mais a réussi à la renverser et à l'éliminer du pouvoir.

Toute la valeur et la force du Soviet ne résident donc pas dans une structure spéciale, mais dans le fait qu'il est l'organe d'une classe qui s'adjuge entièrement la direction de l'administration de la société. Chaque membre du Soviet est un prolétaire conscient d'exercer la dictature ensemble avec sa classe.

Même si, la classe bourgeoise étant encore au pouvoir, on avait la possibilité de convoquer les électeurs prolétariens pour qu'ils élisent leurs délégués (puisque'il n'y a lieu de passer ni par les syndicats ni par les commissions internes existantes), on ne réaliserait qu'une imitation formelle d'une institution future, à qui manquerait son caractère révolutionnaire fondamental.

Ceux qui peuvent *aujourd'hui* représenter le prolétariat qui *assumera* le pouvoir *demain*, ce sont les ouvriers conscients de cette perspective historique, c'est-à-dire les ouvriers *membres du Parti Communiste*.

Le prolétariat qui lutte contre le pouvoir bourgeois est représenté par son *parti de classe*, même si celui-ci n'en constitue qu'une minorité audacieuse.

Les Soviets de demain doivent avoir leur source dans les sections locales du Parti Communiste. Celles-ci auront préparé les éléments qui, dès la victoire révolutionnaire, seront proposés au vote de la masse des électeurs prolétariens pour constituer les Conseils locaux des délégués ouvriers. [...]

## Pour la constitution des conseils ouvriers en Italie

### I

(*Il Soviet*, III<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 1 du 4-1-1920)

[...]

Le système de représentation prolétarien, qui a été introduit pour la première fois en Russie, exerce des fonctions de deux ordres : politique et économique.

Les fonctions politiques consistent dans la lutte contre la bourgeoisie jusqu'à son élimination totale. Les fonctions économiques consistent dans la création de tout le nouveau mécanisme de la production communiste.

Avec le développement de la révolution, avec l'élimination graduelle des classes parasites, les fonctions politiques deviennent toujours moins importantes par rapport aux fonctions économiques : mais dans un premier temps, et surtout lorsqu'il s'agit encore de lutter contre le pouvoir bourgeois, l'activité politique est au premier plan.

Le véritable instrument de la lutte de libération du prolétariat, et avant tout de la conquête du pouvoir politique, c'est le *parti de classe communiste*.

Sous le pouvoir bourgeois, les conseils ouvriers ne peuvent être que des organismes *dans lesquels* travaille le parti communiste, moteur de la révolution. Dire qu'ils sont les organes de libération du prolétariat sans parler de la fonction du parti, comme dans le programme approuvé par le Congrès de Bologne, nous semble une erreur. Soutenir, comme le font les camarades de l'*Ordine Nuovo* de Turin, qu'avant même la chute de la bourgeoisie les conseils ouvriers sont déjà des organes non seulement de lutte politique mais aussi de préparation économique-technique du système communiste, est un pur et simple retour au gradualisme socialiste : celui-ci, qu'il s'appelle réformisme ou syndicalisme, est défini par l'idée fautive que le prolétariat peut s'émanciper en gagnant du terrain dans les rapports économiques alors que le capitalisme détient encore, avec l'Etat, le pouvoir politique.

Nous développerons la critique des deux conceptions que nous avons indiquées.

\*  
\*\*

Le système prolétarien de représentation doit adhérer à tout le processus technique de production.

Ce critère est exact, mais correspond au stade où le prolétariat, déjà au pouvoir, organise la nouvelle économie. Transposez-le tout bonnement en régime bourgeois, et vous n'aurez rien fait de révolutionnaire.

Même dans la période dans laquelle se trouve la Russie, la représentation politique soviétique — c'est-à-dire l'échafaudage qui culmine dans le gouvernement des commissaires du peuple — ne prend pas son départ dans les équipes de travail ou les ateliers des usines, mais dans le Soviet administratif local, élu directement par les travailleurs (regroupés, si possible, par communautés de travail).

Pour fixer les idées, le Soviet de Moscou est élu par les prolétaires de Moscou, à raison de un délégué pour 1.000 ouvriers. Entre ceux-ci et le délégué il n'y a aucun organe intermédiaire. De cette première désignation partent les suivantes, jusqu'au Congrès des Soviets, au Comité Exécutif, au Gouvernement des Commissaires.

Le conseil d'usine prend place dans un engrenage bien différent : celui du contrôle ouvrier de la production.

Par conséquent, le conseil d'usine, formé d'un représentant par atelier, ne désigne pas de représentant de l'usine au Soviet communal, politico-administratif : ce représentant est élu directement et indépendamment.

En Russie, les conseils d'usine sont le point de départ d'un autre système de représentation, toujours subordonné au réseau politique des Soviets : celui du contrôle ouvrier de l'économie populaire. La fonction de contrôle dans l'usine n'a une valeur révolutionnaire et expropriatrice qu'une fois le pouvoir central passé dans les mains du prolétariat. Quand la protection étatique bourgeoise est encore debout, le conseil d'usine ne contrôle rien ; les rares fonctions qu'il accomplit sont le résultat de la pratique traditionnelle : a) du réformisme parlementaire, b) de l'action syndicale de résistance, qui reste un *gradualisme* réformiste.

En conclusion : nous ne nous opposons pas à la constitution des conseils internes d'usine si leur personnel ou ses organisations le demandent. Mais nous affirmons que l'activité du Parti Communiste doit s'orienter suivant un axe différent : la lutte pour la conquête du pouvoir politique.

Cette lutte peut trouver un terrain favorable dans la création d'une représentation ouvrière : mais celle-ci doit consister dans les conseils ouvriers de ville ou de district rural, directement élus par les masses pour être prêts à remplacer les conseils municipaux et les organes locaux du pouvoir étatique au moment de la chute des forces bourgeoises. [...]

## II

(*Il Soviet*, III<sup>e</sup> année, n° 2 du 11-1-1920)

...nous voulons [...] examiner les lignes programmatiques du système des Soviets telles qu'elles ressortent des documents de la révolution russe, et des déclarations de principe de quelques courants maximalistes italiens, comme le programme approuvé au Congrès de Bologne, la motion présentée à ce Congrès par Leone et d'autres camarades, les publications de *l'Ordine Nuovo* au sujet du mouvement turinois des Conseils d'usine.

### *Les conseils et le programme bolchévique*

Dans les documents de la III<sup>e</sup> Internationale et du Parti Commu-

niste Russe, dans les exposés magistraux de ces formidables théoriciens que sont les chefs du mouvement révolutionnaire russe, Lénine, Zinoviev, Radek, Boukharine, on retrouve l'idée que la révolution n'a pas *inventé* des formes nouvelles et imprévues, mais a confirmé les prévisions du processus révolutionnaire par la théorie marxiste.

Ce qui est essentiel dans le grandiose développement de la révolution russe, c'est la conquête du pouvoir politique par les masses ouvrières à travers une véritable guerre de classe, et l'instauration de leur dictature.

Les Soviets — faut-il rappeler que le mot *soviet* signifie simplement *conseil*, et peut être utilisé pour désigner n'importe quel corps représentatif — sont, c'est là leur signification historique, le système de représentation de classe du prolétariat parvenu à la possession du pouvoir.

Ce sont les organes qui remplacent le parlement et les assemblées administratives bourgeoises, et se substituent progressivement à tous les autres engrenages de l'Etat.

Pour employer les termes du dernier congrès communiste russe, cités par le camarade Zinoviev, *les Soviets sont les organisations d'Etat de la classe ouvrière et des paysans pauvres, qui réalisent la dictature du prolétariat durant la phase dans laquelle s'éteignent toutes les vieilles formes d'Etat.*

Le système de ces organisations d'Etat tend à donner la représentation à tous les producteurs en tant que membres de la classe ouvrière, mais non en tant que participants à une branche d'industrie ou une catégorie professionnelle : selon le récent manifeste de la III<sup>e</sup> Internationale, les Soviets sont *un nouveau type d'organisation vaste, qui embrasse toutes les masses ouvrières indépendamment de leur métier et du degré de leur culture politique.* Le réseau administratif des Soviets a comme organismes de base les conseils de ville ou de district rural, et culmine dans le gouvernement des commissaires.

Il est certes vrai que d'autres organes surgissent à côté de ce système dans la phase de la transformation économique, tel le système du contrôle ouvrier de l'économie populaire ; il est vrai aussi, nous l'avons souvent répété, que ce système tendra à absorber le système politique quand l'expropriation de la bourgeoisie sera complète et que cessera la nécessité d'un pouvoir étatique.

Mais dans la période révolutionnaire, comme il résulte de tous les documents des Russes, le problème essentiel est de subordonner dans l'espace et dans le temps, les exigences et les intérêts locaux et de catégorie à l'intérêt général du mouvement révolutionnaire.

Quand la fusion des deux organismes sera advenue, alors le réseau de la production sera complètement communiste et alors le critère — dont on exagère, nous semble-t-il, l'importance — d'une parfaite articulation de la représentation avec tous les mécanismes du système productif se réalisera.

Mais auparavant, quand la bourgeoisie résiste encore, et surtout quand elle est encore au pouvoir, le problème est d'avoir une représentation dans laquelle prévale le critère de l'intérêt général ; et quand l'économie est encore celle de l'individualisme et de la concurrence, la seule forme dans laquelle l'intérêt collectif supérieur peut se manifester est une forme de représentation *politique* dans laquelle agit le parti politique communiste.

En reparlant de cette question nous montrerons que trop vouloir concrétiser et techniciser la représentation soviétique, surtout là où la bourgeoisie est encore au pouvoir, revient à mettre la charrue avant les bœufs et à retomber dans les vieilles erreurs du syndicalisme et du réformisme.

Pour l'instant, citons les paroles sans équivoque de Zinoviev : *Le parti communiste regroupe cette avant-garde du prolétariat qui lutte en connaissance de cause pour la réalisation pratique du programme communiste. Il s'efforce en particulier d'introduire son programme dans les organisations d'Etat, les Soviets, et d'y obtenir une complète domination.*

En conclusion, la république soviétique russe est dirigée par les Soviets qui regroupent en leur sein dix millions de travailleurs, sur quelque quatre-vingt millions d'habitants. Mais, substantiellement, les désignations pour les comités exécutifs des Soviets locaux et centraux se font dans les sections et dans les congrès du grand parti communiste qui domine dans les Soviets. Ceci correspond à la vibrante défense des fonctions révolutionnaires des minorités, faite par Radek. Il sera bon de ne pas créer un fétichisme ouvriériste-majoritaire, qui serait tout à l'avantage du réformisme et de la bourgeoisie. [...]

### *Le Programme de Bologne et les Conseils*

Il est regrettable que dans le programme actuel du parti on ne reprenne pas l'affirmation marxiste selon laquelle le parti de classe est l'instrument de l'émancipation prolétarienne. [...]

Mais nous sommes encore plus en désaccord avec le programme quand il dit que les nouveaux organes prolétariens fonctionneront d'abord, sous la domination bourgeoise, comme instruments de la lutte violente de libération, et deviendront ensuite des organismes de transformation sociale et économique, puisqu'on inclut parmi ces organes non seulement les conseils de paysans travailleurs et de soldats, mais jusqu'aux *conseils de l'économie publique*, organes inconcevables en régime bourgeois.

Les conseils politiques ouvriers eux-mêmes doivent être considérés plutôt comme des institutions au sein desquelles se développe l'action des communistes pour la libération du prolétariat.

Mais récemment encore, le camarade Serrati a déprécié, à la barbe de Marx et de Lénine, le rôle du parti de classe dans la révolution. [...] L'actuel programme du parti se ressent de scrupules libertaires et d'impréparation doctrinale.

### *Les Conseils et la motion Leone*

Cette motion se résume en quatre points, exposés dans le style suggestif de son auteur.

Le premier de ces points est admirablement inspiré par la constatation que la lutte de classe est le moteur réel de l'histoire, et qu'elle a brisé les unions social-nationales.

Mais ensuite, la motion exalte dans les Soviets les organes de la synthèse révolutionnaire, qu'ils auraient la vertu de faire naître presque par le mécanisme même de leur constitution, et affirme que seuls les Soviets peuvent faire triompher les grandes initiatives historiques, par-delà les écoles, les partis, les corporations.

Cette conception de Leone, et des nombreux camarades qui ont signé sa motion, est très différente de la nôtre, déduite du marxisme et des directives de la révolution russe. On surestime ici une *forme* au lieu d'une *force*, tout comme les syndicalistes le font pour le syndicat, en attribuant à sa pratique minimaliste la vertu miraculeuse de se fondre dans la révolution sociale.

De même que le syndicalisme a été démolí d'abord par la critique des marxistes véritables, puis par l'expérience des mouvements syndicaux qui, partout, ont collaboré avec le monde bourgeois et lui ont fourni des instruments de conservation, la conception de Leone s'écroule face à l'expérience des conseils ouvriers sociaux-démocrates contre-révolutionnaires, qui sont précisément ceux dans lesquels il n'y a pas eu une pénétration victorieuse du programme politique communiste.

Seul le parti peut condenser en son sein les énergies dynamiques révolutionnaires de la classe. Inutile d'objecter que les partis socialistes ont, eux aussi, transigé, car nous n'exaltons pas la vertu de la *forme* parti, mais celle du contenu dynamique qui réside dans le seul parti *communiste*.

Chaque parti est défini par son programme, et ses fonctions n'ont pas de dénominateur commun avec celles des autres partis ; tandis que leurs fonctions rapprochent nécessairement tous les syndicats et, dans le sens technique, tous les conseils ouvriers aussi.

Le malheur des partis social-réformistes ne fut pas d'être des partis, mais de ne pas être communistes et révolutionnaires.

Ces partis ont dirigé la contre-révolution, tandis que les partis communistes, en les combattant, dirigent et nourrissent l'action révolutionnaire.

Il n'existe donc pas d'organismes qui seraient révolutionnaires grâce à leur forme ; seules existent des forces sociales qui sont révolutionnaires de par la direction dans laquelle elles agissent, et ces forces s'ordonnent dans un parti qui lutte avec un programme.

#### *Les Conseils et l'initiative de l' « Ordine Nuovo » de Turin*

D'après nous, les camarades de l'*Ordine Nuovo* vont encore plus loin. Même la formulation du programme du parti ne les satisfait pas, parce qu'ils prétendent que les Soviets, y compris ceux de nature technico-économique (les conseils d'usine) non seulement existent et sont dans le régime bourgeois les organes de la lutte de libération prolétarienne, mais qu'ils sont déjà les organes de la reconstruction de l'économie communiste.

Ils citent en effet un passage [...] du programme du parti en omettant certains mots, de façon à tirer le sens vers leur point de vue :

« Il faut leur opposer de nouveaux organes prolétariens (conseils d'ouvriers, paysans et soldats, conseils de l'économie publique, etc.) ... organismes de transformation sociale et économique et de reconstruction du nouvel ordre communiste. »

Mais [...] nous renvoyons au prochain numéro l'exposé de notre profond désaccord avec ce critère, qui à notre avis présente le danger de se résoudre en une simple expérience réformiste par la modification de certaines fonctions des syndicats et peut-être la promulgation d'une loi bourgeoise instituant les conseils ouvriers.

## III

(Il Soviet, III<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 4 du 1-2-1920)

... nous avons évoqué le mouvement turinois pour la constitution des conseils d'usine.

Nous ne partageons pas le point de vue qui inspire les camarades de l'*Ordine Nuovo* et, tout en appréciant leur travail tenace pour une meilleure conscience des points fondamentaux du communisme, nous pensons qu'ils sont tombés dans des erreurs de principe et de tactique qui n'ont rien de bénin.

Selon eux, le fait essentiel de la révolution réside précisément dans la constitution des nouveaux organes prolétariens de représentation, destinés à la gestion directe de la production, et dont le caractère fondamental réside dans l'adhésion étroite au processus productif.

Nous avons déjà dit qu'à notre avis on insiste trop sur cette idée de la coïncidence formelle entre les représentations de la classe ouvrière et les divers agrégats du système technico-économique de production. Cette coïncidence tendra à se réaliser à un stade très avancé de la révolution communiste, lorsque la production sera socialisée et que toutes les activités particulières qu'elle comprend seront harmonieusement subordonnées aux intérêts généraux et collectifs, et inspirées par eux.

Auparavant, et pendant la période de transition de l'économie capitaliste à l'économie communiste, les regroupements de producteurs traversent une période de transformation permanente, et leurs intérêts peuvent heurter les intérêts généraux collectifs du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

Celui-ci trouvera son véritable instrument dans une représentation de la classe ouvrière dans laquelle chacun entre en tant que membre de cette classe, intéressé à un changement radical des rapports sociaux, et non en tant que composante d'une catégorie professionnelle, d'une usine ou d'un quelconque groupe local.

Tant que le pouvoir politique se trouve encore dans les mains de la classe capitaliste, on ne peut obtenir une représentation des intérêts généraux révolutionnaires du prolétariat que sur le terrain *politique*, dans un parti de classe auquel adhèrent individuellement ceux qui, pour se vouer à la cause de la révolution, ont dépassé la vision étroite de leur intérêt égoïste, de leur intérêt de catégorie, et parfois même de leur intérêt de classe, ce qui signifie que le parti admet aussi dans ses rangs les déserteurs de la classe bourgeoise qui revendiquent le programme communiste.

C'est une grave erreur de croire qu'en transplantant dans l'ambiance prolétarienne actuelle, parmi les salariés du capital, les structures formelles dont on pense qu'elles pourront se former pour la gestion de la production communiste, on crée des forces révolutionnaires par elles-mêmes et par vertu intrinsèque.

Ce fut l'erreur des syndicalistes, et c'est aussi l'erreur des zélés trop ardents des conseils d'usine.

Le camarade C. Niccolini a fort opportunément rappelé dans un article de *Comunismo* (3) qu'en Russie, même après le passage du pouvoir au prolétariat, les conseils d'usine ont souvent fait obstacle aux mesures révolutionnaires, opposant encore davantage que les syndicats la pression d'intérêts limités au développement du processus communiste.

Les conseils d'usine ne sont même pas les gérants principaux de la production dans le système de l'économie communiste.

Parmi les organes qui participent à cette tâche (Conseils de l'économie populaire) la représentation des conseils d'usine a moins de poids que celle des syndicats professionnels et que celle, prédominante, du pouvoir étatique prolétarien qui, avec son organisation politique centralisée, est l'instrument et l'agent principal de la révolution, non seulement en ce qui concerne la lutte contre la résistance politique de la classe bourgeoise, mais aussi en ce qui concerne le processus de socialisation de la richesse.

Au stade où nous en sommes, c'est-à-dire quand l'Etat du prolétariat est encore une aspiration programmatique, le problème fondamental est celui de la conquête du pouvoir par le prolétariat ou mieux encore, par le prolétariat communiste, c'est-à-dire par les travailleurs organisés en parti politique de classe et décidés à réaliser la forme historique du pouvoir révolutionnaire, la dictature du prolétariat.

\*\*\*

Le camarade A. Tasca lui-même expose clairement son désaccord avec le programme de la majorité maximaliste du Congrès de Bologne, et plus encore avec nous, abstentionnistes, dans le numéro 22 de *l'Ordine Nuovo*, dont le passage suivant vaut la peine d'être reproduit :

« Un autre point du nouveau programme du parti mérite d'être examiné : les nouveaux organes prolétariens (conseils d'ouvriers, paysans et soldats, conseils de l'économie publique, etc.) fonctionnant *d'abord* (sous la domination bourgeoise) comme instruments de la lutte violente de libération, deviennent *ensuite* des organes de transformation sociale et économique, de reconstruction du nouvel ordre communiste. Nous avons insisté en commission sur l'erreur d'une telle formulation, qui confie aux nouveaux organes des fonctions différentes suivant un *d'abord* et un *ensuite*, séparés par la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Gennari avait promis de corriger en « *d'abord essentiellement* comme instruments... », mais on voit qu'ensuite il y a renoncé ; et comme, pour des raisons de force majeure, j'ai été absent à la séance finale, je n'ai pas pu le lui faire remettre.

(3) « Les comités d'usine », dans *Comunismo*, 1<sup>re</sup> année, n° 6 du 15/31-12-1919, en particulier pages 402-403.

« Il y a pourtant dans cette formulation un véritable point de divergence qui, s'il rapproche Gennari, Bombacci, etc., des abstentionnistes, les éloigne de ceux qui croient que les nouveaux organes prolétariens ne peuvent être « instruments de la lutte violente de libération » que dans la mesure où ils sont *tout de suite* (en non ensuite) des « organes de transformation sociale et économique ». La libération du prolétariat se réalise précisément à travers le développement de sa capacité à gérer de façon autonome et originale les fonctions de la société créée par lui et pour lui : la libération réside dans la création d'organes tels que, s'ils vivent et fonctionnent, ils provoquent par là-même la transformation sociale et économique qui constitue leur but. Il ne s'agit pas là d'une question de forme, mais d'une question essentielle de contenu. Dans la formulation actuelle, redisons-le, les rédacteurs en arrivent à adhérer à la conception de Bordiga, qui donne plus d'importance à la conquête du pouvoir qu'à la formation des Soviets, auxquels il reconnaît pour l'instant une fonction davantage « politique » *stricto sensu*, plutôt qu'une fonction organique de « transformation économique et sociale ». De même que Bordiga considère que le Soviet intégral ne sera créé que durant la période de la dictature du prolétariat, Gennari, Bombacci, etc., considèrent que seule la conquête du pouvoir (qui prend donc un caractère politique, ce qui nous ramène aux « pouvoirs publics », déjà dépassés) peut donner aux Soviets leur fonction véritable et entière. Selon nous c'est précisément là le point central qui devra conduire, tôt ou tard, à une nouvelle révision du programme voté récemment. »

Selon Tasca, la classe ouvrière peut donc construire les étapes de sa libération avant même d'arracher le pouvoir politique à la bourgeoisie.

Plus loin, Tasca laisse entendre que cette conquête pourra même avoir lieu sans violence, quand le prolétariat aura développé cette œuvre de préparation technique et d'éducation sociale qu'est censée représenter précisément la méthode révolutionnaire concrète préconisée par les camarades de l'*Ordine Nuovo*.

Nous ne nous étendrons pas sur la démonstration du fait que cette conception tend vers celle du réformisme, et s'éloigne des points fondamentaux du marxisme révolutionnaire pour qui la révolution n'est pas déterminée par l'éducation, la culture, la capacité technique du prolétariat, mais par les crises inhérentes au système capitaliste de production.

Tout comme Enrico Leone, Tasca et ses amis surestiment l'apparition dans la révolution russe d'une nouvelle représentation sociale, le *Soviet*, censé constituer, par la vertu même de sa formation, une solution historique originale de la lutte de classe prolétarienne contre le capital.

Mais les Soviets — fort bien définis par le camarade Zinoviev comme les organisations d'Etat de la classe ouvrière — ne sont rien d'autre que les organes du pouvoir prolétarien qui exercent la dictature révolutionnaire de la classe ouvrière, pivot du système marxiste, dont la première expérience positive fut la Commune de Paris de 1871.

Les Soviets sont la forme, non la cause de la révolution.

★★

En dehors de cette divergence, un autre point nous sépare des camarades turinois.

Les Soviets, organes d'Etat du prolétariat victorieux, sont bien autre chose que les conseils d'usine, et ces derniers ne constituent pas le premier échelon du système politique soviétique. En réalité, cette équivoque se retrouve dans la déclaration de principe votée à la première assemblée des Commissaires d'atelier des usines turinoises, qui commence ainsi :

« Les commissaires d'usine sont les seuls et véritables représentants sociaux (économiques et politiques) de toute la classe prolétarienne, parce que élus au suffrage universel par tous les travailleurs sur le lieu même du travail.

« Aux divers échelons de leurs constitution, les commissaires représentent l'union de tous les travailleurs telle qu'elle se réalise dans les organismes de production (équipe - atelier - usine - union des usines d'une industrie donnée - union des entreprises de production de l'industrie mécanique et agricole d'un district, d'une province, d'une nation, du monde) dont les conseils et le système des conseils représentent le pouvoir et la direction sociale ».

Cette déclaration est inacceptable, puisque le pouvoir prolétarien se forme directement dans les Soviets municipaux des villes et des campagnes, sans passer par l'intermédiaire des conseils et comités d'usine, ainsi que nous l'avons dit à plusieurs reprises, et comme cela ressort de la claire présentation du système soviétique russe publiée par l'*Ordine Nuovo* lui-même. [...]

Ce qu'il nous importe d'établir, c'est que la révolution communiste est conduite et dirigée par une représentation *politique* de la classe ouvrière, qui, avant le renversement du pouvoir bourgeois, est un parti politique ; ensuite, c'est le réseau du système des Soviets politiques, élus directement par les masses auxquelles on propose de désigner des représentants ayant un programme politique général bien défini, au lieu d'exprimer les intérêts limités d'une catégorie ou d'une usine.

Le système russe est arrangé de façon à former le Soviet municipal d'une ville avec un délégué pour chaque regroupement de prolétaires, qui votent pour un seul nom. Mais ces délégués sont proposés aux électeurs par le parti politique, et il en va de même pour les représentants du deuxième et troisième échelon dans les organismes supérieurs du système étatique.

C'est donc toujours un parti politique — le parti communiste — qui sollicite et obtient des électeurs le mandat d'administrer le pouvoir.

Nous ne disons certes pas que les schémas russes doivent être adoptés tels quels partout, mais nous pensons qu'il faut tendre à se rapprocher, plus même qu'en Russie, du principe directeur de la représentation révolutionnaire : le dépassement des intérêts égoïstes et particuliers dans l'intérêt collectif. [...]

#### IV

(Il Soviet, III<sup>e</sup> année, n° 5 du 8-2-1920)

[...]

En régime bourgeois, on ne peut donc voir dans le conseil d'usine — pas plus qu'on ne peut le voir dans le syndicat professionnel — un organe pour la conquête du pouvoir politique.

Si on veut y voir un organe tendant à émanciper le prolétariat par une autre voie que celle de la conquête révolutionnaire du pouvoir, on retombe dans l'erreur syndicaliste — et les camarades de l'*Ordine Nuovo* n'ont guère de raisons pour soutenir, dans leur polémique avec *Guerra di Classe*, que le mouvement des Conseils d'usine tel qu'ils le théorisent n'est pas en un certain sens du syndicalisme.

Le marxisme se caractérise par la répartition anticipée de la lutte d'émancipation du prolétariat en grandes phases historiques, dans lesquelles les activités politique et économique ont respectivement des poids extrêmement différents : lutte pour le pouvoir - exercice du pouvoir (dictature du prolétariat) dans la transformation de l'économie - société sans classes et sans Etat politique.

Vouloir faire coïncider dans la fonction des organes de libération du prolétariat les moments du processus politique avec ceux du processus économique, c'est ajouter foi à cette caricature petite-bourgeoise du marxisme qu'on peut appeler économisme, et qui relève du réformisme et du syndicalisme — et la surestimation du Conseil d'usine n'est qu'une autre incarnation de cette vieille erreur qui rattache le petit-bourgeois Proudhon aux nombreux révisionnistes qui ont cru dépasser Marx.

En régime bourgeois, le Conseil d'usine est donc un représentant des intérêts des ouvriers d'une entreprise, tout comme il le sera en régime communiste. Il surgit lorsque les circonstances l'exigent, à travers les modifications de l'organisation économique prolétarienne. Mais, peut-être encore plus que le syndicat, il prête le flanc aux diversions du réformisme.

La vieille tendance minimaliste à l'arbitrage obligatoire, à l'intéressement des ouvriers aux profits du capital, et donc à leur intervention dans la direction et l'administration de l'usine, pourrait trouver dans les Conseils d'usine une base pour l'élaboration d'une législation sociale anti-révolutionnaire.

C'est ce qui se produit actuellement en Allemagne malgré l'opposition des Indépendants, qui ne contestent cependant pas le principe mais seulement des modalités de cette loi — à l'inverse des communistes, pour qui le régime démocratique ne peut donner vie à un quelconque contrôle du prolétariat sur les fonctions capitalistes.

Il reste donc clair qu'il est insensé de parler de *contrôle* ouvrier tant que le pouvoir politique n'est pas dans les mains de l'Etat prolétarien, au nom et par la force duquel un tel contrôle pourra être exercé, comme prélude à la socialisation des entreprises et à leur administration par les organes adéquats de la collectivité.

\*\*

[...] En ce qui concerne la formation des Soviets municipaux, on tombe souvent dans deux erreurs.

L'une, c'est de penser que les délégués à ces Soviets doivent être élus par les conseils d'usine ou les comités d'usine (commissions exécutives des commissaires d'ateliers) alors qu'au contraire (c'est volontairement que nous répétons certains points) ces délégués sont élus directement par la masse des électeurs. Cette erreur se retrouve dans le projet de Bombacci pour la constitution des Soviets en Italie [...].

L'autre erreur, c'est de penser que le Soviet est un organisme constitué avec des représentants désignés tout simplement par le Parti socialiste, par les syndicats et les conseils d'entreprise. Les propositions du camarade Ambrosini, par exemple, tombent dans cette erreur.

Une telle méthode peut à la rigueur servir à former rapidement et provisoirement les Soviets, si c'est nécessaire, mais ne correspond pas à leur structure définitive. [...]

En Europe centrale, les Conseils ouvriers coexistent actuellement avec l'Etat démocratique bourgeois, d'autant plus contre-révolutionnaire qu'il est républicain et social-démocrate. Quelle valeur a cette représentation du prolétariat, quand elle n'est pas le dépositaire du

pouvoir et la base de l'Etat ? Agit-elle au moins comme un organe de lutte efficace pour la réalisation de la dictature prolétarienne ?

Un article du camarade autrichien Otto Maschl (4) dans *Nouvelle Internationale* de Genève répond à cette question.

Il affirme qu'en Autriche les Conseils se sont paralysés eux-mêmes, qu'ils ont abdiqué et remis le pouvoir dans les mains de l'assemblée nationale bourgeoise. [...]

Le programme du Parti approuvé à Bologne déclare que les Soviets doivent être constitués en Italie comme organes de la lutte révolutionnaire. Le projet Bombacci tend à développer cette proposition de formation des Soviets de façon concrète.

Avant de nous occuper des aspects particuliers, nous discuterons les concepts généraux dont le camarade Bombacci s'est inspiré.

Tout d'abord, nous demandons — et qu'on ne nous traite pas de pédants — un éclaircissement. Dans la phrase : « c'est seulement une institution nationale plus large des Soviets qui pourra canaliser la période actuelle vers la lutte révolutionnaire finale contre le régime bourgeois et sa fausse illusion démocratique : le parlementarisme », faut-il comprendre que le parlementarisme est cette *institution plus large*, ou cette *illusion démocratique* ?

Nous craignons que la première interprétation soit à retenir, car elle correspond au chapitre traitant du programme d'action des Soviets, qui est un étrange mélange des fonctions de ceux-ci avec l'activité parlementaire du Parti.

Si c'est sur ce terrain équivoque que les Conseils à constituer doivent agir, il vaut certainement mieux ne rien constituer du tout.

Que les Soviets servent à élaborer *des projets de législation socialiste et révolutionnaire* que les députés socialistes proposeront à l'Etat bourgeois, voilà en effet une proposition qui fait la paire avec celle relative au soviétisme communal-électorale (5) [...].

Pour l'instant, nous nous bornons à rappeler à nos camarades, auteurs de tels projets, une des conclusions de Lénine qui figure dans la déclaration approuvée au Congrès de Moscou : « Il faut rompre avec ceux qui trompent le prolétariat en proclamant qu'il peut réaliser

(4) « La coexistence des soviets avec le pouvoir étatique bourgeois », reproduit ensuite dans *Il Soviet* du 28-3-1920.

(5) A l'occasion des élections municipales, annoncées pour l'automne 1919 puis repoussées astucieusement, la direction maximaliste du PSI s'est livrée à des acrobaties incroyables pour concilier son « révolutionnarisme » avec... une campagne électorale municipale. Entre autres perles, Gennari attribue aux conseils municipaux la tâche d'impulser la constitution des Conseils ouvriers et... de donner force de loi (!) à leurs décisions. *Il Soviet* du 18-1, du 25-1 et du 1-2-1920 combat vigoureusement ce déchaînement de crétinisme électoraliste dont on retrouve l'écho chez certains « gauchistes » actuels.

ses conquêtes dans le cadre bourgeois, ou en proposant une combinaison ou une collaboration entre les instruments de domination de la bourgeoisie et les nouveaux organes prolétariens ».

Si les premiers visés sont les sociaux-démocrates — qui ont encore droit de cité dans notre parti — ne faut-il pas reconnaître dans les seconds les maximalistes électoralistes, préoccupés de justifier l'activité parlementaire et municipale par de monstrueux projets pseudo-soviétistes ?

Nos camarades de la fraction qui l'a emporté à Bologne ne voient-ils pas qu'ils sont bien en dehors même de cet électoralisme communiste qu'on pourrait opposer — avec les arguments de Lénine et de certains communistes allemands — à notre irréductible abstentionnisme de principe ?

## V

(*Il Soviet*, III<sup>e</sup> année, n° 7 du 22-2-1920)

[...]

Les Soviets, les conseils d'ouvriers, paysans (et soldats), sont la forme que prend la représentation du prolétariat dans l'exercice du pouvoir après le renversement de l'Etat capitaliste.

Avant la conquête du pouvoir, quand la bourgeoisie domine encore politiquement, il peut arriver que certaines conditions historiques, qui correspondent probablement à de sérieuses convulsions de l'organisation institutionnelle de l'Etat bourgeois et de la société, provoquent l'apparition des Soviets, et il peut être tout à fait opportun que les communistes poussent et aident à la naissance de ces nouveaux organes du prolétariat.

Il doit cependant rester bien clair que leur formation ne peut pas résulter d'un procédé artificiel ou de l'application d'une recette — et que de toute façon, le fait que les conseils ouvriers, qui seront la *forme* de la révolution prolétarienne, se soient constitués ne signifie pas que le problème de la révolution ait été résolu, ni même que les conditions infaillibles de la révolution aient été réalisées. Elle peut faillir — nous en donnerons des exemples — même là où les conseils existent, s'ils ne sont pas imprégnés de la conscience politique et historique communiste. [...]

Quand la révolution est proche et que dans la réalité de la vie sociale ses conditions sont mûres, il faut qu'existe un fort parti communiste, qui doit avoir une conscience extrêmement précise des événements qui se préparent.

Les organes révolutionnaires qui, après la chute de la bourgeoisie, exercent le pouvoir prolétarien et représentent les bases de l'Etat révolutionnaire, sont ce qu'ils doivent être dans la mesure où ils sont dirigés par les travailleurs conscients de la nécessité de la dictature de leur classe — c'est-à-dire par les travailleurs communistes. Là où cela ne serait pas le cas, ces organes céderaient le pouvoir conquis et la contre-révolution triompherait.

Voilà pourquoi, si ces organes doivent surgir et si les communistes doivent à un moment donné s'occuper de leur formation, il ne faut pas croire qu'ils constituent un moyen de contourner les positions de la bourgeoisie et de venir à bout facilement, presque automatiquement, de sa résistance et de sa défense du pouvoir.

Les soviets, organes d'Etat du prolétariat victorieux, peuvent-ils être des organes de la lutte révolutionnaire du prolétariat lorsque le capitalisme domine encore dans l'Etat ? Oui, mais au sens qu'ils peuvent constituer, à un certain stade, un terrain adéquat pour la lutte révolutionnaire que mène le parti. Et à ce stade, le parti tend à se constituer ce terrain, ce regroupement de forces.

En sommes-nous, aujourd'hui en Italie, à ce stade de la lutte ?

Nous pensons que nous en sommes très proches, mais qu'il y a un stade préalable qu'il faut dépasser d'abord.

Le parti communiste, qui devrait agir dans les Soviets, n'existe pas encore. Nous ne disons pas que les Soviets l'attendront pour surgir : il pourra se faire que les événements se présentent autrement. Mais alors, un grave danger se dessinera : l'immaturité du parti fera tomber ces organismes dans les mains des réformistes, des complices de la bourgeoisie, des saboteurs ou des falsificateurs de la révolution.

Et alors nous pensons que le problème de constituer en Italie un véritable parti communiste est beaucoup plus urgent que celui de créer les Soviets.

On peut également accepter d'étudier ensemble ces deux problèmes, et poser les conditions pour les affronter ensemble sans retard, mais sans fixer une date schématique pour une *inauguration* quasi officielle des Soviets en Italie.

Déterminer la formation d'un parti véritablement communiste signifie sélectionner les communistes, les séparer des réformistes et sociaux-démocrates. Certains camarades pensent que la proposition même de former les Soviets peut offrir le terrain de cette sélection. Nous ne le croyons pas — précisément parce que le Soviet n'est pas, d'après nous, un organe révolutionnaire par essence.

De toute façon, si la naissance des soviets doit être une source de clarification politique, nous ne voyons pas comment on pourrait y arriver sur la base d'une entente — comme dans le projet Bombacci — entre réformistes, maximalistes, syndicalistes et anarchistes !

Par contre, le fait de mettre au premier plan de nouveaux organismes anticipant sur les formes futures, tels les conseils d'usine ou les Soviets, ne pourra jamais créer un mouvement révolutionnaire sain et efficace en Italie ; c'est une tentative aussi illusoire que celle de soustraire l'esprit révolutionnaire au réformisme en le transportant dans les syndicats, considérés comme noyaux de la société future.

Cette sélection, nous ne la réaliserons pas grâce à une nouvelle recette, qui ne fait peur à personne, mais bien par l'abandon des vieilles « recettes », des méthodes pernicieuses et fatales. Pour les raisons bien connues, nous pensons que cette méthode à abandonner, en faisant en sorte qu'avec elle les non-communistes soient éliminés de nos rangs, c'est la méthode électorale — nous ne voyons pas d'autre voie pour la naissance d'un parti communiste digne d'adhérer à Moscou.

Travaillons dans ce sens — en commençant, comme dit très justement Niccolini, par élaborer une conscience, une culture politique parmi les *chefs*, à travers une étude sérieuse des problèmes de la révolution, non entravée par la bâtarde activité électorale, parlementaire, minimaliste.

Travaillons dans ce sens-là — faisons davantage de propagande pour la conquête du pouvoir, pour la conscience de ce que sera la révolution, de ce que seront ses organes, de l'action véritable des Soviets — et nous aurons véritablement travaillé pour constituer les conseils du prolétariat et conquérir en eux la direction révolutionnaire qui ouvrira les voies lumineuses du communisme.

### **THESES SUR LA CONSTITUTION DES CONSEILS OUVRIERS PROPOSEES PAR LE CC DE LA FRACTION COMMUNISTE ABSTENTIONNISTE DU PSI**

*Ces thèses ont été publiées dans Il Soviet, III<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 11, du 11-4-1920. Pour voir la complète convergence entre les positions qu'elles expriment et celles des bolchéviks, il suffit de les comparer aux thèses qui seront adoptées quelques mois plus tard par le II<sup>e</sup> Congrès de l'IC.*

1) Les Soviets ou Conseils d'ouvriers et paysans (et soldats) sont les organes par lesquels la classe ouvrière exerce le pouvoir politi-

que après avoir abattu par la révolution le pouvoir de l'Etat bourgeois et supprimé ses organes représentatifs (parlements, conseils municipaux, etc.). Ils sont les « organes d'Etat » du prolétariat.

2) Les Soviets sont élus exclusivement par les travailleurs, en excluant du droit d'électeur tous ceux qui profitent d'une main-d'œuvre salariée et exploitent les prolétaires d'une façon quelconque. C'est là leur caractéristique essentielle, toutes les autres modalités de leur constitution étant tout à fait secondaires. L'exclusion de la classe bourgeoise de toute représentation, même en tant que minorité, dans les organes politiques de la société, c'est-à-dire la « dictature du prolétariat », constitue la condition historique de la lutte politique contre la résistance contre-révolutionnaire bourgeoise, de l'élimination de toute exploitation et de l'organisation de l'économie communiste.

3) Ce processus doit être réalisé par une action collective et centrale du prolétariat, en subordonnant toutes les mesures à adopter à l'intérêt général de la classe et aux destinées finales de tout le processus révolutionnaire. C'est pourquoi, tandis que parmi les groupes particuliers de prolétaires surgissent des organes qui reflètent les intérêts économiques particuliers communs à ces groupes (conseil d'usine, syndicat d'industrie, organisations de consommateurs), toute l'activité de ces organes doit être subordonnée aux directives tracées par le système des Soviets politiques qui, par leur essence et leur constitution, représentent les intérêts généraux.

4) Les Conseils ouvriers surgissent au moment de l'insurrection prolétarienne, mais peuvent aussi surgir dans une situation historique où le pouvoir de la bourgeoisie traverse une crise grave, et où la conscience historique et la tendance à monter à l'assaut du pouvoir se répand dans le prolétariat. Le problème de la révolution ne consiste pas dans la création formelle des Conseils, mais bien dans le passage du pouvoir politique entre leurs mains.

5) L'instrument de la lutte politique de classe du prolétariat est le parti de classe, le parti communiste. Il regroupe ceux qui ont une conscience historique du processus de la crise du capitalisme et de l'émancipation prolétarienne, et sont disposés à sacrifier tout intérêt de groupe ou d'individu à la victoire finale du communisme. Dans la phase historique actuelle, c'est le Parti Communiste qui défend le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Conseils ».

Quand les Conseils sont constitués, le Parti Communiste développe son action sur ce terrain, pour conquérir la majorité de leurs mandats et les organes centraux du système des Conseils. Le Parti persévère dans cette action après la conquête du pouvoir, ayant toujours pour objectif de donner une conscience politique et une unité d'intention à l'action prolétarienne, en combattant les égoïsmes et les particularismes.

6) Le Parti Communiste pénètre et conquiert aussi tous les organes économiques prolétariens, dès qu'ils naissent sous la poussée des conditions de vie de groupes et catégories du prolétariat, dans le but de profiter de leurs actions pour élargir leur champ et attirer l'attention des masses sur les objectifs généraux et finaux du communisme.

7) Le Parti Communiste combat toute forme de collaboration et de combinaison des Conseils ouvriers avec les organes du pouvoir bourgeois, en diffusant dans les masses la conscience du fait que les premiers ne peuvent prendre leur valeur historique qu'après le renversement violent des seconds.

8) Les nécessités présentes de l'action révolutionnaire en Italie ne consistent pas dans la formation artificielle et bureaucratique des Conseils ouvriers, et encore moins dans un travail voué à l'activité des syndicats et conseils d'usine comme une fin en soi, mais bien dans la constitution d'un Parti Communiste débarrassé des éléments réformistes et opportunistes. Un Parti de cette nature sera toujours prêt à agir ou à intervenir dans les Soviets quand sonnera l'heure vitale, qui n'est plus très éloignée, de leur formation.

9) Avant ce moment historique, une très vaste tâche attend le Parti Communiste en Italie.

Cette tâche consiste dans :

a) l'étude des problèmes de la révolution et des aspects du processus révolutionnaire, entreprise avec un esprit sérieux et des moyens importants, et la plus large propagande orale et écrite, parmi les masses, des principes et des méthodes qui en découlent ;

b) le maintien de relations continues et efficaces avec le mouvement communiste dans les autres pays et avec les organes de l'Internationale Communiste ;

c) l'établissement de contacts assurés avec les masses, et la préparation aux formes d'action et d'organisation indispensables pour la lutte décisive et qui, en plus du dévouement complet des militants à la cause, exigent une préparation tactique spéciale, inconnue dans la vie traditionnelle du Parti Socialiste.

10) Le Parti Communiste ne considère pas comme buts de son action les conquêtes partielles que des groupes prolétariens peuvent réaliser dans le cadre du régime actuel, même pas dans le sens d'une préparation de ses hommes à l'accomplissement futur de tâches techniques après la conquête du pouvoir. Il intervient toutefois dans les agitations de cette nature dans le but de faire la propagande de ses finalités ultimes, et de mettre en évidence les rapports objectifs qui démontrent la nécessité de l'action politique d'ensemble de toute la classe prolétarienne, sur la voie de la révolution, pour l'élimination du régime capitaliste.

# Parti révolutionnaire ou cénacle de « marxologues » ?

Il arrive souvent que des passages plus ou moins brefs de nos textes soient cités dans un but polémique ou « culturel » dans des publications étrangères à notre parti. En général, nos positions sont reproduites de façon assez correcte, quitte à laisser à l'« appareil critique » le soin de les démolir. Le « mérite » de les falsifier *de fond en comble* revient indiscutablement à un petit groupe de transfuges qui, sous le titre usurpé « Le fil du temps », publient de temps en temps des versions de leur cru de certains de nos textes classiques où l'ineptie de la traduction le dispute souvent à l'incompréhension politique et aux rajouts et suppressions destinés sans doute — professoralisme oblige — à les « améliorer ».

Nous aurions volontiers laissé ces Messieurs à leur triste sort de penseurs en chambre s'ils n'avaient récemment entrepris de « démontrer » que notre parti avait renié sa tradition et sa propre théorie, et plus précisément qu'il avait jeté par-dessus bord une partie des études faites dans les années 50, où l'on fixait pour l'année 1975 la crise non

seulement *économique* et politique mais aussi *révolutionnaire* de la société bourgeoise. En misérables faux disciples, nous aurions donc, sur ce point-là et sur bien d'autres, effectué, à en croire « Le fil du temps » n° 11, « un retournement complet de la position ». Nos doctes critiques ne devaient d'ailleurs pas être bien sûrs de leur fait, puisque leur réquisitoire a été volontairement « mastiqué » après impression (de manière à le rendre illisible) sur une partie des exemplaires mis en vente ; mais ils ont repris le même refrain à l'occasion de la publication en Italie d'un opuscule sur « Les perspectives révolutionnaires de la crise ». Mais peu nous importent à vrai dire les états d'âme de ce cénacle de marxologues. L'essentiel est qu'ils nous fournissent ici l'occasion de revenir sur le thème *crise et révolution* que nous avons déjà traité à deux reprises dans ces colonnes (1), afin de réaffirmer une fois de plus quelques *vérités* fondamentales et d'éclaircir les raisons pour lesquelles, comme cela s'est produit plu-

---

(1) Voir *Programme Communiste* n° 62 (mars 1974) et 66 (avril 1975).

sièurs fois dans l'histoire et comme cela se produit *aujourd'hui*, la courbe de la crise économique et sociale et celle de la crise révolutionnaire peuvent *ne pas* coïncider.

### **Ce qui est contraignant dans les prévisions marxistes**

Il est élémentaire pour tout marxiste que ce qui est *intangible* et *contraignant*, ce sont les bases théoriques du Parti : les buts finaux, le programme, les principes, les grandes applications tactiques, ainsi que la méthode à suivre dans l'analyse des événements et de leur enchaînement. Est donc *intangible* la définition du *cycle historique* que traverse le capital, avec la répétition à intervalles réguliers de crises plus ou moins étendues qui se cristallisent périodiquement en crises *générales* et *profondes*. Et ce cycle, toujours à l'échelle historique, ne peut être brisé *que* par la révolution prolétarienne, puisque la « solution » bourgeoise classique (qui est, en même temps, l'alternative bourgeoise classique à la solution communiste), à savoir la guerre, ne le brise pas, même si elle l'« interrompt », mais ne sert qu'à le *rouvrir* à une échelle *encore plus vaste et lourde de menaces*. Celui qui rejette cette « perspective » se trouve en dehors du marxisme, le renie, l'enterre, et par voie de conséquence se trouve en dehors du Parti qui en incarne les postulats.

Mais ni Marx, ni Engels, ni Lénine, ni Rosa Luxemburg, ni nous en tant que Parti, bref aucun marxiste n'a jamais soutenu qu'il fallait poser *comme un principe* que la courbe de la crise économique et celle de la crise révolutionnaire devaient *nécessairement* se rencontrer au cours de ce cycle, et encore moins qu'elles devaient le faire à *une date donnée* et fixée par avan-

ce. Soutenir une telle théorie signifierait réduire le marxisme à une caricature pure et simple. Ce que nous défendons comme une question de principe, c'est l'interprétation d'une tendance *historique*, indépendamment du fait que cette tendance puisse ou non se concrétiser à une *date* donnée et sous des *formes* données.

Cela ne nous empêche pas de vivre cette attente *passionnément*, c'est-à-dire non pas comme l'astronome qui scrute le firmament après avoir calculé qu'un corps céleste donné sera à la portée de sa lunette et passera devant telle constellation tel jour à telle heure, mais avec l'attitude du militant qui *travaille pour préparer* les conditions subjectives de la rencontre des deux « courbes ».

Prévoir les événements est une *tâche* et un *devoir* du Parti. Mais cette tâche, le Parti l'assume en sachant trois choses. La première est indiquée dans d'innombrables passages de Lénine, et aussi dans un texte qui traite longuement ce sujet, la conférence tenue par Amadeo Bordiga le 24 février 1924 à Rome et intitulée *Lénine sur le chemin de la révolution* (2).

### **On n'arrive à la scientificité des prévisions que par approximation**

*« Ce n'est pas la première fois que nous entendons, nous marxistes, nos adversaires nous objecter le démenti des prévisions révolutionnaires « catastrophiques » de nos maîtres par les faits. Dans les œuvres des opportunistes socialistes*

(2) Traduction française dans *Programme Communiste* n° 12 (juillet 1960).

surtout, on énumère avec complaisance toutes les occasions où Marx a attendu la révolution sans qu'elle vienne.» Si le marxisme devait chercher la confirmation de sa vérité scientifique dans les prévisions de Marx en 1847, 1849, 1850, 1862, 1872, etc., prévisions selon lesquelles la crise économique et politique du capitalisme correspondant à cette époque donnée se serait résolue dans la révolution sociale, nous serions fichus. Que dire donc des prévisions ultérieures ! « Si nous considérons l'activité d'un parti marxiste dans son aspect purement théorique d'étude de la situation et de ses développements, nous devons admettre que, si cette élaboration atteignait son apogée, il devrait être possible de dire, au moins en traits très généraux, si on est plus ou moins proche de la crise révolutionnaire définitive. Mais avant tout les conclusions de la critique marxiste sont en élaboration continuelle tout au long du cours de la formation du prolétariat en classe toujours plus consciente, et un tel degré de perfectionnement n'est qu'une limite dont nous nous efforçons de nous approcher. »

Ce n'est donc pas par hasard que dans un « complément » à notre *Dialogue avec les morts* soulignant la convergence entre notre pronostic de la « possibilité de l'écllosion de la prochaine grande crise générale du capitalisme en 1975 (et non pas dans « les années 1975 » comme l'écrivent allégrement nos critiques professoraux) et le pronostic de Trotsky disant en 1926 que la dictature bolchévique devrait tenir bon 50 ans dans l'attente de la révolution mondiale, nous écrivions : « Le fait que la révolutionnaire voie la révolution plus proche qu'elle ne l'est n'a rien de grave ; notre école l'a attendue bien des fois en vain : en 1848, en 1870, en 1919, et même, dans certains visions déformées, en 1945. Ce qui est grave,

c'est quand on fixe un terme limite à l'histoire pour confirmer les prévisions de la doctrine : l'opportunisme n'a jamais eu d'autre origine et n'a jamais conduit sur une autre base ses campagnes de déformation, dont celle du socialisme en Russie a été la plus pernicieuse » (3).

Avec ce passage nous avons répondu d'avance à nos détracteurs (voilà bien une *prévision contraignante et de principe* !). A l'époque même où nous avons formulé la prévision, non seulement nous avons mis en relief la *possibilité* — et non la certitude — de la date d'une crise qui pourrait être aussi révolutionnaire, mais nous avons de plus dénoncé comme une démonstration irréfutable de chute dans l'opportunisme la prétention de fixer un *terme limite* à la confirmation de nos prévisions par l'histoire, comme on peut en établir pour une éclipse solaire. Cette prétention, affirmions-nous, n'est qu'un prélude au reniement complet du marxisme si le terme venait à être dépassé et si par malheur, comme c'est le cas aujourd'hui, la crise mondiale devait se prolonger sous une forme rampante, avec des stagnations et des remontées, au-delà de l'issue des « années 1975 ». C'est ainsi que la crise générale, que tous ont prévu dans le premier après-guerre, a éclaté sur le terrain économique en 1929, mais s'est traînée, avec des hauts et bas, jusqu'en 1939, jusqu'à la « solution » non pas révolutionnaire, hélas, mais impérialiste. Personne n'a songé pour autant à accuser... de reniement ceux (nous, entre autres) qui ont reconnu que les choses, aussi bien par leur forme que par leur rythme, se sont passées d'une façon différente de celle qu'on attendait.

(3) *Dialogue avec les morts*, Ed. Programme Communiste, p. 132.

### Pourquoi « doit-on » voir la crise révolutionnaire plus proche qu'elle ne l'est

Le premier texte cité poursuit : *« En second lieu, notre méthode, plutôt que de prétendre énoncer une prophétie en bonne et due forme, applique de manière intelligente le déterminisme de manière à énoncer les prémisses qui conditionnent une thèse donnée. Plus que de savoir ce qui va arriver, nous cherchons à savoir comment se produira un certain processus lorsque certaines conditions seront réunies, et comment il sera modifié si ces conditions changent (4). L'affirmation de Marx et de Lénine que nous revendiquons comme toujours valable, non démentie, c'est que le capitalisme moderne crée d'une façon générale les conditions nécessaires de la révolution prolétarienne et que, lorsque celle-ci aura lieu, ce sera nécessairement selon un certain processus dont nous énonçons les grandes lignes grâce à l'aboutissement d'une vaste critique élaborée à partir de l'expérience. Si nous voulions revenir ici sur la question de savoir comment ce processus peut être accéléré par l'action du parti prolétarien, il ne nous serait pas difficile d'arriver à la conclusion suivante : le Parti doit savoir se préparer à se comporter dans les situations les plus diverses. Mais comme il est une donnée empirique de l'histoire et non le gardien de la vérité absolue et indiscutable, à laquelle nous ne croyons pas, il y*

(4) Comme Bordiga le répétera deux ans plus tard au VI<sup>e</sup> Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (et comme les penseurs en chambre ne pourront jamais le comprendre), nous ne sommes pas « une société savante vouée à l'étude des événements sociaux » mais « un parti révolutionnaire qui participe à tous les événements et qui en est lui-même un des facteurs ».

*a intérêt à ce que le parti non seulement « sache » que lorsque la révolution aura lieu il devra agir de telle et telle façon et être prêt à telle et telle tâche, mais aussi qu'il « croie » que la révolution aura lieu le plus tôt possible. Le but dominant de la révolution totale doit inspirer, même de nombreuses années à l'avance, l'action du parti d'une façon telle, que nous pouvons affirmer qu'il est « utile » que les prévisions révolutionnaires aient une certaine avance sur les événements, à condition de ne pas tomber dans des erreurs grossières dans l'appréciation des rapports de force immédiats [...]. Dans un certain sens, la perspective révolutionnaire doit donc être ravivée dans l'idéologie du parti et de la masse, comme elle se ravive dans l'esprit des chefs eux-mêmes sous la forme d'un rapprochement dans le temps.»*

En d'autres termes, non seulement il n'est pas garanti que la prévision de la rencontre des deux courbes historiques se réalisera (et pourtant cela n'entame pas le moins du monde les bases de la théorie), mais il est *théoriquement faux* de croire que l'aspect vital des prévisions réside dans la fixation de délais proches à cet événement. Cette fixation n'a qu'une « valeur secondaire », n'est qu'une « hypothèse en partie arbitraire », un « postulat qu'on doit formuler dans un but d'agitation et de propagande ». Ce qui est *vital* dans nos prévisions, c'est l'encouragement à ne jamais perdre de vue la solution révolutionnaire afin de *s'y préparer dans le travail si dédaigné de chaque jour.*

Si on renverse la question, on renverse le sens du militantisme communiste et on détruit les prémisses de la rencontre future du Parti avec les forces objectives déchainées par la crise. En somme, on contribue à faire manquer pour

la nième fois à la classe ouvrière son « rendez-vous avec l'histoire », et à la précipiter dans le désarroi et le désespoir.

Nos textes nous disent : préparez-vous *en tant que militants actifs* à la crise révolutionnaire qui *peut ne pas être proche*, mais qui attend *toujours* notre intervention active ; autrement, la crise économique et sociale passera, comme elle l'a déjà fait bien des fois, et le capitalisme restera debout. Travaillez à mettre en place les « conditions subjectives » sans lesquelles il est inutile d'attendre que la crise économique et sociale se transforme en « crise révolutionnaire » ! (5)

Les soi-disant dépositaires de la théorie, eux, radotent : attendez la conjonction *inévitabile* des deux astres au firmament de l'histoire, elle aura lieu *sans* qu'on fasse quoi que ce soit pour la rendre possible, tout comme la conjonction de Mars et Saturne n'a pas besoin de l'intervention de l'astronome. C'est là une question de principe !

### **Une triple erreur : gradualiste, fataliste et contingentiste**

Le fait est que — et nous en arrivons au troisième point — c'est une grave erreur *gradualiste* et *fataliste* de « lier de façon purement formelle le processus économique et le processus politique » (6). Le premier obéit aux lois qui régissent le cycle de reproduction élargie du capital et qui permettent d'établir, avec un *haut degré d'approximation*, non seulement *comment* mais aussi *quand* la crise succédera à

(5) Ce point est également traité dans l'introduction à notre texte *Le marxisme et la Russie* (Programme Communiste n° 68, octobre 1975).

(6) *Leçons des contre-révolutions*, point 13, Programme Communiste n° 63 (juin 1974), p. 18.

l'expansion capitaliste. Le second est bien sûr lié au premier mais il subit l'influence de facteurs super-structuraux multiples, influence qui nous interdit de le considérer comme le résultat ou le contre-coup *mécanique* des hauts et des bas de l'économie.

On peut lire dans les *Thèses de Rome* : « *Qu'il s'agisse d'une période de prospérité croissante ou au contraire de difficultés et de crises, l'influence que la situation économique exerce sur la combativité de classe du prolétariat est très complexe. Elle ne peut être déduite d'un simple examen de cette situation à un moment donné, car il faut tenir compte de tout le déroulement antérieur, de toutes les oscillations et variations des situations qui ont précédé. [...] Les courbes de la situation économique et de la combativité de classe sont déterminées par des lois complexes, la seconde dépendant de la première, mais ne lui ressemblant pas dans la forme. A la montée de la première peut correspondre indifféremment, dans des cas donnés, la montée ou la descente de la seconde, et inversement* » (7). Il faut souligner quelque chose de plus : le fait que la courbe de la combativité des masses ne corresponde pas forcément à celle de la situation économique, et puisse même aller dans le sens opposé, n'est pas indifférent pour le développement de la crise *économique* elle-même. Qu'est-ce que le capitalisme peut souhaiter de mieux qu'un prolétariat qui n'arrive pas à réagir contre les formidables secousses des « récessions » et qui subit passivement, grâce au concours de l'opportunisme, la réduction des salaires, les licenciements, la baisse du niveau de vie, l'intensification des cadences, tout cela

(7) *Défense de la continuité du programme communiste*, Ed. Programme Communiste, pp. 49-50.

sans toucher au sacro-saint « ordre public », assurant ainsi plus ou moins une reprise de l'accumulation sur de meilleures bases ? A l'inverse (c'est non seulement notre souhait, mais le sens de notre effort), la courbe ascendante de la combativité des masses aggrave la crise économique capitaliste ou retarde, jusqu'à l'interrompre, la courbe du *boom* productif. Est-ce donc une nouveauté pour le marxisme que la superstructure est un produit de la structure, mais qu'elle réagit sur celle-ci en retour ?

C'est donc une « erreur » non seulement gradualiste et fataliste mais aussi *contingentiste* d'instituer un rapport *mécanique* de cause à effet entre les deux courbes. Mais son caractère fataliste saute particulièrement aux yeux lorsque nos éminents détracteurs *se refusent* à tenir compte de la « courbe de la combativité » de la classe, et donc de l'action du Parti. Pour eux, il n'y a qu'une seule courbe, la courbe économique : le reste n'est que chimère. Il est donc inutile et stérile de « s'agiter », puisque ce sera le seul jeu des déterminations matérielles qui poussera les masses vers les dépositaires du programme révolutionnaire. Par conséquent, ces derniers n'ont nullement besoin d'être un parti, c'est-à-dire un corps organisé : il leur suffit d'entretenir le feu sacré de la doctrine. La Gauche a mille fois dénoncé toutes les aberrations qui sont le résultat *nécessaire* d'une telle façon de concevoir le marxisme.

Une telle conception jette bas tout ce que le Parti s'est efforcé de construire pendant de longues années. C'est précisément parce qu'il n'a jamais cherché son orientation dans la situation « d'un moment donné » mais qu'il a au contraire recherché l'influence complexe « de tout le déroulement antérieur » que le Parti n'a jamais pris... la Résistance ou Mai 68 pour une Révolu-

tion manquée. C'est précisément pour cela qu'il *a su* que la remontée de l'abîme de la contre-révolution serait longue et difficile dans ses aspects subjectifs comme dans ses aspects objectifs, *aussi bien après qu'avant* la deuxième guerre mondiale. C'est précisément pour cela qu'il n'a pas trompé hier, et qu'il ne trompe pas aujourd'hui, les prolétaires avec l'idée que le marasme économique et social profond de la société bourgeoise pourrait accoucher à *lui seul* de la destruction de celle-ci, ou que la classe dominante souffre d'une « crise de direction » qui permettrait de la jeter à terre d'un simple coup d'épaule. C'est précisément pour cela que nous appelons les révolutionnaires à la tâche *difficile* de préparer *dans les faits*, et non dans les nuages de la métaphysique, l'*organe* de la révolution, le Parti, à *chaque jour et à chaque heure*, sans s'étonner et surtout sans se désespérer si le capitalisme réussit une fois de plus à nous prendre de court, mais en se préparant au contraire à surmonter l'*énorme retard historique* de la classe et du parti, afin de n'être *jamais plus* à la traîne des événements, mais à leur tête.

C'est précisément en cela que nous nous distinguons de tous : aussi bien des astronomes d'un fatalisme antimarxiste que des fonceurs de l'activisme à *tout prix*, en passant par toutes les gammes du contingentisme gradualiste. C'est précisément en cela que nous ne renions pas le marxisme sous prétexte qu'il ne nous a pas servi tout chaud le plat de résistance de la crise révolutionnaire !

### **De l'erreur à la falsification pure et simple et à l'éloge involontaire**

D'accord, répondront peut-être nos professeurs, laissons de côté la révolution en tant que perspec-

time immédiate. Mais que faites-vous de la perspective opposée, l'issue capitaliste de la crise à travers des bouleversements catastrophiques, parmi lesquels la guerre ? Ou bien, pour reprendre leurs termes de chronique policière (il y a même, entre les lignes, l'insinuation que le capital nous... finance pour que nous fassions passer ses « théories » pour du marxisme) : « Certains groupes qui se réclament de la Gauche Communiste ont dépoussiéré quelques-uns de ces textes après que la crise historique, prévue pour 1975, ait éclaté au dernier trimestre 1974. Mais ils les ont vite reniés ou mis de côté, aussitôt que la bourgeoisie [eh oui ! elle commande, nous obéissons] a proclamé que l'économie mondiale s'acheminait vers une reprise. Se faire le porte-parole d'une telle fable signifie admettre que la spirale de la centralisation et de la concentration [qui, semble-t-il, serait la seule clef de la crise...] puisse soudain, au beau milieu de la crise montante, ralentir pour recommencer un nouveau cycle de prospérité ! » Disons en passant que c'est là une bien étrange façon d'interpréter les lois du développement de la société capitaliste : pour nous accuser de croire à un « développement pacifique » de la crise, on nous renvoie à une période de prospérité en *ascension continue*, comme l'aurait été selon eux l'après-guerre jusqu'en 1975, en « oubliant » ainsi que celui-ci a été marqué, à l'échelle mondiale, par de *violentes perturbations* ! Et nos professeurs de conclure : « C'est ainsi que les manœuvres de la bourgeoisie mondiale suffisent à faire perdre le nord à ceux qui se bornent à la politique au jour le jour ». Le malheur est que, pour soutenir une telle argumentation, ils sont obligés de recourir à un procédé bien mesquin, qui consiste à reproduire de notre rapport sur le *Cours de l'impéria-*

*lisme mondial* paru dans *Programme Communiste* n° 67 la partie consacrée à l'illustration de l'hypothèse *bourgeois* d'une issue « pacifique » de la crise, mais en l'interrompant précisément au point où commence sa *démolition critique*, c'est-à-dire la démonstration que, *bien au contraire*, le capitalisme ne sortira du coma — si jamais il en sort — qu'au prix des plus graves fléaux : chômage croissant, pression accrue sur la classe ouvrière et, si cela ne suffit pas, nouvelle guerre générale précédée d'une suite de reprises fictives et de chutes réelles.

Si donc, dans le premier cas, le décret d'hétérodoxie promulgué contre nous se base sur une triple (et grossière) erreur théorique en matière de « prévisions », dans le second cas il se base tout simplement sur une *falsification*. Pour s'en convaincre, il suffit d'ouvrir le numéro cité de la revue et de lire le rapport sur l'impérialisme *du début à la fin*. Trop fatigant pour les chantres de la pureté doctrinale ? Sans doute : ils ont d'autres choses — ô combien plus sérieuses — à faire !

Nous ne nous en étonnons guère : leur rage contre nous est « l'oxygène » qui les maintient en vie. Et cela au point qu'ils ont ressorti un article paru en 1962 dans notre revue (à cette époque-là, soit dit en passant, ces bravaches étaient encore parmi nous) sur la question algérienne, où la question coloniale était en effet mal posée (8) — comme il est arrivé souvent dans la polémique et à des révolutionnaires de bien plus grande envergure que nous ; et elle a continué à l'être,

---

(8) Il s'agit de l'article « La révolution algérienne est-elle une révolution ? », *Programme Communiste* n° 20 et 21.

disent-ils, « jusqu'à ce que, un beau jour, on exhibe de vieux textes classiques de la Gauche contre l'indifférentisme ». Mais, pontifient nos chevaliers sans peur et sans reproche, « on ne peut se refaire une virginité en passant d'une position à l'autre ». Or nous ne cherchons pas du tout à nier qu'au long de notre difficile chemin il y ait eu des dérapages occasionnels : nous ne sommes pas de ceux qui prétendent que le Parti, surtout dans des périodes négatives et défavorables, est toujours et dans tous les cas immunisé contre l'erreur. Certes, il y a une sorte de vaccin qui permet de réduire les dégâts au minimum (mais jamais dans l'absolu, nous l'avons toujours dit et répété) et de surmonter par la suite les éventuelles affections : il s'agit de l'ancre de salut des thèses fondamentales, des « vieux » textes du Parti. C'est à elle que nous avons eu recours, surmontant ainsi l'impasse momentanée. D'autre part, ce n'est pas la « virginité » qui caractérise le parti de classe, mais sa capacité à surmonter avec ses propres forces le « trauma » de sa perte occasionnelle : un ou deux articles, comme les hirondelles, ne font pas le printemps, et c'est tout particulièrement le cas de l'article en question, qui est une simple fausse note au milieu d'un processus ininterrompu au cours duquel notre Parti s'est non seulement attentivement et passionnément consacré à donner une appréciation des mouvements nationaux-révolutionnaires en Afrique et en Asie, mais s'est ouvertement solidarisé avec eux à la lumière de la vision marxiste du poids des « facteurs de race et de nation » dans l'histoire et des tâches permanentes du prolétariat et de son parti dans les « révolutions multi-

ples » (9). Mais ce sont nos doctes professeurs eux-mêmes qui nous donnent involontairement acte du fait que, si à un certain moment un pied — un tout petit pied ! — du parti a fait un faux-pas, tout ce qu'il y avait de sain dans le parti l'a ramené sur la bonne voie. Loin de nous faire une critique, c'est donc un éloge qu'ils nous font.

Si l'on s'en tenait aux critères de ces messieurs, Lénine n'aurait pas dû rectifier la route du parti bolchévique (qui avait dérapé d'une façon autrement grave, et dans sa quasi-totalité) en avril 1917, mais le quitter dédaigneusement sous prétexte qu'il avait perdu sa virginité. Leur devise, on le voit, est : mort et damnation pour celui qui a péché, qu'il se corrige ou non ! Un conseil sans frais à nos inquisiteurs : qu'ils s'occupent donc un peu de la poutre qui les aveugle au lieu de se délecter à rechercher la paille dans l'œil du voisin ! Mais à supposer même (hypothèse absurde) qu'ils le fassent, nous les plaignons d'avance : la maladie chronique du professoralisme intellectueliste est autrement difficile à soigner qu'un rhume passager — elle est incurable.

(9) Il suffit de mentionner, parmi des dizaines de textes, le rapport sur « Les luttes de classes et d'États dans le monde des peuples blancs, champ historique vital pour la critique révolutionnaire marxiste » à la réunion générale des 25-26 janvier 1958 à Florence (*Il Programma Comunista* n° 3-6/1958), et la série « Confluence dans la doctrine historique internationaliste unitaire des grands apports des luttes révolutionnaires dans les pays modernes » (*Il Programma Comunista* n° 23/1964 et 2-4/1965) — pour ne citer que deux textes encadrant chronologiquement l'article « incriminé ».

## **programme communiste**

**revue théorique trimestrielle**

Abonnement annuel : 40 F - 400 FB - 6.000 Lires - 24 FS - 240 Esc.  
£ 3.50 - \$ 7.00

## **le prolétaire**

**Journal bi-mensuel**

Le numéro : 2 F - 25 FB - 300 Lires - 1 FS  
Abonnement annuel : 40 F - 500 FB - 6.000 Lires - 20 FS

## **communist program**

**revue trimestrielle**

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 P. - \$ 1.00  
Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

## **il programma comunista**

**Journal bi-mensuel**

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS  
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

## **el programa comunista**

**revue trimestrielle**

Le numéro : 4 F - 40 FB - 600 Lires - 2,50 FS  
Abonnement annuel : 16 F - 160 FB - 2.400 Lires - 10 FS

## **kommunistisches programm**

**revue trimestrielle**

Le numéro : 6 F - 53 FB - 1.400 Lires - 3 FS - 3 DM  
Abonnement annuel : 24 F - 212 FB - 5.600 Lires - 12 FS - 12 DM